

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'IDEE DE LA COMMUNAUTE DE SECURITE EN  
ASIE CENTRALE: DYNAMIQUES INTERNES ET  
FACTEURS EXTERNES**

**THÈSE DE MASTER RECHERCHE**

**Arzu SANCILI**

**Directeur de recherche: Doç. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI**

**Memoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"**

**Juin, 2006**

## TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE – LA CONSTRUCTION D’UNE BASE THEORIQUE DES « COMMUNAUTES DE SECURITE ».....	4
CHAPITRE PREMIER - LA CONCEPTUALISATION DES COMMUNAUTES DE SECURITE.....	4
1- Les origines du concept.....	5
a) Les propositions générales sur le concept.....	11
b) La tendance constructiviste et ses relations avec la théorie.....	13
c) La réinterprétation du concept: Contributions de Barnett et Adler.....	21
2- Les caractéristiques essentielles du concept.....	26
a) Les communautés de sécurité fusionnées ( <i>Amalgamated Security Communities</i> ).....	27
b) Les communautés de sécurité pluralistes ( <i>Pluralistic Security Communities</i> ).....	28
DEUXIEME CHAPITRE – LE CADRE THEORIQUE: LA SECURITE ET LA COMMUNISATION DES INTERETS.....	31
1- Le modèle du concept.....	31
a) Le premier pilier: Les conditions préalables.....	32
b) Le deuxième pilier: Le processus politique et la structure sociale.....	34
c) Le troisième pilier: L’identité collective et la confiance mutuelle.....	39
2- Le développement du concept et son applicabilité.....	40
a) Le développement du concept: La naissance, la croissance et la maturité.....	40
b) L’application du concept aux exemples concrets.....	45
DEUXIEME PARTIE – L’APPLICABILITE DE LA THEORIE DES COMMUNAUTES DE SECURITE SUR LA GEOGRAPHIE DE L’ASIE CENTRALE.....	49
CHAPITRE PREMIER - LA CONFIGURATION GEOPOLITIQUE DE L’ASIE CENTRALE.....	50
1- Remarques Préliminaires sur les caractéristiques essentielles des géopolitiques des pays d’Asie centrale.....	50
2- Le Nouveau grand jeu en Asie centrale.....	54
DEUXIEME CHAPITRE: LES FRAGILITES INTERNES DES PAYS D’ASIE CENTRALE POUR LE DEVELOPPEMENT D’UNE COMMUNAUTE DE SECURITE.....	58
1- Le modèle d’évolution politique et ethnique des pays d’Asie centrale : La dimension de la sécurité politique et sociétale ? .....	59
a) Le blocage de régimes politiques autoritaires.....	60

b) Le faible niveau d'identité nationale.....	62
2- Les problèmes économiques écologiques en Asie centrale.....	65
a) La situation économique dépendante .....	66
b) Le problème de l'eau.....	69
3- Les nouvelles dimensions de la Sécurité sociétale : Le « terrorisme » et les effets négatifs de l'extrémisme religieux.....	72
a) Le terrorisme international et la menace d'un islam radical.....	73
b) La guerre en Afghanistan et le trafic de drogue.....	77
TROISIEME CHAPITRE – L'INFLUENCE DES ACTEURS INTERNATIONAUX SUR L'ETABLISSEMENT D'UNE COMMUNAUTE DE SECURITE.....	81
1- La Russie entre le retrait et le retour : force motrice d'une éventuelle "communauté de sécurité" .....	81
a) L'ordre de sécurité collective d'après le Traité de Tachkent et l'exemple de la guerre civile tadjike .....	81
b) L'Organisation du Traité de Sécurité Collective : une nouvelle initiative dans le nouveau millénaire et les divisions politiques en Asie centrale.....	86
c) Sécurité économique : le seul atout d'intégration régionale .....	88
2- La place de l'Asie Centrale dans la politique mondiale : le rôle des acteurs internationaux dans le domaine de sécurité.....	90
a) Le facteur chinois dans les modèles de communauté de sécurité : la discussion de la coopération de Shanghai.....	91
b) La nouvelle présence des États-Unis : percée hégémonique ou arbitre de la paix régionale?.....	94
c) Le rôle des relations économiques : la place de l'Organisation de la Coopération économique (OCE).....	97
3- La réponse unilatérale des pays d'Asie centrale face aux initiatives de coopération externes .....	99
 CONCLUSION.....	 105
BIBLIOGRAPHIE.....	108
 ANNEXE	

## ABREVIATIONS

ASEAN:	Association of Southeast Asia Nations
CEAC:	Communauté des États d'Asie centrale
CEE:	Communauté économique eurasienne
CEI:	Communauté des États indépendants
FMI:	Fond Monétaire International
GUUAM:	Georgia-Uzbekistan-Ukraine-Azerbaijan-Moldavia
MIT:	Mouvement islamique de Turkestan
MIO:	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
OCE:	Organisation de la coopération économique
OCI:	Organisation de la conférence islamique
OMC:	Organisation mondiale du commerce
OSCE:	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN:	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OUT:	Opposition unie de Tadjikistan
PRI:	Parti de la renaissance islamique
UE:	Union européenne
UEAC:	Union économique d'Asie centrale
URSS:	Union république des soviets socialistes

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1.1:	Le processus d'intégration politique selon Deutsch.....p. 12
Tableau 1.2:	Les communautés de sécurité fusionnées et pluralistes..p. 28
Tableau 1.3:	Les conditions des communautés de sécurité.....p. 30

## INTRODUCTION

Les problèmes sécuritaires qui sont en scène au monde entier peuvent être résolus par la construction des multiples communautés dont la condition la plus importante c'est la confiance entre les différents États. Par ailleurs, la conjoncture de l'après-Guerre-Froide est définie par une instabilité politique, économique, militaire ainsi qu'un enjeu de la non-confiance entre les États.

Dans ce contexte de l'après-Guerre-Froide, les États essayent de trouver de nouveaux concepts contre cette conjoncture de l'instabilité. Alors, on constate premièrement que Deutsch et Adler et Barnett ensuite se focalise sur les problèmes sécuritaires ainsi qu'ils ont des contributions théoriques sur les "Communautés de sécurité". Le concept des "Communautés de sécurité" consiste à établir un contexte d'une paix durable entre les États avec l'aide d'un développement de toute sorte des liens politiques, économiques, militaires, environnementaux etc. En effet, on voit que ce concept est efficacement applicable aux États qui ont un enchaînement fort tels que les pays européenne et les pays de l'Amérique nord.

Ainsi Deutsch, Adler et Barnett essayent de démontrer comment les communautés de sécurité affectent les politiques sécuritaires dans des régions différentes. Puisque l'appartenance à une "communauté de sécurité" ne relève pas d'une décision officielle, elle ne s'acquiert progressivement qu'avec le développement et la consolidation des conditions nécessaires. Autrement dit, la formation d'une "communauté de sécurité", c'est-à-dire d'une zone de paix durable existe-elle dans des régions ?

Ainsi, on si on traite pourquoi on choisit l'Asie centrale pour analyser l'applicabilité du concept des "Communautés de sécurité" dans cette région, on peut donner quelques raisons essentielles. Dans ce cadre, on peut tout d'abord remarquer que la région d'Asie centrale est un espace à découvrir après la dissolution de l'Union soviétique par ces ressources énergétiques et par sa situation géopolitiques. De plus, on peut aussi ajouter que la Turquie s'intéresse beaucoup à cette région

pour des raisons historiques, politiques et économiques. En effet, la démembrement de l'Union soviétique fait ouvert un nouveau période de rapprochement des relations entre la Turquie et les pays turcophones de l'Asie centrale.

D'ailleurs, l'Asie centrale est un carrefour stratégique d'où la criminalité transnationale pourrait déborder sur le monde entier. Cette région faisait partie intégrante de l'URSS et était totalement identifiée à l'ensemble du territoire sur lequel s'exerçait la souveraineté de la puissance soviétique jusqu'en 1991. Avec l'effondrement de l'URSS, l'Asie centrale a émergé sur la scène internationale, devenant du coup une catégorie spatiale particulière. Si on se réfère la définition du terme d'Asie centrale, on constate qu'elle désigne une aire géographique dont les limites varient considérablement selon les critères que l'on adopte. Ces derniers peuvent être géographiques, linguistiques, culturels ou politiques. Sur le plan de la délimitation géographique, la définition principale considère que l'Asie centrale regroupe les cinq républiques issues de la dissolution de l'URSS : Le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.<sup>1</sup> C'est cette dénomination que l'on suit dans cette thèse.

Alors, peut-on parler des conditions nécessaires pour la discutabilité d'une "communauté de sécurité"? Comment la situation interne des pays de la région influe-t-elle sur des initiatives des coopérations externes? Dans cette étude, on tente de savoir si l'instauration et l'extension en Asie centrale de la "communauté de sécurité" est une perspective viable.

Dans ce cadre-là, on va tout d'abord se focaliser sur le concept des communautés de sécurité. Dans cette première partie, on va aborder sur les contributions théoriques de Deutsch, Adler et Barnett en étudiant les cas généraux. Il s'agit de démontrer que les communautés de sécurité sont des vecteurs d'ordre régional en conceptualisant l'ordre dans une perspective constructiviste et en expliquant le mécanisme stabilisateur. Donc on essaye d'expliquer la base théorique des communautés de sécurité. Ainsi, on cherche dans cette étude surtout à savoir si les conditions nécessaires à cette consolidation de la paix et de la sécurité. Elles

---

<sup>1</sup> L.Montanaro, "Les Coopérations sécuritaires face à la criminalité transnationale en Asie centrale", *Annuaire Français de Relations Internationales 2005*, Presse de l'AFRI, Bruxelles, 2005, p.362.

comprennent la compatibilité des principales valeurs politiques entre les participants, la capacité des gouvernements à réagir et à communiquer au plan international et un environnement géopolitique favorisant la construction communautaire.

Deuxièmement, on va se pencher sur la situation d'Asie centrale. Dans cette partie, on va d'abord constater la configuration géopolitique de la région. Ensuite, on va étudier les fragilités internes des pays de la région et aussi l'influence des acteurs internationaux sur l'établissement d'une "communauté de sécurité". Alors, on se focalise sur la conjoncture régionale et les caractéristiques générales de l'Asie centrale. En se faisant, il s'agit aussi de démontrer la situation réelle dans les pays d'Asie centrale en se penchant sur les conditions pour être une "communauté de sécurité". Finalement, on va indiquer la réponse des pays d'Asie centrale aux initiatives externes de coopération. En étudiant le rapport entre la communauté internationale et la possibilité pour un changement pacifique, on réinterprète la possibilité du concept des « communautés de sécurité » sur l'Asie centrale.



**PREMIERE PARTIE – LA CONSTRUCTION D’UNE BASE THEORIQUE**  
**DES « COMMUNAUTES DE SECURITE »**

**CHAPITRE PREMIER - LA CONCEPTUALISATION DES  
COMMUNAUTES DE SECURITE**

Le concept « des communautés de sécurité » est tout d’abord proposé par Richard Van Wagenen dans les années 1950. Tout de suite, Karl W. Deutsch aborde sur ce concept en 1957; en effet, il traite initialement le concept avec une étude théorique et empirique. D’après Deutsch, une « communauté de sécurité » veut dire que les acteurs peuvent se discuter sur les différends politiques avec des outils pacifiques. Autrement dit, les acteurs doivent préférer de ne pas user de force physique entre eux-mêmes lorsqu’un différend les oppose.

Ainsi, l’ordre international, en terme d’une stabilité qui n’est pas menacée par un recours éventuel à la force de la part des principaux acteurs internationaux, peut se formuler par de multiples formes. Dans cette étude, on se penche sur l’une d’entre ces formes qui est l’ordre des « communautés de sécurité ». Forcée par Deutsch il y a près de cinquante ans, la notion de « communauté de sécurité » est aujourd’hui au cœur d’un important programme de recherche suivi par Emanuel Adler et Michael Barnett.

Adler et Barnett conçoivent l’idée d’une « communauté de sécurité » comme une région transnationale formée d’États souverains dont les habitants ont des attentes raisonnables pour un changement pacifique.<sup>2</sup> Néanmoins, la notion de communauté est ici employée à partir du cadre des travaux de Karl Deutsch sur les communautés de sécurité, tels que revisités par Adler et Barnett, et qui insistent davantage sur l’existence des attentes raisonnables pour un changement pacifique que sur la création des structures officielles. Ainsi, les membres de la “communauté de sécurité” partagent une importante culture commune de sécurité, notamment en ce qui concerne le règlement pacifique des conflits.

---

<sup>2</sup> E. Adler, M. Barnett, “A Framework for the Study of Security Communities”, in E.Adler, M.Barnett (éds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p.30.

Cette tentative est alors clairement discernable dans les travaux de Deutsch, Adler et Barnett. Alors, on peut en somme décrire ce projet entier comme un projet de recherche sur la formation des identités des différents États ainsi que son développement éventuel vers une « communauté de sécurité ».

### 1) Les origines du concept

Deutsch articule étroitement l'étude du nationalisme et celle de l'intégration supranationale. Dans les deux cas, ce sont les processus de communication qu'il s'agit de comprendre pour expliquer les mécanismes de mobilisation sociale. L'intégration internationale apparaît alors dans une large mesure dans la continuité de la construction des États nations. Dans cette perspective, l'État nation n'est pas dissous dans une entité supérieure, il reste un acteur dominant mais s'intègre dans une région plus vaste, espace d'échange et de confiance qui devient une "communauté de sécurité".

Comme on indique, le concept des « communautés de sécurité » a été formulé tout d'abord par Deutsch en 1957. Son travail est toujours accepté comme la base de toutes les contributions sur les « communautés de sécurité », alors qu'elle a subi des reformulations et des re-conceptualisations partiellement significatives par des autres auteurs. En 1957, le concept des « communautés de sécurité » était une réponse remarquable au paradigme réaliste, qui était devenu l'école la plus dominante dans la théorie des relations internationales au cours des années 1940-1950.<sup>3</sup>

En effet, cette disposition de Deutsch refuse quelques dispositifs principaux des grandes théories de relations internationales. De ce fait, il parle explicitement de l'individu dans la théorie des relations internationales. En se faisant, il étend son concept des « communautés de sécurité » au-delà des politiques nationales des États. Deuxièmement, il est possible de considérer que Deutsch fait une liaison entre les problèmes sociaux, politiques etc. et le recours à la force physique.<sup>4</sup> De plus, on peut dire que c'est une des caractéristiques de son concept qui a été partagé

---

<sup>3</sup> K. Deutsch, *The Growth of Nations: Some Recurrent Patterns of Political and Social Integration*, Irvington Publishers, Inc, New York, 1953, p.168.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.170.

avec des théories de dépendance et de développement. La contribution de Deutsch a été importante dans trois secteurs: l'analyse quantitative des données politiques et sociales, la théorie du nationalisme et l'étude des relations internationales. Deutsch a beaucoup travaillé pour le développement des banques de données transnationales.

A l'époque, Deutsch est absolument influencé par la conjoncture de la Guerre Froide. Son point de départ se décrit par le risque d'aggravation d'un conflit international à cause des comportements des Etats nations. Ainsi, il suggère que les États peuvent être dangereuse, lorsqu'ils peuvent faire augmenter le risque d'une destruction mutuelle en augmentant les tensions du conflit. Dans ce cadre-là, il précise les liens d'interdépendance entre les États avec lesquels le risque de conflit est diminué. Ainsi, la communication, la langue, l'économie, le commerce, l'éducation et la médecine sont des conditions préalables qui aident à accroître des liens d'interdépendance entre les États. Dans ce contexte, il parle d'une possibilité d'intégration politique. Selon lui, il existe trois enjeux principaux d'une intégration: le maintien de la paix durable, la réalisation d'un certain type des affaires dans la région considérée et l'obtention d'une nouvelle identité. Il ajoute aussi que tous ces enjeux déterminent la possibilité d'une intégration entre les États.<sup>5</sup>

Tout d'abord, on peut absolument dire que Deutsch consacre son travail au sujet des communautés de sécurité sur la communauté atlantique. Il y a quarante cinq ans, Deutsch affirme que la zone de l'Atlantique Nord, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord sont déjà bien avancé en direction d'une "communauté de sécurité", et fait des propositions politiques destinées à poursuivre et à renforcer ce processus. Cette "communauté de sécurité" se relève forte et permanente, le garant de la paix en Europe occidentale.

En effet, une "communauté de sécurité" est une expression des valeurs partagées des personnes formant une communauté. Selon la définition de Deutsch, c'est une communauté, dans laquelle il existe une croyance de membres sur le changement pacifique et qui a des établissements et des pratiques assez importants pour l'assurer. En ce qui concerne la communauté atlantique, il est clair qu'au niveau géographique, elle coïncide avec l'alliance atlantique et englobe par

conséquent l'ensemble des membres de l'OTAN, répartis en Europe et en Amérique du Nord. D'après John Ruggie, aucun pays de cette région transatlantique ne s'attend à faire la guerre contre les autres.

Tandis que les études des relations internationales pendant la Guerre Froide parlent de plus en plus des possibilités militaires et économiques, le concept des communautés de sécurité intègre le rôle des valeurs et de la croyance dans des études de sécurité de point de vue idéaliste. En effet, même Morgenthau explique cette situation dans son livre célèbre qui était l'un des travaux les plus importants établissant la base du paradigme réaliste comme l'homme contre le politique de puissance, et qu'il souligne l'importance de l'individu pour la politique internationale. Cependant, ses conclusions au sujet de nature humaine sont différentes, il voit que la politique de puissance est inséparable de la vie sociale. Alors, l'idée de l'ordre internationale est élaborée comme une « politique de puissance ». De l'autre côté, Deutsch accepte la croyance et les valeurs des individus comme la base principale pour la construction d'une communauté. Ainsi, on voit que les travaux de Deutsch lancent une série des traitements sur la construction des communautés.

En effet, la situation internationale pendant la Guerre Froide est l'un des sujets primordiaux pour les théories de cette époque. Ainsi, Deutsch cherche aussi l'idée d'une Europe unifiée et plus précisément celle de l'OTAN qui se développe vers une communauté atlantique. En effet, la raison principale pour ceux qui critiquent l'idée de Deutsch, c'est toujours sa négligence de la politique nationale des États et sa priorité donnée sur la coopération sécuritaire avec l'aide des valeurs communes au sein même de la période de la Guerre Froide.

Puisque, selon la vision réaliste les comportements des États au niveau international sont considérés comme anarchique, les États doivent faire des concurrences les uns contre les autres pour leur sécurité et bien-être. Au contraire, le discours de Deutsch refuse cette dernière constatation réaliste et dans ce cadre-là, Deutsch fait une recherche empiriquement bien fondée sous laquelle les États peuvent coopérer et peuvent même créer une "communauté de sécurité". De cette

---

<sup>5</sup> K.Deutsch, *The Analysis of International Relations Third Edition*, Prentice Hall, London, 1988,

façon, il pourrait prouver que le paradigme réaliste n'est pas dans tous les cas un outil approprié pour analyser la théorie des relations internationales.

Deutsch conclut prudemment que l'aire géographique est subie à un changement pacifique qui caractérise les « communautés de sécurité ». <sup>6</sup> Selon Deutsch, d'être dans la même alliance militaire pendant une guerre n'est pas une condition nécessaire pour une "communauté de sécurité". Deutsch constate la possibilité d'une paix durable qui est la conclusion d'une "communauté de sécurité".

Deutsch définit les communautés de sécurité de la façon suivante: Une « communauté de sécurité » est un groupe de personnes qui est devenu intégré. Dans ce contexte-là, en utilisant le terme d'« *intégration* », Deutsch voudrait dire l'accomplissement une conscience d'une communauté avec l'établissement des comportements assez forts de la population et des institutions assez répandues dans un territoire déterminé pour assurer une certaine espérance du changement pacifique dans un long temps. Ainsi, par le terme de la *conscience d'une communauté*, il voudrait indiquer une certaine croyance entre les individus dans un groupe qui peuvent parvenir au moins à un accord sur le point des problèmes sociaux communs qui doivent et peuvent être résolus par un processus de changement pacifique. En outre, Deutsch voudrait souligner par le terme du *changement pacifique*, la résolution des problèmes sociaux, politiques etc. avec les procédures sans recours à la force physique. <sup>7</sup>

En effet, les premiers travaux de Deutsch, notamment dans les années 1950 et 1960, témoignent de l'intérêt de l'auteur pour la problématique du régionalisme ou de l'intégration politique qui apparaît, à la plupart des recherches entreprises, par lui et son équipe. Après quelques années de recherche, il aboutit à une étude générale du processus de régionalisme et surtout des conditions nécessaires à son déclenchement et à son développement. L'élément déclencheur du processus d'intégration politique est, pour Deutsch, le besoin sécuritaire des États. L'objectif

---

p.271.

<sup>6</sup> V. Poliot, N. Lachmann, "Les communautés de sécurité vecteurs d'ordre régional et international", *La revue internationale et stratégique*, No.54, Été 2004, p.132

<sup>7</sup> K.Deutsch, et al., *Political Community and the North Atlantic Area: International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton University Press, Princeton, 1957, p.38

est de dégager les conditions nécessaires à la constitution des communautés de sécurité et d'essayer d'appliquer l'expérience passée, notamment celle de la guerre de 1940-1945 aux besoins de la sécurité du continent européen.

Alors, l'apport de Deutsch à la théorie des relations internationales réside dans la substance de sa pensée, résumée dans la notion de "communauté de sécurité" pluraliste. En affirmant que la paix peut être obtenue grâce à l'attention et l'expectation réciproquement pacifique et le partage d'un sentiment de communauté suivant la multiplication des interactions. Deutsch possède une méthodologie béhavioraliste; il est sans doute néo-fonctionnaliste. Donc, il défend l'idée d'une interdépendance des États et des mouvements transfrontaliers entre ceux-ci. De plus, il accepte que les organisations internationales facilitent de leur part les transactions entre les États membres. Il dit que les transactions sociales construisent la base des nouvelles identités.

La notion de "communauté de sécurité" dans ce texte se conforme à la définition opérée par Deutsch: "*un groupe de personnes qui sont devenues intégrées avec l'idée d'avoir réalisé à l'intérieur d'un territoire un 'sentiment de communauté' ainsi que des institutions et des pratiques suffisamment solides et répandues pour assurer à long terme, des probabilités raisonnables d'un 'changement pacifique' au niveau de la population*".<sup>8</sup> Autrement dit le modèle institutionnel dans lequel s'inscrivent les forces de sécurité ne répond pas seulement à un besoin fonctionnel mais il procède également du mode de constitution d'une société en "communauté de sécurité". Le corollaire de cette hypothèse est que le modèle institutionnel varie selon des caractéristiques nationales dans la mesure où chaque "communauté de sécurité" définit ses modes de résolution du conflit dans des termes différents. Le modèle institutionnel imprime en retour sa marque sur la perception des opérations extérieures.

L'essence d'une "communauté de sécurité" est la coopération et la confiance. La norme incontournable pour la "communauté de sécurité" est l'engagement sans réserve à régler pacifiquement les différends. De plus, une "communauté de sécurité" diffère d'un système de sécurité collective ou d'une alliance défensive

---

<sup>8</sup> Deutsch, *The Analysis of...*, *op.cit.*, p.285

fondée sur des garanties de sécurité, mais elle présuppose que la communauté ne se lézarderait pas sous l'effet des pressions externes, et que ses membres auront tendance et, avec le temps, s'engageront de plus en plus à s'unir face aux turbulences et aux menaces externes.

Toutefois, la durée de ce processus se mesurera davantage en années et en décennies qu'en générations et en siècles. L'intégration, selon Deutsch, est une question de fait, non pas de temps. Plusieurs exemples historiques montrent qu'un grand nombre de peuples ont changé leur orientation et ont acquis de nouvelles convictions politiques en un délai court. La mise en place d'une "communauté de sécurité" est un processus qui demande non seulement une compatibilité formelle des valeurs et des systèmes entre les États, mais aussi une pratique soutenue par la coopération intergouvernementale et un réseau organique de transactions internationales.

Dans ce cadre-là, pour parvenir à la stabilité intérieure, un État doit avoir une identité bien définie et exercer une autorité légitime et efficace en deçà de ses frontières; il lui faut donc un système politique démocratique respectant les droits universels de l'homme et permettant à une société civile raisonnablement ouverte de s'épanouir; il a également besoin d'une économie fluide aux transactions internationales.<sup>9</sup> Seule une stabilité intérieure de ce type peut garantir que les schémas de coopération imprégneront les sociétés de la "communauté de sécurité" et survivront aux changements de gouvernements successifs.

La stabilité régionale est à la fois l'ultime objectif d'une "communauté de sécurité" et le moyen d'y parvenir. Lorsqu'une telle communauté est établie, les inévitables conflits d'intérêt entre les États sont gérés, les sociétés et les dirigeants politiques étant capables de les résoudre ou, du moins, de les atténuer sans menacer l'existence même de la paix. Si elle est potentielle ou émergente, la gestion des conflits d'intérêt doit être possible. Pour qu'il y ait stabilité régionale, il est impératif que les sociétés ne soient pas ennemies au point qu'une paix prolongée ne puisse s'instaurer sans effusion de sang, que les décideurs puissent et veuillent apprendre

---

<sup>9</sup> Poliot, Lachmann, *op.cit.*, p.134.

comment traiter les différends, et qu'une coopération institutionnelle active s'amorce dans la région.

La stabilité géopolitique implique que le développement de liens unificateurs d'une "communauté de sécurité" émergente soit viable dans son environnement géopolitique. Les communautés de sécurité n'existent pas dans un monde à part, loin des politiques des puissances mondiales. La qualité de leurs relations internes ne les transforme pas en sanctuaires, pas plus qu'elle ne confère une quelconque immunité à leurs États-membres par rapport au reste du monde. La question est de savoir s'il peut y avoir une "communauté de sécurité" mondiale en dehors du cadre de notre étude, mais cela n'est certainement pas possible dans un proche avenir. A défaut, la communauté internationale va donc continuer à trouver, sur fond des luttes de pouvoir, des équilibres difficiles et éphémères, au sein desquels les communautés de sécurité devront assurer leur sécurité, même si elles le projettent ou non comme finalité.

#### **a) Les propositions générales sur le concept**

La notion de "communauté de sécurité" concerne une région dans laquelle les différends sont résolus sans recours à la violence. Elle a été définie, à l'origine, par Deutsch et ses collègues comme un groupe de personnes qui a été intégré, en ce sens qu'il a un sentiment de communauté et des perspectives crédibles de changement pacifique dans sa population.<sup>10</sup>

Deutsch se réfère aussi, aux attitudes des groupes sociaux. Ainsi, il fait de l'assimilation sociale, un préalable à l'intégration politique. Cette relation se situe d'une part, au niveau des conditions nécessaires à l'intégration et, d'autre part, au niveau même du processus d'intégration. Pour lui, il n'existe pas de continuité entre les conditions nécessaires à l'intégration et le processus lui-même. Cette dernière se présente comme une sorte d'équilibre entre l'augmentation croissante des transactions sociales et interactions parmi les populations et la croissance des

---

<sup>10</sup> Deutsch, *The Growth of...*, *op.cit.*, p.192.



institutions et des pratiques d'intégration. En effet, les travaux de Deutsch peuvent se résumer schématiquement de la manière suivante:

**Tableau 1.1: Le processus d'intégration politique selon Deutsch<sup>11</sup>**

“Communauté de sécurité” ---► Transactions sociales + Echanges économiques, sociales, politiques + Interactions ---► Intégration politique

Alors, il s'agit d'une vision dynamique de la “communauté de sécurité” et non statique. La “communauté de sécurité” évolue vers une intégration politique. Le besoin de sécurité, concrétisé par la constitution d'une “communauté de sécurité” soit pluraliste ou fusionnée, est un élément majeur du processus d'intégration.

Une “communauté de sécurité”, contrairement à une alliance formelle, ne pose aucune obligation à ses membres de manière contraignante. Plutôt, ceux-ci choisissent de se conformer à la structure sociale de la communauté parce qu'ils la considèrent légitime. Autrement dit, chaque membre de “communauté de sécurité” intériorise au troisième niveau la norme du règlement pacifique des conflits avec ses pairs. Par conséquent, lorsqu'un différend survient entre les États d'une “communauté de sécurité”, la seule voie de résolution considérée comme légitime par les parties est le règlement pacifique du conflit. Ici, il est important de noter que les communautés de sécurité sont des vecteurs d'ordre régional parce qu'elles constituent l'identité de leurs États membres.<sup>12</sup> En outre, les communautés de sécurité sont non seulement des vecteurs d'ordre régional mais aussi d'ordre international. Ainsi, la dynamique identitaire des communautés de sécurité semble porteuse de l'un comme de l'autre. De fait, l'ordre communautaire fondé sur le règlement pacifique des conflits est intériorisé si profondément que la volonté des États est fortement inhibée et que le recours à la force ne fait pas partie des options

<sup>11</sup> Deutsch, et al., *Political Community and...*, *op.cit.*, p.71.

<sup>12</sup> De fait, il n'existe rien dans la théorie, expliquée par Deutsch, Barnett et Adler, des communautés de sécurité qui permette de conclure de manière non équivoque qu'elles sont des vecteurs d'ordre régionaux ou internationaux. Pourtant, dans cette étude, on décide de se focaliser aussi sur ce côté

envisagées. Les États membres d'une "communauté de sécurité" se conforment à la norme du règlement pacifique des conflits de manière quasi-automatique, parce qu'elle fait partie aussi de leur identité.

En effet, l'idée centrale pour Deutsch c'est que la communication est le ciment des groupes sociaux et plus spécifiquement celui des communautés politiques. Alors, le processus de la communication et des transactions constituent l'identité partagée et commune de la communauté. Dans ce cadre, on peut énumérer le tourisme, la culture, le commerce, l'éducation et l'immigration comme source d'échange qui établie une "communauté de sécurité". De fait, cette "communauté de sécurité" est désignée par un sentiment de "Nous". Alors on peut bien dire que Deutsch apporte certainement une nouvelle approche radicale dans la théorie des relations internationales, car plusieurs théories des relations internationales qui utilisent des forces matérielles ainsi qu'un langage de pouvoir dans un environnement plutôt normatif, Deutsch indique une perspective des forces des idées et du savoir partagé. De plus, il souligne l'importance de la transformation au niveau individuel et international pour arriver à un changement pacifique.

Dans ce cadre, on observe que Adler et Barnett critiquent aussi la théorie des communautés de sécurité de Deutsch. Ils disent que la conception de Deutsch peut engendrer plusieurs problèmes méthodologiques, conceptuels et théoriques.<sup>13</sup> Adler et Barnett critiquent aussi le modèle de la "communauté de sécurité" qui est introduit par Deutsch. En effet, ils ne défendent pas l'idée de Deutsch qui ne prennent pas en considération des organisations internationales, des groupes sociaux, des hommes d'affaires. Ainsi, ils disent que Deutsch ne prend pas en compte des intérêts propres de tous ces derniers acteurs en scène. Selon Adler et Barnett, ce processus qui en fait favorise des nouvelles formes de relations de sécurité et de l'identification mutuelle.<sup>14</sup> Deuxièmement, ils constatent que les théoriciens des relations internationales sont de plus en plus en considération avec l'idée de la coopération internationale et de l'intégration régionale aux quelles

---

des communautés de sécurité pour observer les caractéristiques entières des communautés de sécurité.

<sup>13</sup> E.Adler, *Communitarian International Relations, The epistemic foundations of International Relations*, Routledge, New York, 2005, p.205.

<sup>14</sup> E.Adler, M.Barnett, "Security Communities in Theoretical Perspectives", in E.Adler, M.Barnett (éds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p.9.

Deutsch ne s'intéresse pas beaucoup. D'ailleurs, ils critiquent Deutsch de ne pas prendre en compte les mesures qualitatives, car selon eux, Deutsch ne considère que les mesures quantitatives des transactions sociales.

De l'autre côté, Adler et Barnett constatent qu'une "communauté de sécurité" est basée sur des valeurs partagées et des significations. Dans ce cadre-là, on peut se focaliser sur ces valeurs partagées. Tout d'abord, il faut indiquer comme on l'a déjà mentionné que les conflits doivent être résolus sans recours à la force. Cette croyance est en fait l'un des composants de base pour une identité partagée. De plus, deuxièmement, il faut indiquer le même droit sur la sécurité de chaque membre de la communauté comme valeur partagée. En outre, on peut expliquer comme troisième valeur, la participation égale de tous les membres de la communauté au processus de prise de décision. Cela signifie aussi une règle démocratique.<sup>15</sup> En réalité, cette caractéristique d'égalité de droit sur la sécurité aidant à augmenter la croyance et la confiance mutuelle des membres permet une condition préalable à une "communauté de sécurité".

#### **b) La tendance constructiviste et ses relations avec la théorie**

Pour faire une introduction à l'explication des communautés de sécurité, on va tout d'abord résumer la perspective constructiviste pour comprendre la base théorique de la théorie. Dans une perspective constructiviste, l'ordre est avant tout une structure sociale et une sorte de modèle.<sup>16</sup> L'ordre produit ses effets stabilisateurs parce que le pattern qui le caractérise inhibe l'intentionnalité des agents. Dans ce contexte, l'intentionnalité est une propriété de l'esprit humain qui lui permet de se projeter hors de la situation vécue. En effet, le mécanisme clé par lequel l'ordre produit ses effets stabilisateurs est la construction des agents par la structure.

---

<sup>15</sup> E.Adler, M.Barnett, "A Framework for the Study...", *op.cit.*, p.39.

<sup>16</sup> A.Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999, p.72.

La présentation la plus efficace de ce mécanisme est probablement réalisée par Alexander Wendt.<sup>17</sup> A la base, pour reprendre l'approche du constructivisme prétend que les gens font la société, et la société fait les gens. Plus spécifiquement en relations internationales, cette idée se fonde sur quelques prémisses, que Wendt résume de la façon suivante: "*que les structures de l'association humaine sont déterminées principalement par des idées partagées plutôt que par des forces matérielles, et que les identités et les intérêts d'acteurs réfléchis sont construits par ces idées plutôt que données par la nature*".<sup>18</sup> Selon cette vision des relations internationales, les acteurs ou les agents ont des identités qui participent à la création de leurs intérêts, qui, eux, influent sur leur comportement et leur relation avec d'autres acteurs ou d'autres agents. Bien que Wendt mette l'accent sur les idées partagées, les constructivistes ne prétendent pas que les facteurs matériels soient sans importance, mais, contrairement aux néoréalistes, ils croient que les idées comptent et que les identités et donc les intérêts ne peuvent être traités comme de simples données immuables. Les relations entre acteurs internationaux, c'est-à-dire les Etats, ne seraient pas régies uniquement par la recherche de la sécurité, mais comprendraient aussi la formulation, le respect et la mise en vigueur de normes, qui sont souvent intériorisées pour faire partie de l'identité des acteurs.

Selon Wendt, un agent peut absorber une culture et une structure sociale à trois niveaux différents: par la contrainte, par le développement des intérêts et par le fait de légitimiser l'enjeu en scène. Dans chacun de ces cas, les agents agissent en conformité avec la structure mais pour des raisons différentes et de manière stable. Aux deux premiers niveaux, la structure n'exerce qu'un effet régulateur sur les agents. En d'autre terme, elle modifie leur comportement mais pas leur identité. Alors, l'ordre dépend de l'existence de contraintes ou d'intérêts. Dans le cas du troisième niveau, toutefois, la structure exerce un effet constituant sur les agents. Autrement dit, les agents considèrent la structure comme légitime et l'intériorisent donc en tant que partie prenante de leur identité. Ainsi, on soutient que les communautés de sécurité sont des vecteurs d'ordre régional parce que la structure sociale qui les cimente est intériorisée au troisième niveau par les États qui en sont membres.<sup>19</sup>

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, p.102.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.85.

<sup>19</sup> Poliot, Lachmann, *op.cit.*, p.133.

En outre, une « culture de sécurité » est un système de significations socialement construites concernant les menaces internationales. De l'autre côté, le fait d'identifier une menace commune revient à construire un « *Autru* » commun. Après tout, la source d'une menace est généralement considérée comme un ennemi. Puisque les États partagent une construction sociale d'un Autre commun, le processus est facilité pour la formation d'une identité collective. Dans ce cadre, d'après Wendt, la construction sociale d'un « *autru* » commun est l'un des principaux processus menant à la formation d'une identité collective.<sup>20</sup>

Cependant, il faut souligner que l'existence d'une culture commune de sécurité est une condition nécessaire mais insuffisante à la construction d'une sécurité de communauté. Alors, sur le plan théorique, on peut déduire que les communautés de sécurité engendrent des logiques identitaires de type « *nous contre eux* ». Pourtant au niveau empirique et historique, on observe le contraire. Car les communautés de sécurité apparaissent plutôt comme des vecteurs de l'ordre international en essayant d'intégrer toujours plus d'États membre.<sup>21</sup> Par exemple, il est tout à fait remarquable que sur les treize cas historiques de constitution d'une communauté pluraliste de sécurité dans l'Atlantique Nord, il y en a une seule qui s'est désintégrée tandis que toutes les autres ont survécu au XXe siècle.<sup>22</sup>

En vérité, Deutsch qui observe cet exemple de la désintégration entre la Prusse et l'Autriche-Hongrie, est aussi soupçonneux si ces deux entités formaient à l'époque une « communauté de sécurité » ou non. On peut aussi donner des exemples plus récents indiqués par Adler et Barnett. Ces deux théoriciens corroborent la durabilité des communautés de sécurité, que l'on songe par exemple les coopérations entre les États-Unis et Israël, celles des États-Unis et le Mexique, ou encore l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.<sup>23</sup>

La définition du constructivisme proposé par Adler et Barnett, exprime assez bien l'orientation générale de la position majoritaire: il prétend que les acteurs internationaux sont enchâssés dans une structure qui est à la fois normative et

---

<sup>20</sup> Wendt, *op.cit.*, p.117.

<sup>21</sup> Poliot, Lachmann, *op.cit.*, p.136.

<sup>22</sup> Deutsch, *Political Community...*, *op.cit.*, p.30.

<sup>23</sup> Adler, Barnett, "A Framework for...", *op.cit.*, p.33.

matérielle, c'est-à-dire qu'elle contient des règles et des ressources et il tient compte de la possibilité que, sous les conditions appropriées, les acteurs peuvent générer des identités et des normes qui sont liées à une paix stable.

Après la fin de la Guerre Froide, on voit une tendance de reconsidérer le rôle de l'identité des normes et la base sociale des politiques sociales. C'est cette reconsidération des termes qui mettent en scène l'importance du concept des communautés de sécurité. Pour analyser la théorie de l'absence de la guerre, Adler et Barnett donnent la définition du réalisme avec l'idée d'une anarchie et de la distribution des pouvoirs. De l'autre, on voit le constructivisme qui défend l'idée des normes collectives et les significations sociales qui sont favorisées par les interactions sociales. Alors, les normes communes construisent la réalité internationale et alors les acteurs parviennent à une paix durable. Tandis que les réalistes pensent qu'il y a toujours une possibilité de conflit et que les initiatives d'alliances ne sont que des solutions temporaires pour la paix.<sup>24</sup>

La menace, la préoccupation, l'inquiétude ainsi que les communautés de sécurité se sont des termes étroitement reliés aux approches constructiviste et l'École de Copenhague.<sup>25</sup> Tandis que les membres de l'École de Copenhague ne développent pas le concept des communautés de sécurité, leur concept de sécurisation (*securitization*) peut être vu comme proche à l'idée des communautés de sécurité. En effet, cette école est basée sur la prétention constructiviste dans laquelle la sécurité est acceptée comme une expression qui est réelle et non pas comme un signe se rapportant à quelque chose. Au cœur de la conception élargie de la sécurité de l'École de Copenhague, on trouve une idée centrale qu'on peut appliquer la logique de la pratique de la sécurité à des domaines non strictement militaires. Pour qu'une question puisse représenter un enjeu de sécurité, il faut la désignation d'une menace existante exigeant une action d'urgence ou des mesures spéciales et l'acceptation de cette désignation par un auditoire significatif.

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>25</sup> L'école de Copenhague se compose des chercheurs dont les plus connus sont Ole Wæver, Pertti Joenniemi, Hakan Wiberg et Barry Buzan. Pour plus d'information, voir B.Buzan, O.Wæver, J. De Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner, 1998.

Ainsi, ils partagent une certaine idée théorique commune et le dispositif le plus important c'est le concept de la sécurisation. Alors la sécurisation a deux significations: La première définition consiste à une acceptation des questions de sécurité avec une certaine priorité au-dessus des autres politiques. De plus, la seconde définition conçoit également les questions politiques ordinaires comme si elles ont typiquement des caractères problèmes de sécurité. Dans ce cadre-là, on peut bien évident donner l'exemple de cours aux armements entre les superpuissances dans les années quatre vingt au sein de la guerre froide. Ainsi, en Europe de l'ouest et en Amérique du nord on peut voir une opposition forte contre la politique officielle de la dissuasion nucléaire et cette opposition remet en cause la rationalité de la politique et de sécurité des États. Alors, le concept de la sécurité nationale et d'intérêt national met en scène quelques années avant que l'École de Copenhague se soit émergée.

En cherchant à renouveler la pensée de la sécurité, l'École de Copenhague a introduit en particulier trois idées qui ont attiré l'attention des constructivistes critiques: celle d'une conception élargie de la sécurité, celle de la sécurité sociétale et celle de la sécurisation. Evidemment ces trois notions sont intimement liées. La position théorique de ce courant provient des points de départ de ses deux auteurs principaux, Barry Buzan et Ole Wæver, et de leur évolution subséquente. Buzan s'est défini comme un néoréaliste structurel, dans la perspective de la pensée de Waltz, qui s'est peu à peu identifiée à l'École anglaise et à son concept central de société internationale. Wæver a insisté pour sa part sur sa double origine réaliste et post-structuraliste pour se qualifier comme "*constructiviste pessimiste*".<sup>26</sup>

Au cœur de la conception élargie de la sécurité de l'École de Copenhague, on trouve quatre idées centrales. Premièrement, la sécurité doit être étudiée à la fois comme une pratique et un processus. Deuxièmement, la sécurité a des règles qui lui sont propres, et on ne doit donc pas confondre questions de sécurité et problèmes politiques. Troisièmement, les « objets de référence » de la sécurité sont toujours des collectivités, et en premier lieu l'État. Enfin, quatrièmement, on peut appliquer la logique de la pratique de la sécurité à des domaines non strictement militaires. Pour qu'une question puisse représenter un enjeu de sécurité, il faut la "*désignation*

*d'une menace existentielle exigeant une action d'urgence ou des mesures spéciales et l'acceptation de cette désignation par un auditoire significatif*".<sup>27</sup> Donc la sécurité n'a pas de signification fixe et la logique d'une telle position permet de l'étendre au-delà du domaine militaire, pour y englober en particulier quatre autres secteurs, la politique, la société, l'environnement et l'économie. "*La sécurité signifie la survie face à des menaces existentielles, mais ce qui constitue une menace existentielle varie selon le secteur considéré*".<sup>28</sup>

Derrière la conception de la sécurité de l'École de Copenhague on retrouve le concept de sécurisation. Selon Wæver, qui est celui à qui on doit la formulation de cette idée, la sécurisation est le processus par lequel on produit la sécurité: "*En nommant un certain développement un problème de sécurité, l'État peut réclamer un droit spécial, un droit qui sera toujours défini, en dernière analyse, par l'État et ses élites*". La sécurisation signifie donc un processus où l'on nomme un objet référent de la sécurité et où l'on identifie les sources des menaces contre celui-ci. La première étape de ce processus est ce que Wæver appelle une «*démarche sécurisante*» (*a securitizing move*), un discours qui présente quelque chose comme une «*menace existentielle*».

La tentative de sécurisation réussit dans la mesure où on arrive à convaincre son auditoire de la nécessité de cette démarche sécurisante. De plus, il dit que "*La sécurité elle-même ne présente aucun intérêt en tant que signe se référant à quelque chose de plus réelle; l'énoncé lui-même est l'acte. En le disant, on accomplit quelque chose (...). En prononçant le mot 'sécurité', un représentant de l'État donne une référence particulière à un domaine spécifique, et ce faisant, réclame un droit spécial d'utiliser tous les moyens nécessaires afin de le bloquer*".<sup>29</sup> D'ailleurs, les constructivistes critiques n'éprouvent aucune difficulté à adopter ce concept, bien au contraire, puisqu'il met l'accent sur la construction sociale de la sécurité. Ils regrettent seulement que Wæver se soit arrêté à mi-chemin, que son concept demeure sous-développé. Leurs objections tournent autour d'un point principal:

---

<sup>26</sup> I. Chernykh, R. Burnashev, "Conditions for Securitization of International Terrorism in Central Asia", *The Quarterly Journal*, Spring 2005, p.132.

<sup>27</sup> B. Buzan, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Brighton, Harvester Wheatsheaf, 1991, p.393.

<sup>28</sup> *Ibid.*, pp.395-398.



Wæver propose une vision insuffisamment sociologique du processus de sécurisation.

Ainsi, Ole Wæver donne l'exemple de l'Union européenne (UE) comme "communauté de sécurité". En effet, Wæver utilise le terme de la désécurisation (*deseuritization*) qui s'explique par l'absence de la peur militaire dans les relations au sein de l'UE. Le sujet de la sécurité devient désormais économique, environnemental et de migration en UE. De plus, la conception classique de sécurité politico-militaire n'est plus en scène en Europe. Alors, Wæver fait une liaison entre les communautés de sécurité dans lesquelles les États ne prennent pas en considération de la violence physique comme une menace contre eux et le terme de la non sécurité avec laquelle il décrit le processus de la désécurisation.<sup>30</sup>

Dans ce cadre-là, il faut constater que Wæver montre la possibilité d'une "communauté de sécurité" européenne, mais cette "communauté de sécurité" est différente de celle expliquée par Adler et Barnett.<sup>31</sup> En d'autre terme, il dit que les stratégies innovatrices sont nécessaires afin de surmonter les pièges conceptuels. Donc il donne deux piliers théoriques qui sont d'abord le concept renforcé de la sécurité et ensuite l'analyse de discours de l'État-nation européenne, car la stabilité est déterminée par des relations mutuelles des différentes identités de « *Nous* » qui y sont en connection.

Alors, le processus de sécurisation peut être conçu comme une période préalable pour l'établissement d'une "communauté de sécurité". De plus, cette période est suivie par un processus de la désécurisation. Par ailleurs il faut aussi constater que, selon Wæver la sécurité n'est plus seulement l'expression de changement pacifique, mais toutes les issues peuvent s'appeler une question concernant la sécurité.<sup>32</sup>

---

<sup>29</sup> B.Buzan, O.Wæver, *Regions and Powers: The Structure of International Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p.564.

<sup>30</sup> O.Wæver, "Insecurity, and asecurity in the West European non-war community", in E.Adler, M.Barnett (éds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p.81.

<sup>31</sup> *Ibid.*, pp.69-71.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p.103.

Adler et Barnett se focalisent aussi sur le constructivisme qui peut être pensé plus proche au concept de Deutsch. Dans ce cadre, le caractère social des politiques internationales est le point commun entre le constructivisme et le concept des communautés de sécurité. Alors, les similarités culturelles favorisent l'institutionnalisation entre les États. En effet, il faut souligner la tension entre le pouvoir des États et la croissance d'importance des forces transnationales. En fin, Adler et Barnett projettent que les États sauvegardent encore leurs propres intérêts, cependant ils désignent leur politique sécuritaire en prenant en compte la structure des interactions et des transactions.

### **c) La réinterprétation du concept: Contributions de Barnett et Adler**

L'ouvrage d'Emanuel Adler et de Michael Barnett réalise après des décennies la première tentative systématique pour revitaliser le concept original par Deutsch. Contrairement à Deutsch, ils ont clairement un point de vue constructiviste. Avec la prédominance de cette perspective-là, ils réinterprètent et reformulent le concept des communautés de sécurité. On peut observer qu'ils ne s'intéressent pas s'il existe réellement une "communauté de sécurité", mais la problématique de leurs travaux est centrée sur quand, comment et où s'agissent-elles les communautés de sécurité?

Adler et Barnett définissent d'abord le terme d'une communauté. Selon ces deux auteurs, l'identité sociale est désignée par des valeurs, des normes et des symboles partagés entre les acteurs et ces valeurs s'interactent dans des multiples cadres qui diffusent en fin la réciprocité. Alors, la sécurité internationale est établie par des communautés qui enlèvent le sentiment de peur entre les individus net qui construisent un contexte de confiance entre les Etats. Alors, une communauté aide à créer un ordre et un paix stable. Il faut aussi remarquer que la communauté se trouve au niveau international selon Adler et Barnett et que cette communauté établit des politiques sécuritaires qui sont le sujet de cette étude-là.<sup>33</sup>

---

<sup>33</sup> E.Adler, M.Barnett, "Studying Security Communities in theory, comparison and history", E. Adler, M. Barnett (éds.), in *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, pp.413-415

Tout d'abord les membres des communautés de sécurité partagent des valeurs, des identités et des significations communes. Alors, les actions, les célébrations et les sentiments communs favorisent une langue commune à propos de la sécurité. Deuxièmement, les membres sont en interactions multiples entre eux. De plus, ils ont une réciprocité pour leurs propres intérêts à long terme. Tout ce que l'on indique peut être résumé par un sentiment d'obligation et de responsabilité.<sup>34</sup>

De plus, la proximité géographique n'est pas une condition nécessaire pour Adler et Barnett, tandis que Deutsch souligne que la même espace géographique apporte un avantage indiscutable pour une culture commune.<sup>35</sup> A ce point, Adler et Barnett donnent l'exemple des États-Unis et d'Israël qui construisent évidemment une "communauté de sécurité". L'autre caractéristique essentielle des communautés de sécurité est l'absence totale de la violence organisée et au contraire l'existence des réseaux stratégiques d'alliances.

En outre, tandis que Deutsch fait une distinction entre les communautés pluralistes et fusionnées de sécurité, Adler et Barnett se focalisent seulement sur le type de communautés pluralistes de sécurité. En effet, ils définissent largement une communauté par ses trois aspects: Dans ce cadre-là, premièrement ils indiquent que des membres d'une communauté ont partagé des identités, des valeurs et des significations. Deuxièmement, ils soulignent que ceux qui sont dans une communauté ont des relations multiples et il s'agit d'une certaine interaction entre eux par une forme de rencontre et de relations tête à tête dans de nombreux arrangements. Donc troisièmement, ils disent que les communautés exhibent une réciprocité qui exprime un certain degré d'intérêt et peut-être même d'altruisme à long terme. Dans ce contexte-là, on peut souligner que l'intérêt à long terme est à l'origine de la connaissance avec laquelle les membres de la communauté sont en interaction, et l'altruisme peut être compris comme une forme d'engagement et de responsabilité.

De plus, Adler et Barnett font aussi une distinction entre la théorie néolibérale et le concept de la "communauté de sécurité". Ainsi, ils disent que les communautés de sécurité sont construites par des identités partagées, tandis que les

---

<sup>34</sup> Adler, Barnett, "A Framework for...", *op.cit.*, p.31

États établissent des institutions pour un objectif de maximiser leur propre intérêt dans la théorie néolibérale.

En outre, une “communauté de sécurité” doit être distinguée d'autres genres de communautés, parce que ses membres amusent d'une certaine espérance de changement pacifique. Ainsi, on voit la connaissance, l'étude, et l'existence des normes qui émergent des pratiques des États qui sont en interaction. En effet, on observe que les forces transnationales sont fondamentalement conçues comme les facteurs principaux pour l'apparition d'un ordre de changement pacifique.

D'ailleurs, la différence du concept d'Adler et de Barnett par rapport à Deutsch est significative. Alors que Deutsch voit la compatibilité des valeurs principales en tant qu'une condition préalable nécessaire pour la construction d'une communauté, Adler et Barnett parlent des valeurs communes et des identités partagées. De plus, Deutsch parle de la responsabilité qui est le résultat de l'apprentissage social des gens en tant que la deuxième condition préalable pour l'établissement d'une “communauté de sécurité”, alors que Adler et Barnett voient la confiance et l'identité commune comme la grande nécessité pour chaque “communauté de sécurité”. En outre, il faut absolument ajouter que l'importance des facteurs économiques est presque éliminée dans le concept de Deutsch, tandis que dans la reformulation d'Adler et de Barnett, on observe que les identités communes et la confiance mutuelle sont des catégories simplement culturelles.

Adler et Barnett recherchent les communautés de sécurité en donnant les exemples particuliers du développement régional. Ainsi, ils donnent des propositions générales en matière des communautés de sécurité, tandis que Deutsch ne s'intéresse pas en général aux exemples concrets historiques et il ne propose que la théorie pure des communautés de sécurité. Alors, Adler et Barnett se focalisent sur les exemples concrets des régions différentes. Ainsi, ils font la distinction entre les communautés de sécurité. Par exemple, l'ASEAN est constaté comme la “communauté de sécurité” non démocratique, tandis que l'Union européenne est démocratique ainsi que les États-Unis et le Mexique sont indiqués comme la “communauté de sécurité” asymétrique.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.33.

D'ailleurs, l'importance de la contribution d'Adler et de Barnett se trouve dans son adaptation de l'idée originale de Deutsch à la théorie du constructivisme.<sup>36</sup> La théorie constructiviste devient significative depuis les années quatre vingt. Alors, dans ce cadre politique en cours d'évolution rapide sur une échelle mondiale, Adler et Barnett remarquent le caractère social des craintes, des intérêts et des identités et ils les incorporent à une théorie sociale de relations internationales. En conséquence, Adler et Barnett soulignent l'importance des valeurs, des identités et des significations partagées parmi les gens qui forment une communauté. Donc, ces deux auteurs font attention alternativement à la connaissance, à la puissance (qui est principalement non définie en terme de l'économie et du militaire) et à la communication et l'interaction comme des facteurs favorisant pour le développement de la confiance mutuelle et de l'identité collective.

Par ailleurs, celui-ci signifie essentiellement une renonciation des théories des relations internationales qui mettent au centre la capacité militaire, la dépendance économique ainsi que les facteurs sociaux comme la pauvreté, et les facteurs structureaux en tant qu'anarchie internationale. En outre, ils acceptent que la réalité soit socialement construite. C'est pour cette raison que le monde ne doit être analysé en tant que tel, mais il faut analyser plus précisément les approches différentes qui sont en scène sur le monde. Ceci permet aux auteurs de jeter un coup d'oeil au-delà de la politique des États et des intérêts nationaux, il permet également une recherche sur la construction de la sécurité et des craintes de l'insécurité. Autrement dit, les communautés de sécurité sont conçues, dans cette interprétation, comme les communautés marquées par une confiance mutuelle sur le changement pacifique et qui devient une partie de l'identité commune de tous les membres de la communauté.<sup>37</sup>

Alors, Adler et Barnett cherchent à trouver comment les communautés de sécurité évoluent en dehors de la coopération nationale. Ainsi, ils voient une identité commune et une confiance mutuelle sur la base de la connaissance des autres en tant que dispositifs nécessaires d'une "communauté de sécurité". En effet, ces deux auteurs restent proches à Deutsch en matière du concept de la

---

<sup>36</sup> Wendt, *op.cit*, pp.87-96.

“communauté de sécurité”. C’est à-dire qu’ils acceptent le concept de Deutsch au sujet de la résolution des conflits au sein de la communauté avec le changement pacifique. De l’autre côté, l’école de Copenhague invente un nouvel arrangement d’une sécurité. Dans ce contexte, la sécurité est vue comme l’expression de la perception des menaces, des craintes et des sentiments contre les identités différentes des individus qui forment une communauté imaginée. En outre, ils partagent l’opinion des communautés. Toutefois, cette école souligne le fait que la sécurité n’est pas seulement liée au fait du changement pacifique.

En fait, la conception de la sécurité prônée par Adler et Barnett demeure assez conservatrice. Cependant, leur vision de la communauté ou plutôt d’une “communauté de sécurité” pluraliste signifie simplement une région transnationale composée de plusieurs États souverains. Adler et Barnett ont beau proclamer que leur approche suggère non pas simplement une façon de repenser les questions de sécurité régionale, voire mondiale, mais plutôt un changement de paradigme dans la théorie des relations internationales, leur vision de la sécurité reste assez traditionnelle. Ils sont préoccupés encore une fois par la recherche d’une voie moyenne, qui, cette fois-ci, offre un mélange d’idéalisme – qui reconnaîtrait les intérêts des États mais qui envisagerait la possibilité de progrès et la promesse d’institutions qui aideraient les États à surmonter leurs pires tendances – et le réalisme, dont les protagonistes principaux verraient le pire, mais continueraient à écrire sur les conditions qui pourraient fonder des changements pacifiques et de nouvelles formes d’organisation politique. Autrement dit, la sécurité est avant tout une question de sécurité militaire, même si elle implique une communauté de normes et de valeurs.

Adler et Barnett font référence à Ferdinand Tonnies qui sépare l’« association » et les communautés de sécurité ; dans ce contexte-là, ils indiquent que le premier exemple admet le principe d’intérêt de soi-même, tandis que, dans le deuxième, les membres ne se comportent pas seulement selon leurs propres intérêts. De plus, il faut aussi indiquer les disputes se résolvent pacifiquement au sein des communautés de sécurité.

---

<sup>37</sup> Adler, *Communitarian International...*, *op.cit.*, p.219.

Ainsi, on peut ajouter la souveraineté des États sont sauvegardée selon Adler et Barnett car ils n'étudient que les communautés de sécurité pluralistes. Pourtant, ils soulignent le changement du rôle des États à la condition qu'il y ait une "communauté de sécurité" strictement intégrée (*tightly coupled security communities*). En d'autres termes, la demande d'un environnement propre, la bienveillance économique et sociale etc. peuvent être devenir le sujet des ces communautés grâce à des liens strictement étroits.<sup>38</sup>

Il faut en fin ajouter que Adler et Barnett donnent l'exemple de période d'après-Guerre Froide qui met en scène la désintégration des nations et des groupes ethniques qui coexistaient auparavant dans des degrés différents. Ainsi, les valeurs communes et l'identité collective qui établissent la "communauté de sécurité" sont dynamiques et susceptibles de changer. Alors, si ces valeurs changent avec le temps, la "communauté de sécurité" peut désintégrer à ce moment-là.

## **2) Les caractéristiques essentielles du concept**

D'après Deutsch, les États peuvent surmonter des dilemmes de sécurité et de la peur aux quelles les réalistes donnent une grande importance avec l'aide des mécanismes sociaux et des forces transnationales. Donc, ce modèle de Deutsch représente un grand défi contre cette discipline réaliste qui en scène depuis des siècles.

Deutsch la définit comme un groupe "*dont on est vraiment sûr que les membres ne se combattent pas physiquement, mais essayent de régler leurs différends d'une autre manière*".<sup>39</sup> Il opère une distinction entre les communautés de sécurité fusionnées où les États et les autres structures politiques sont dotées d'un organe de décision supérieur, et les communautés de sécurité pluralistes, comprenant des entités gouvernementales séparées; c'est ce dernier type qui a été développé si efficacement dans la région de l'Atlantique Nord. L'interdiction du recours à la force entre les États d'une "communauté de sécurité" n'est pas seulement une question mentionnée dans les déclarations d'intention ou relevant du droit international, elle doit être une modification véritable et bien établie de

---

<sup>38</sup> Adler, Barnett, "A Framework for...", op.cit., p.36.

comportement dans leurs relations extérieures. Il n'y a aucun lien obligatoire, que ce soit dans la région nord atlantique où ailleurs, entre une "communauté de sécurité" et une institution internationale, un traité ou une alliance. Une "communauté de sécurité" ne peut être instaurée par des décrets ou des secrétariats, pas plus qu'elle ne peut s'appuyer sur de simples promesses.

En d'autres termes, Deutsch, réclame deux types de "communauté de sécurité". Il donne l'exemple des États-Unis pour la "communauté de sécurité" fusionnée. Dans ce cadre, les États s'unifient formellement. De plus, quant à la communauté pluraliste, les États sauvegardent leur souveraineté. Ainsi, Adler et Barnett ne se focalisent que sur le deuxième type de communauté.<sup>40</sup> Ils cherchent à définir des conditions favorables pour l'établissement d'une "communauté de sécurité", des relations et des interactions entre les acteurs et en fin les effets de "communauté de sécurité" sur les relations internationales.

#### **a) Les communautés de sécurité fusionnées (*Amalgamated Security Communities*)**

Les différents pays peuvent préférer de fusionner pour de multiples raisons. Dans ce cadre, ce genre de fusionnement intégraliste des États donnent l'esprit au concept des « communautés de sécurité fusionnées » disposent d'un gouvernement commun tel l'examen de l'État fédéral. Par exemple, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie sont les pays qui construisent des communautés de sécurité fusionnées.

---

<sup>39</sup> Deutsch, *Political Community and...*, *op.cit.*, p.27.

<sup>40</sup> Adler, Barnett, "Security Communities in...", *op.cit.*, p.5.



**Tableau 1.2: Les communautés de sécurité fusionnées et pluralistes<sup>41</sup>**

	<b>MANQUE DE FUSIONNEMENT</b>	<b>FUSIONNEMENT</b>
<b>INTEGRATION</b>	communautés de sécurité pluralistes, Ex: Les relations actuelles entre La Norvège et La Suède	communautés de sécurité fusionnées, Ex: Les Etats-Unis d'aujourd'hui
<b>MANQUE D'INTEGRATION</b>	pas de "communauté de sécurité" ni fusionnement, Ex: les relations entre les Etats-Unis et l'URSS pendant la période de la Guerre Froide	fusionnée mais pas de "communauté de sécurité", Ex: les Etats-Unis de 1860, le Pakistan de 1971

Deutsch énumère des conditions préalables qui facilitent le développement d'une "communauté de sécurité" fusionnée comme les multiples liens pour une communication mutuelle et des transactions. Dans ce contexte-là, on peut constater que la compatibilité mutuelle des valeurs principales, l'expectation des liens économiques plus forts, les signes d'une croissance d'effort d'intégration au moins dans certaines unités politiques et administratives, l'existence d'une croissance économique par rapport des autres unités politiques qui sont en dehors de cette éventuelle intégration, les réseaux de communication sociale au sein des unités politiques, l'existence des élites politiques au moins dans certaines unités politiques et finalement la mobilité sociale des personnes sont des conditions favorables pour une "communauté de sécurité" fusionnée.

**b) Les communautés de sécurité pluralistes (*Pluralistic Security Communities*)**

On peut deuxièmement se focaliser sur les communautés de sécurité pluralistes. Selon Deutsch, l'objectif des États à faire une coopération n'est pas

<sup>41</sup> K. W. Deutsch, *The Analysis of International Relations Third Edition*, Prentice Hall, London, 1988, p.274.

d'obtenir uniquement une paix durable mais aussi d'avoir une puissance beaucoup plus forte qu'auparavant.<sup>42</sup>

Les communautés de sécurité pluralistes conservent en quasi-totalité leur souveraineté, tout en tentant de résoudre leurs problèmes dans un cadre communautaire. Si on s'en tient à ce que Deutsch appelait les communautés de sécurité pluralistes (celles qui regroupent des États souverains), des exemples traditionnels en sont le Continent nord-américain pendant la majeure partie de ce siècle, la région nordique depuis 1906, et les signataires du Traité de Paris de 1951 instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, devenue aujourd'hui l'Union européenne.

Les communautés de sécurité pluralistes possèdent une compatibilité des valeurs qui sont dérivées des institutions communes. Ils soulignent aussi une responsabilité mutuelle qui doit être pensée par une identité mutuelle et un sentiment de "Nous". Toutes ces qualités mènent à des attentes d'un changement pacifique.

Ainsi, les conditions nécessaires à la naissance et au développement de l'intégration varient selon le type de communauté (pluraliste ou fusionnée), comme montre le tableau 1.3.

---

<sup>42</sup> Deutsch, *Analysis of...*, *op.cit.*, p.272.

**Tableau 1.3 : Les conditions des communautés de sécurité<sup>43</sup>**

Conditions	« communauté de sécurité » Pluraliste	« Communauté de Sécurité » Fusionnée
<b><u>I. Conditions souhaitables</u></b>		
1. Crainte d'entreprendre une guerre fratricide	+	+
2. Menace militaire de l'extérieur	+	+
3. Liens économiques solides	+	+
4. Assimilation ethnique et linguistique	+	+
<b><u>II. Conditions essentielles</u></b>		
1. Compatibilité des valeurs principales	++	+
2. Possibilité de prédiction mutuelle des comportements	+	+
<b><u>III. Conditions souhaitables ou essentielles selon le type de communauté</u></b>		
1. Style de vie commune	S	E
2. Taux élevé de croissance économique	S	E
3. Espoirs des liens économiques plus étroits et des bénéfices plus importants	S	E
4. Multiplicité de courants de communications et d'échange sociaux	S	E
5. Existence de liens de communications entre les diverses régions et entre les diverses couches sociales	S	E
6. Elargissement des milieux de recrutement des élites politiques	S	E

Légende:

- + cette condition est favorable à la création d'une communauté de sécurité pluraliste ou fusionnée selon le cas.
- ++ cette condition est indispensable à la création d'une communauté de sécurité.
- S condition souhaitable pour tel type de communauté.
- E condition essentielle pour tel type de communauté.

<sup>43</sup> M.YADI, "Le système d'intégration régionale", *Economica*, Paris, 1977, p.68.

## **DEUXIEME CHAPITRE – LE CADRE THEORIQUE: LA SECURITE ET LA COMMUNISATION DES INTERETS**

### **1- Le modèle du concept**

Les communautés de sécurité se développent par des circonstances suivantes. Tout d'abord, on voit que les États commencent à coopérer pour des raisons différentes, donc ils peuvent avoir un développement de la confiance mutuelle par un processus des réseaux de communication et la rencontre mutuelle. Ceci dépend de l'existence de la structure comme la puissance et la connaissance. De plus, sous certaines conditions préalables, ce dernier mène vers une confiance mutuelle et une identité commune, qui sont à leur tour le commencement d'une "communauté de sécurité".

Il est remarquable que l'on voit le concept de la puissance qui a un rôle significatif pendant le premier tier. En effet, la puissance de l'État peut être compris comme l'autorité à déterminer la définition partagée qui est en d'autre mot, le sentiment de "Nous" et aussi à organiser les pratiques et des conditions qui confèrent, reportent, ou nient l'accès à la communauté qui est en vérité fait partie importante du concept même au sein de la deuxième étape. Il faut aussi indiquer que les caractéristiques avec lesquels l'autorité politique détermine les significations partagées ne sont pas clairement précisées. Ainsi, la capacité culturelle, militaire aussi bien qu'économique peuvent être soumis à ce concept de puissance.

Adler et Barnett se focalisent sur trois piliers qui peuvent être énumérés comme des facteurs principaux des communautés de sécurité. Premièrement, on voit les conditions préalables au sein du premier pilier. Le changement économique, technologique, démographique, environnemental ainsi que la réinterprétation de la réalité sociale et l'existence des menaces externes sont certaines conditions pour une construction d'une "communauté de sécurité".

Ensuite, on peut constater le deuxième pilier comme des facteurs favorisant la confiance mutuelle et l'identité collective. Au sein du deuxième pilier, on peut

aussi faire une distinction entre le pouvoir politique et le savoir (comme la structure sociale) ainsi que l'influence des transactions, des organisations et de l'apprentissage social (comme le processus social).

Finalement, on peut indiquer les conditions nécessaires pour une expectation du changement pacifique comme le troisième pilier d'une "communauté de sécurité". Dans cette étape-la, on peut alors parler de la confiance mutuelle et l'identité collective entre les pays établissant la "communauté de sécurité".

## **2 Le premier pilier: Les conditions préalables**

Adler et Barnett développent l'idée d'une "communauté de sécurité" en trois piliers. Ce modèle de processus d'Adler et de Barnett est entièrement compatible avec le travail de Deutsch, au moins avec celui des communautés pluralistes de sécurité. Dans ce contexte-là, la première étape contient des coopérations au niveau des États.

En vérité, il n'existe pas d'intentions et de volonté des décideurs de la prise de décisions pour l'initiative de se coopérer. Ainsi, les catalyseurs de ce changement politique ont pour objectif d'une coopération de sécurité, d'une demande de survie politique etc. Dans ce cadre-là, on peut observer des initiatives modestes. De plus, les États ont la volonté de faire la coopération s'ils ont l'intérêt commun économique ou sécuritaire.

Le premier pilier contient des conditions préalables. Ainsi, une menace externe peut favoriser une forme d'alliance pour réduire la peur mutuelle. De plus, le développement technologique, la nouvelle interprétation de la réalité sociale, la transformation économique, démocratique et aussi un changement environnemental peuvent faciliter une sorte de coopération entre États. On peut aussi constater les relations économiques, et les réseaux culturels. Toutefois, il n'y a jamais une évolution linéaire et certaine qui exige en fin un contexte d'une confiance mutuelle entre ces États.<sup>44</sup>

---

<sup>44</sup> Adler, Barnett, "A Framework for...", *op.cit.*, p.38.

Dans ce cadre-là, pour éviter la complexité de faire une analyse théorique et pour intégrer les périodes différentes de la théorie, Adler et Barnett inventent un modèle triphasé de la “communauté de sécurité”. Alors, le premier pilier considère les conditions préalables. Le deuxième pilier comporte des facteurs favorisant le développement de la confiance mutuelle et de l'identité collective. Finalement, le troisième pilier contient des conditions nécessaires pour une expectation de changement pacifique. Adler et Barnett constatent qu'un manque de démocratie et l'instabilité politique ont une influence négative sur le développement de communautés de sécurité. Le libéralisme est une précondition importante pour ce dernier.

Les communautés de sécurité peuvent seulement se développer, si l'action politique est effectuée pour la développer. De plus, il n'est pas nécessaire que les acteurs aient vraiment l'intention de faire commencer une coopération. En fait, un cadre pour analyser les communautés de sécurité doit être également un cadre pour la prise de décision. Dans ce contexte-là, Adler et Barnett mentionnent une grande variété de facteurs, qui peuvent mener des États à coopérer. Autrement dit, la coopération entre les États est le facteur principal pour une éventuelle “communauté de sécurité”.

Dans ce cadre-là, on peut faire une interprétation de la définition originale de Deutsch de la “communauté de sécurité” pour deux raisons suivantes: Tout d'abord, Deutsch fait une combinaison des aspects institutionnels et sociaux de la construction de la “communauté de sécurité” (le sentiment d'une communauté par des institutions et des pratiques). Deuxièmement, Deutsch se rapporte au changement pacifique comme la résolution des problèmes sociaux sans recours à la force physique. Cependant, cette explication ne doit être pensée comme la seule contribution aux études des communautés de sécurité. Alors, Adler, Barnett et Wæver ainsi que l'École de Copenhague ont aussi des dispositifs importants qui doivent être intégrés au concept de Deutsch. D'abord tandis que Deutsch insiste sur la nécessité absolue d'une identité commune, Adler et Barnett pensent que cette dernière n'est pas une nécessité préalable.

D'ailleurs, on peut voir que l'identité des gens qui forment une communauté possède au moins un dispositif commun: C'est la croyance dont les membres de la communauté résolvent les problèmes sociaux sans recours à la force physique. De plus, on peut aussi déclarer le dispositif d'intérêt comme caractéristique commun des identités des membres de la communauté. Alors, si les membres d'une communauté qui possèdent de différentes vues de ce que signifie la sécurité, c'est l'intérêt qui les unifie dans la communauté. Par ailleurs, s'il existe des approches différentes de la sécurité, il peut également y avoir des perceptions différentes de la menace. Dans ce cadre-là, pour résoudre des problèmes sans recours à la force, il faut exister des conditions préalables suivantes: Les membres de la communauté doivent avoir le droit de participer dans le processus de décision politique<sup>45</sup> et tous les membres doivent garantir leur propre sécurité sociétale.<sup>46</sup>

### **3 Le deuxième pilier: Le processus politique et la structure sociale**

Dans la deuxième étape, les États et les citoyens commencent à s'engager dans certaines interactions sociales. La structure contient le rôle majeur de pouvoir politique pour le développement d'une "communauté de sécurité", car c'est le pouvoir politique qui constitue le sentiment de « Nous ». On constate aussi les relations dynamiques et mutuelles entre les structures régionales qui sont définies par un processus sociopolitique. Enfin, toutes ces conditions favorisent alors une formation d'identité collective et une confiance mutuelle.

Le deuxième pilier est aussi divisé dans deux catégories: la première s'agit d'une catégorie structurelle de puissance et de connaissance et la deuxième s'agit celle de processus des transactions, des institutions et des organisations internationales et l'apprentissage sociale.

Par ailleurs, pour expliquer le processus politique, Adler et Barnett étudient d'abord la terminologie essentielle pour parler des communautés de sécurité. Dans ce cadre-là, ils font d'abord la définition de ceux-ci comme une région

---

<sup>45</sup> La possibilité d'influencer le processus de la prise de décision est l'un de la nécessité pour résolution pacifique des conflits. Pour plus d'information voir Ekkehart Krippendorff, *Staat und Krieg*, Conflict and Peace Research, Frankfurt am Main, 1987.

<sup>46</sup> La pauvreté en tant que facteur d'insécurité sociétale peut être considérée comme la base de la violence dans des pays en voie de développement.

transnationale qui est compris des États souverains dans lesquels les citoyens maintiennent une expectation d'un changement pacifique. Le degré de la confiance, la nature et le niveau de l'institutionnalisation et le désir de changer l'enjeu anarchique s'il existe sont des trois facteurs principaux pour une "communauté de sécurité".

Quant au savoir constitue une l'autre partie de la structure des communautés de sécurité. En d'autres termes, les significations et les compréhensions communes créent les frontières des comportements des pays. Même actuellement, plusieurs théoriciens prennent en compte la démocratie et le libéralisme comme signes des communautés de sécurité. Parce que la culture civique, le degré de tolérance, les droits des citoyens etc. affectent la construction des communautés de sécurité.

Dans la poursuite de leurs intérêts nationaux, les États se placent bien entendu en situation de concurrence avec les autres, et les Etats les plus puissants jouissent - cela va de soi - d'une plus grande influence politique et économique. L'une des caractéristiques d'une "communauté de sécurité" est que le rejet définitif, à l'intérieur de ses limites, de toute possibilité de conflit interétatique enlève à la politique internationale son caractère coercitif.

En effet, le développement des conditions et leur passage au processus d'intégration est réalisé par, ce que Deutsch appelle, le procédé d'assemblage ou procédé de noyau de puissance. En outre, Deutsch considère le rôle primordial des groupes sociaux dans le déclenchement et le développement du processus d'intégration politique. Par exemple, Deutsch tente d'établir un diagnostic de l'intégration européenne en recourant aux méthodes quantitatives pour mesurer un certain nombre de transactions et analyser, par ce biais, le phénomène d'intégration. Les données proviennent des indicateurs du comportement réel des européens. Ces indicateurs sont: les reportages, les sondages d'opinion, les analyses de contenu de divers journaux et surtout les statistiques relatives à des diverses transactions internationales mesurant les comportements réels (commerce, voyages, échanges de professeurs et d'étudiants, service postal, etc.)<sup>47</sup>

---

<sup>47</sup> Pour Deutsch, l'intégration européenne a abouti à une "communauté de sécurité" plus pluraliste qu'à une "communauté de sécurité" fusionnée, puisque les États conservent leur souveraineté dans



Alors, la définition de la communauté consiste à l'idée au nom d'une possible intégration de rassemblement de la sympathie et de la loyauté mutuelles entre les unités constituantes; de la conscience de «Nous», de la confiance et du respect mutuels; de la subjectivité en termes d'images de soi-même et d'intérêts propres; de l'intuition juste du comportement des partenaires et des coopérations qu'ils engendrent ; en bref, c'est un processus dynamique et constant des attentes, de la communication, de la perception des besoins des autres et du promptitude à répondre et à prendre des décisions. Une mutation pacifique serait impossible sans ce genre de relation.

De plus, pour expliquer la structure sociale qui est la deuxième partie du deuxième pilier, on peut souligner la constatation de Deutsch. Selon lui, la possibilité d'une paix durable est désignée par le développement des compréhensions partagées, des valeurs transnationales et des transactions qui encouragent aussi l'établissement d'une communauté. Alors, l'existence des valeurs communes et des réseaux transnationaux renforce la possibilité pour une coopération de sécurité. En d'autres termes, on voit une sorte de mariage entre la communauté et la sécurité.<sup>48</sup>

Quant à la place des transactions, elles sont définies par une communication qui lie les acteurs. Les transactions possèdent des multiples types d'échanges symboliques, économiques, politiques, technologiques etc. Ainsi, Adler et Barnett abordent sur la théorie de Durkheim selon laquelle la réalité sociale ne dépend pas seulement sur des ressources matérielles mais aussi sur l'expérience commune et sur le consensus des gens. Alors, les transactions augmentent bien évident l'expérience collective et la réalité sociale.

Même Deutsch souligne l'importance de ces transactions. Selon lui, les transactions économiques, politiques, sociales sont les sources les plus remarquantes de la confiance mutuelle entre les États. Ainsi, l'échange est la base constituante dans les relations entre les États et favorise la réciprocité. En effet, Deutsch indique

---

les domaines politique et militaire. Pour arriver à une forme plus élaborée d'intégration, l'Europe requiert de satisfaire aux conditions, évoquées plus haut selon le type de communauté souhaité.

<sup>48</sup> Adler, Barnett, "Security Communities in...", *op.cit.*, p.4.

ici sa théorie de la communication sociale selon laquelle des interactions et des transactions augmentent la compréhension mutuelle. En se comportant ensemble, la prospérité augmente aussi et la coopération économique favorise en d'autre terme la coopération sécuritaire car l'interaction entraîne la confiance selon Deutsch.

L'existence des réseaux consultatifs et coopératifs entre les États favorise le développement des communautés de sécurité.<sup>49</sup> Ainsi, les organisations internationales et les institutions sont conçues comme des pratiques sociales qui facilitent à consolider les rôles et les normes. De l'autre côté, les organisations internationales étant des entités matérielles qui possèdent une localité, un bureau, un budget spécifique et des équipements.<sup>50</sup> Il faut aussi se focaliser sur Wendt qui projette que les organisations internationales établissent également une sorte de mécanisme de surveillance interne pour pouvoir contrôler les actes des pays membres. Cette idée est aussi un des points de départ pour expliquer l'influence du processus social d'Adler et de Barnett par cette approche constructiviste.

En effet, les organisations internationales facilitent tout d'abord des transactions dans de multiples formes en établissant des mécanismes de comportements et de surveillance. Dans ce cadre, Deutsch montre que les organisations économiques ont un rôle très important pour un ordre de paix stable. A ce point-là, on peut souligner la tendance néo-fonctionnaliste de Deutsch. Deuxièmement, on peut constater que les organisations internationales sont des endroits de la socialisation et l'apprentissage pour les États. Autrement dit, les États définissent leur place politique par rapport aux autres États en s'adhérant aux organisations internationales différentes. Troisièmement, on peut dire que les organisations internationales sont pour la formation d'identité collective et la confiance mutuelle, puisqu'elles sont capables de gérer l'hétérogénéité culturelle et d'établir une croyance entre les États d'un destin commun. Alors, les organisations internationales forment une culture régionale commune, voire la démocratie, le droit de l'homme etc.

---

<sup>49</sup> Adler, Barnett, "Security Communities in...", *op.cit.*, p.22.

<sup>50</sup> Adler et Barnett font référence à Oran Young pour montrer la différence entre les organisations et les institutions., Adler, Barnett, "A Framework for...", *op.cit.*, p.42.

Du moins, au sein d'une organisation internationale, une distinction doit exister entre les membres et les non-membres, même si elle tend actuellement à être précisée ou occultée du fait de la multiplication des associés, des observateurs et des partenaires. Une "communauté de sécurité" n'est cependant pas quelque chose de tangible: il s'agit plutôt d'un concept intellectuel que d'une structure concrète. L'appartenance n'y est ni offerte ni refusée, elle est seulement acquise ou perdue. Ses frontières sont fixées davantage par la confiance entre les peuples que par la signature d'hommes d'Etats.

Elles encouragent en outre l'idée d'une identité régionale entre les États en augmentant la confiance. De plus, elles distribuent les valeurs de la communauté aux États-membres. De même, le degré de multilatéralisme entre les États affecte la future coopération. Dans ce cadre, s'il y a un multilatéralisme fort, alors il pourra exister une "communauté de sécurité" entre ces États.

Si on se focalise sur l'apprentissage social, le processus de la définition et de la réinterprétation de la réalité sociale sur une base des nouvelles données est caractérisé avec l'aide d'apprentissage sociale. Alors, ce dernier n'est qu'une adaptation simple des idées mais c'est plutôt la capacité des États à gérer la réalité sociale et la transformer par un changement des anciennes croyances. Il faut aussi indiquer que l'apprentissage social est diffusé par les organisations internationales. En outre, Adler et Barnett ajoutent la possibilité d'un apprentissage des valeurs communes et d'une socialisation entre les États qui ont des relations asymétriques. En d'autres termes, l'apprentissage est aussi possible par l'initiative d'une grande puissance qui diffuse ses normes et ses pratiques politiques au système international. De même, ce genre d'apprentissage social n'est pas évidemment suffisant pour le développement d'une "communauté de sécurité". Avec l'apprentissage social, les similarités culturelles entre les États apparaissent clairement.

Cette communauté immatérielle, à partir de laquelle se forment les liens institutionnels, se développe grâce à un processus d'apprentissage social et politique, autrement dit à l'émergence d'un sentiment communautaire fait d'habitudes de coopération entre les individus, les groupes sociaux et les Etats. Ce

processus peut s'appuyer sur des stratégies politiques délibérées, notamment sur la création et l'utilisation d'institutions internationales appropriées.

#### **4 Le troisième pilier: L'identité collective et la confiance mutuelle**

Les variables dynamiques que l'on explique dans le deuxième pilier sont en même temps les conditions nécessaires pour une expectation durable d'un changement pacifique entre les États. Ainsi, on peut parler une interaction réciproque entre l'identité et la confiance. C'est à-dire que le développement de la confiance renforce l'identité mutuelle et vis versa. Dans ce contexte-là, on peut donner l'exemple des relations entre les États-Unis et le Mexique qui constituent une communauté faible car la confiance n'est pas significative dans leurs relations. De plus, ces deux pays n'ont pas d'une convergence structurelle.

Ainsi, la confiance peut être définie comme le fait de croire malgré l'existence d'incertitude. Ainsi Adler et Barnett font référence à Barbara Mistzal qui envisage toujours un risque car il y a toujours l'incapacité de surveiller des comportements des autres États. Alors, il faut faire le calcul des probabilités de comportements. En effet, les organisations internationales sont pour faciliter de les prévoir et les contrôler. Ainsi, l'incertitude sur de « l'Autrui » peut seulement enlever par le développement de l'idée et la confiance sur les autres.

De l'autre côté, si on se focalise sur l'identité, elle est définie par l'interaction entre les acteurs en scène. De même, il faut aussi indiquer que l'interaction peut en quelques cas créer l'Autrui en le définissant comme menace contre soi. Alors, il faut prendre en compte la qualité des transactions pour une "communauté de sécurité".

En effet, dans ce pilier, le «*Nous*» et l'«*Autrui* » sont établis avec l'aide de tous les symboles, les mythes, les transactions etc. C'est pourquoi, on commence à poser des questions suivantes: Qui est-ce qui suis-je? Qui est-ce qui je ne suis pas? Quelle est la différence entre «*Nous* » et les «*Autrui* »?<sup>51</sup> En fin, il faut avoir les conditions nécessaires pour la résolution des conflits sans recours à la force. Les

---

<sup>51</sup> Wendt, *op.cit.*, p.47.

valeurs principales et la confiance mutuelle deviennent une partie de l'identité partagée de la communauté concernée. La confiance sur les institutions, les pratiques assez fortes et assez répandues assurent un contexte pacifique pendant un long temps. Ainsi, la "communauté de sécurité" présuppose un grand niveau de confiance. Si des États voisins de taille très différente ont entretenu, par le passé, des rapports de violence ou de domination, le petit État se méfiera par crainte aussi bien de voir l'histoire se reproduire que d'être assujéti. La confiance est en fait indissociable de l'histoire.

On peut aussi constater que les différences qui se trouvent sur l'identité collective commencent à diminuer si une "communauté de sécurité" strictement intégrée (*security communities tightly coupled*) est en scène. A ce moment, l'objectif et le rôle de cette "communauté de sécurité" sont de plus en plus équitables aux intérêts propres des États. Donc le discours de la "communauté de sécurité" et celui des États devient identique.<sup>52</sup>

## **2) Le développement du concept et son applicabilité**

### **c) Le développement du concept: La naissance, la croissance et la maturité**

En créant le concept de "communauté de sécurité", Deutsch et ses collègues Barnett et Adler articulent autour de la notion même de changement pacifique. De fait, une "communauté de sécurité" existe dès lors que les habitants d'une région transnationale composée d'États souverains partagent des attentes raisonnables de changement pacifique.<sup>53</sup>

Adler et Barnett possèdent une approche constructiviste en supposant que les communautés de sécurité sont « socialement construites ». Alors, elles ont une histoire et une évolution historique. En d'autres termes, il y a une direction de courbe du temps qui détermine la naissance, le développement et la maturité des communautés de sécurité. Il faut aussi souligner la nécessité d'institutionnalisation

---

<sup>52</sup> Adler, Barnett, Adler, Barnett, "A Framework for...", *op.cit.*, p.48.

<sup>53</sup> Deutsch, *Political Community...*, *op.cit.*, p.5.

pour un changement pacifique. Alors, on va conceptualiser le mécanisme des communautés de sécurité pour établir la base théorique.

Pour expliquer le développement des communautés de sécurité, on peut énumérer trois étapes comme la naissance, la croissance et la maturité des communautés de sécurité. Ainsi, premièrement, dans la phase initiale de la naissance, les États ne cherchent pas explicitement à créer une “communauté de sécurité”. Pourtant, ils commencent à augmenter la coordination avec les autres États pour une sécurité mutuelle et pour diminuer le coût d’un manque de communication. Alors, ils encouragent les échanges et les interactions.

Ainsi, il est possible d’observer les relations diplomatiques bilatérales et multilatérales par des missions multiples au sein des organisations internationales. Dans ce contexte-là, la vraie condition nécessaire des communautés de sécurité est l’existence d’une menace commune selon Deutsch. Cependant, au sein d’une alliance stratégique, il n’existe pas d’identité collective des États. Il existe seulement une coordination modeste en matière des politiques sécuritaires.

En effet, Adler, Barnett et Deutsch indiquent la demande des États pour le développement des organisations internationales pour une division de travail et une diminution des coûts économiques, sociaux, sécuritaires etc. ; ceci peut être expliqué sous la lumière des approches néo-libérales qui supposent l’idée de la construction de la coopération au dessus des intérêts communs. De plus, l’homogénéité culturelle, sociale et politique facilitent le développement des communautés de sécurité, car toutes ces variables préparent un contexte favorable pour une confiance et un ordre stable entre les États. En fin, il faut souligner le rôle des grandes puissances qui facilitent les relations interétatiques dans cette première phase naissante.<sup>54</sup>

Ensuite, si on se focalise sur la croissance des communautés de sécurité, cette phase est désignée par des réseaux fortement denses qui consolident la coopération militaire et qui diminuent la peur de l’Autrui. L’action commune et la confiance mutuelle émergent une identité collective. Alors, on a la possibilité de

---

<sup>54</sup> Adler, Barnett, “A Framework for...”, *op.cit.*, p.53.

parler d'une "communauté de sécurité" dans cette région. Puisque les États partagent des informations militaires, on voit une croissance de la confiance en matière de la sécurité militaire. Alors, les États commencent à transformer la structure bureaucratique des organisations internationales qui sont déjà formées au sein de la première phase. En fin, on peut dire que le plus les États sont institutionnalisés, le moins il existe la possibilité d'une guerre entre eux.

Finalement, pour aborder sur la maturité des communautés de sécurité, on voit que les États ont désormais une identité collective et en fin une expectation d'un changement pacifique. En effet, les États ne font pas recours aux conflits pour résoudre les problèmes. Autrement dit, il n'y a pas de risque de faire la guerre entre eux. Dans ce cadre-là, on va se focaliser sur deux types des communautés de sécurité strictement ou légèrement intégrées.

L'existence d'une "communauté de sécurité" suppose deux types de relations: l'un objectif, l'autre subjectif. Les relations objectives sont les réseaux de contacts officiels et non officiels entre les pays membres, leur interdépendance économique, les valeurs et la culture qu'ils ont en commun, l'environnement géopolitique dans lequel ils doivent survivre ensemble. L'aspect subjectif concerne les perceptions et l'image de soi: une "communauté de sécurité" telle que l'entend Deutsch ne peut émerger que lorsque la mentalité d'une société donnée a atteint le stade d'évolution où on peut espérer que son élite, notamment politique, prenne des responsabilités dans son comportement et ses décisions.<sup>55</sup> Même si elle n'est pas fondamentale dans le concept chez Deutsch, la notion d'intérêt national touche aussi bien les aspects objectifs que subjectifs et revêt donc une importance capitale dès qu'il est question de l'éventuelle extension de la "communauté de sécurité". Cet intérêt est objectif au sens où il se fonde sur la survie même et le bien-être de la nation, mais il est déterminé de façon subjective par les perceptions de l'opinion publique et de la classe politique.

En fait, Deutsch part du principe que les intérêts des différents pays formant une "communauté de sécurité" tiennent nécessairement compte des intérêts légitimes des autres États membres. La guerre devient unimaginable parce qu'elle est

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.54.

perçue comme le moyen inutilisable et immoral de satisfaire l'intérêt d'un pays en particulier. La paix et le développement représentent fondamentalement des objectifs communs et une sorte de synthèse des différents intérêts nationaux des membres de la "communauté de sécurité".

Pour Deutsch, il est indispensable d'admettre qu'une "communauté de sécurité" pluraliste n'est possible que lorsqu'elle respecte l'identité propre de chacun de ses membres. La stabilité d'une telle communauté ne peut perdurer que si l'identité culturelle et politique de ses membres est préservée, laquelle représente l'essence même de l'intérêt national perçu et ce, indépendamment de la taille du pays. Dans la pratique, cela signifie qu'aucun pays concerné ne juge son identité menacée par les compromis nécessaires pour parvenir à une paix durable avec les autres. Puisque la notion de "communauté de sécurité" existe dans l'esprit de la population, il importe pour les États de savoir où se trouve le seuil de compromis acceptable, au-delà duquel leur identité nationale, donc leurs intérêts vitaux, sont en jeu.

Deutsch a énoncé trois conditions essentielles au succès d'une "communauté de sécurité" pluraliste: la compatibilité des principales valeurs concernant la prise des décisions politiques; la capacité des États participants à répondre rapidement, de façon appropriée et sans recourir à la violence aux besoins, aux messages et aux actions de chacun; et le caractère prévisible des comportements mutuels.

Alors, il est possible de constater que le facteur extérieur de crainte devant la menace n'est pris que marginalement en considération dans l'oeuvre pionnière Deutsch. D'autant plus qu'un des concepts qui est à sa base la "communauté de sécurité". Cependant la définition de ce concept porte principalement sur l'évolution des rapports pacifiques entre les membres de la communauté et leur degré d'intégration. Certes parmi les motifs invoqués par les promoteurs d'unions, le motif des alliances militaires figure des facteurs importants. Cependant, selon le critère de l'efficacité, les alliances militaires occupent une place centrale sur l'échelle.



D'ailleurs, on peut aussi expliquer que les communautés de sécurité peuvent être distinguées en deux catégories: celles qui sont légèrement intégrées (*security communities loosely coupled*), et celles qui sont strictement intégrées (*security communities tightly coupled*).

Si on se penche d'abord sur les « communautés de sécurité » légèrement intégrées, on voit qu'il existe plusieurs mécanismes d'interactions entre les États. Dans ce cadre-là, on peut énumérer certains indicateurs qui aident à expliquer l'existence d'une "communauté de sécurité" légèrement intégrée. Tout d'abord, on voit le multilatéralisme. Les relations multilatérales apportent un haut niveau de confiance qui favorise le consensus entre les États. Alors, les décisions sont prises par le consensus des États et il y a une résolution pacifique des conflits. De plus, il existe les frontières non solides et sans défenses. Les frontières sauvegardent les États contre les invasions militaires des autres États. Cependant, l'importance des frontières diminue avec la construction des « communautés de sécurité ». En outre, on peut souligner les changements sur la planification militaire. Les États n'ont plus encore de perception de la menace d'ennemie potentielle entre la région en scène, car il y a un certain niveau de coopération militaire entre eux. Par ailleurs, il y a la définition commune de la menace. Les États ont désormais une perception commune de la menace commune et ce dernier apporte aussi la définition commune de l'Autrui. En fin, le discours communautaire dont la communauté a des normes et des actions propres à elle.<sup>56</sup>

Si on se focalise deuxièmement sur les « communautés de sécurité » strictement intégrées, on peut dire que dans ce type des communautés de sécurité, l'aide mutuelle se projette une tendance générale et aussi une coutume. Au cas où il y a une menace d'attaque externe, la « communauté de sécurité » répond immédiatement ayant un système de la sécurité collective, car il existe toujours une organisation intégrée de la défense militaire dans ce type des communautés de sécurité. Les indicateurs des « communautés de sécurité » légèrement intégrées sont encore applicables aux « communautés de sécurité » strictement intégrées. En outre, on peut énumérer les autres indicateurs supplémentaires pour ce dernier type comme suivant:

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p.56.

L'existence de la sécurité collective et coopérative crée les mécanismes de contrôle d'armement et l'établissement de la confiance sécuritaire qui est de plus en plus en scène. En outre, la communauté se coopère contre la menace extérieure. De plus, l'intégration militaire à haut niveau peut être prise en considération. Même si l'intégration militaire ne constitue pas une nécessité pour une "communauté de sécurité", l'identité collective constitue avec le temps une base pour une coopération militaire. En outre, on peut souligner la coordination des politiques des États contre les menaces internes. Les États définissent désormais la sécurité en désignant aussi les facteurs de menaces internes.

La libre circulation des populations est aussi un indicateur significatif. Il y a désormais une minimale entre le « Nous » et « l'Autre » au sein de cette « communauté de sécurité ». On peut donner l'exemple d'enlèvement des visas qui constituent normalement une source de menace potentielle pour les États différents. En fin, on souligne l'internationalisation de l'autorité. Les actions communes des États facilitent aussi le développement d'un système international des normes. Ainsi, les États commencent à harmoniser leurs droits internes.

#### **d) L'application du concept aux exemples concrets**

Dans ce sous chapitre, on va se focaliser sur certains exemples de coopérations régionales qui sont acceptés comme des communautés de sécurité et aussi qui les semblent. Comme on analyse théoriquement les conditions nécessaires pour établir une "communauté de sécurité" dans des chapitres précédents, on regarde sur des exemples concrets pour avoir une idée plus apparente.

Tout d'abord, l'exemple de l'Union européenne (UE) est fréquemment dépeint dans la rhétorique institutionnelle et politique comme un espace d'interactions croissantes dont doit émerger une communauté politique. On constate évidemment que dans la typologie de Deutsch ainsi que chez Adler et de Barnett, le modèle des Communautés européennes débutant des années 1950 constitue un cas d'édification d'une communauté fusionnée de sécurité. Par ailleurs, il faut aussi remarquer l'initiative de la politique étrangère et la sécurité commune (PESC) qui

est accepté comme le deuxième pilier de l'UE.<sup>57</sup> Dans ce cadre, on peut dire qu'il y a une demande véritable pour une action commune et pour une force militaire. Le développement de liens informels à partir d'interactions économiques et sociales informelles entraîne des mécanismes d'apprentissage et des tendances socio-psychologiques à l'intégration mutuelle. Les élites s'attachent à institutionnaliser ces liens fonctionnels. La création d'un appareil institutionnel devient alors le moyen de pérenniser la communauté engendrée par l'intensification des communications. Cela présente l'intérêt de souligner le fait que le travail de mobilisation sociale a précédé et causé en partie la construction d'un modèle institutionnel. A contrario, l'UE ne représente qu'une communauté fusionnée de sécurité inachevée, car il y a l'insuffisance de la participation politique requise pour réaliser la pleine fusion des États préexistants ainsi que le risque de déclin des capacités d'action de l'appareil politique dans un ensemble trop vaste.

On peut aussi donner l'exemple des communautés pluralistes de sécurité pour des raisons des conditions historiques et de la conjoncture géopolitique entre les États-Unis et le Canada ainsi que les États-Unis et la Grande Bretagne.<sup>58</sup> Il existe une sorte d'identité commune sociale et politique entre ces pays-là. De plus, l'exemple d'une "communauté de sécurité" entre les pays nordiques en d'autre terme les pays scandinaves sont en scène. Dans ce contexte, on voit que il n'y jamais de la violence entre les pays si un enjeu conflictuel aura lieu. Ensuite, les frontières ne sont pas strictement sauvegardées pour des raisons sécuritaires et stratégiques. Alors, on peut souligner qu'il n'y a pas d'obligation de visas.

Quant à l'OTAN, Deutsch l'a décrit en tant que communauté pluraliste de sécurité, où les différents gouvernements gardent leur indépendance. L'OTAN a été établie d'abord contre la menace du communisme soviétique pendant la Guerre Froide. Cette raison importante fait ensemble des pays de l'OTAN et cette organisation devient une communauté pluraliste de sécurité avec le temps. En effet, l'absence générale des plans militaires d'un État membre contre les autres pays qui sont hors de l'OTAN prouve l'existence d'une "communauté de sécurité". Le degré d'intégration est indiqué par l'établissement des programmes de formation communs, l'échange de personnel, les accords multilatéraux pour développer la

---

<sup>57</sup> Wæver, "Insecurity, and asecurity...", *op.cit.*, pp.85-91.

technologie militaire et les systèmes d'armement, la présence de nationalités différentes dans les structures communes de commandements.<sup>59</sup>

Au sein de l'OSCE, les discussions sur un modèle de sécurité pour le XXIème siècle posent les règles de base d'une "communauté de sécurité" plus large. De plus, il faut aussi donner l'exemple de l'OSCE qui est une sorte de la future communauté pluraliste de sécurité. Dans ce cadre-là, Adler aborde sur le cas de l'OSCE. En effet, l'OSCE a pour objectif des normes et d'une identité collective transnationale qui établit la confiance mutuelle. Par ces normes et pratiques, cette organisation a la volonté de construire un nouveau modèle politique après la Guerre Froide. Ce modèle comprend le principe d'identité partagée et de confiance mutuelle entre les États participants.<sup>60</sup>

Alors, Adler et Barnett déclarent que l'OSCE n'est pas encore une "communauté de sécurité". Les auteurs ont interprété la terminologie de l'OSCE sur "*la sécurité indivisible et coopérative*" comme une socialisation des normes occidentales.<sup>61</sup> Le résultat doit être une communauté socialement construite de sécurité. Cependant, il y a plusieurs objections possibles à ce modèle. D'abord, on voit que la base principale considère seulement au sujet des droits de l'homme, des droits de minorité et de la promotion de la démocratie parce que par exemple, il n'était pas possible de trouver un consensus en matière d'une intervention dans les affaires intérieures. D'ailleurs, un autre point faible est qu'il surestime l'influence de la diplomatie de conférence dans la socialisation. Les communautés d'OSCE sont les groupes limités avec l'influence limitée.

Finalement, on peut aussi aborder sur le cas de l'ASEAN qui est la seule organisation régionale à s'intéresser aux questions de sécurité en Asie. Le cas de l'ASEAN au sein d'une "communauté de sécurité" est analysé par Amitav Acharya. Cet exemple montre bien évident que même les pays qui ne sont pas politiquement

---

<sup>58</sup> Adler, Barnett, "Security Communities in...", *op.cit.*, p.23.

<sup>59</sup> Poliot, Lachmann, *op.cit.*, p.137.

<sup>60</sup> E. Adler, "Seeds of Peaceful change: the OSCE's security community-building model", in E.Adler, M.Barnett (éds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p.155.

<sup>61</sup> J.Haacke, "Enhanced Interaction with Myanmar and the Project of a Security Community: Is ASEAN Refining or Breaking with its Diplomatic and Security Culture?", *Contemporary Southeast Asia*, No.2, 2005, p. 198.

libéraux peuvent établir des communautés de sécurité entre eux-mêmes. Il faut aussi souligner l'importance des dynamiques internes sécuritaires qui favorisent une identité collective au sein de l'ASEAN. Les États-membres prennent en considération le principe de la résolution des conflits sans recours à la force militaire. Ensuite, ils acceptent la primauté de la démocratie avec la déclaration des leaders des États d'ASEAN en octobre 2003. Ensuite, en mai 2006, les participants de l'ASEAN se sont engagés, dans le communiqué conjoint de la Conférence, à établir la "communauté de sécurité" de l'ASEAN (CSA), visant à porter la coopération politique et sécuritaire au sein de l'ASEAN à une nouvelle hauteur, afin d'assurer la paix et la stabilité dans la région et au monde. La CSA pourrait proposer des initiatives efficaces comme les mesures anti-terroristes et l'établissement de la force de maintien de la paix. De plus, cette construction régionale crée d'ailleurs des transactions économiques et politiques.<sup>62</sup>

De même, L'ASEAN est actuellement considéré comme une communauté naissante de sécurité. Dans ce cadre-là, il faut remarquer que l'indifférence politique entre le Singapour et la Malaisie limite une construction d'une "communauté de sécurité" au sein de l'ASEAN. Ensuite, l'existence de la non-intervention dans les affaires intérieures ne permet pas à une véritable résolution des conflits transnationaux. Par ailleurs, le manque d'une force militaire ainsi que la difficulté d'établir une identité commune sont des certains problèmes devant une communauté croissante de sécurité.<sup>63</sup>

En fin, on essaye de construire une perspective valable avec l'aide de ces exemples concrets pour analyser dans la partie suivante de cette thèse, la situation des pays d'Asie centrale après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Alors, on va analyser la possibilité d'une "communauté de sécurité" au sein de cinq pays d'Asie centrale.

---

<sup>62</sup> Adler, *Communitarian International...*, *op.cit.*, p.20.

<sup>63</sup> J.Haacke, *op.cit.*, p. 201.

**DEUXIEME PARTIE –**  
**L'APPLICABILITE DE LA THEORIE DES COMMUNAUTES DE**  
**SECURITE SUR LA GEOGRAPHIE DE L'ASIE CENTRALE**

L'Asie centrale est enclavée entre la Russie et la Chine, l'Iran et l'Afghanistan, et s'étend approximativement sur quatre millions de km<sup>2</sup> de déserts, de steppes, d'oasis et de montagnes allant de la Caspienne aux frontières de la Chine. Entre 1924-1936, l'espace centrasiatique a été découpé en cinq entités politiques de manière très inégale.<sup>64</sup> Le Kazakhstan, avec ses 2,7 millions de km<sup>2</sup>, regroupe les deux tiers des terres d'Asie centrale. Environ 1 million de km<sup>2</sup> est partagé de manière presque égale entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan, le reste allant à deux petits pays des régions de montagnes, le Tadjikistan et le Kirghizstan, ayant 143.100 et 198.500 km<sup>2</sup> de superficie.<sup>65</sup>

La population est peu nombreuse, environ 55 millions d'habitants et généralement musulmane mais d'une grande complexité ethnique. Du point de vue du nombre de la population par État, l'Ouzbékistan avec ses 23 millions d'habitants est le pays le plus peuplé suivi du Kazakhstan qui a 16 millions d'habitants. La population des trois autres pays oscille entre 4 à 7 millions d'habitants.

**CHAPITRE PREMIER - LA CONFIGURATION GEOPOLITIQUE DE**  
**L'ASIE CENTRALE**

Durant la période soviétique, les républiques d'Asie centrale ont vécu un processus de développement économique et politique bien particulier. Le passage à l'indépendance est le fait de l'effondrement de l'URSS, et non pas la conséquence d'une volonté politique exprimée par les populations. La dissolution de l'Union soviétique a fait émerger sur la scène internationale de nouveaux pays. La valeur

---

<sup>64</sup> T. Kellner, M. Djalili, "Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale: des concepts géopolitiques à construire et reconstruire?", *Central Asian Survey*, Vol.19, No.1, 2000, p. 127.

géopolitique de l'Asie centrale peut être expliquée par la proximité avec des régions politiquement instables l'existence de l'arrière-base de mouvements islamistes et des menaces de déstabilisation des régimes en place et des routes de la drogue et des armes etc. La région est également un espace post-soviétique qui est l'héritier d'un passé colonial russe.

### 1) **Remarques Préliminaires sur les caractéristiques essentielles des géopolitiques des pays d'Asie centrale**

Après le démembrement de l'URSS, l'Asie centrale apparaît comme un *vacuum* géopolitique ouvert à ses voisins. Les équilibres géopolitiques et stratégiques existants semblent remis en cause par les nouveaux réseaux d'alliance axés sur les critères ethniques ou religieux. Cependant, les républiques de l'Asie centrale ne se réclament pas d'une légitimité supranationale, panturquisme ou panislamisme. Depuis la fin de la Guerre Froide, la sécurité de l'Asie centrale est nettement complexe. Les conflits susceptibles de se produire dans la région d'Asie centrale peuvent déboucher sur de fortes tensions politiques, économiques etc. Autrement dit, certains facteurs font de la région centrasiatique une source de tensions.

On peut tout d'abord constater que les intérêts divergents sont apparus entre les pays d'Asie centrale en dépit des références identiques, d'une certaine unité ethnolinguistique, de l'existence de liens économiques structurels du fait de leur appartenance à l'espace ex-soviétique. Ces intérêts divergents ne découlent pas nécessairement de l'existence de contentieux réels ou imaginaires, mais résultent plutôt de la prise en compte de différences géopolitiques évidentes entre ces États. Ainsi, il est évident que le partage des frontières communes avec la Russie (le cas du Kazakhstan) ou avec l'Afghanistan (le cas du Tadjikistan, du Turkménistan et dans une moindre mesure de l'Ouzbékistan), les dimensions des États (l'importance de la population et l'étendue géographique), leur position géographique centrale ou périphérique, leur accès aux ressources, à la Mer Caspienne, aux cours d'eau ainsi que la situation interne, les ambitions politiques des dirigeants, etc. sont des facteurs

---

<sup>65</sup> V. Cheterian, "L'Asie centrale brûte-t-elle?", *Politique Internationale*, No.108, Été 2005, Paris, p.379.

qui contribuent à la conception et à la mise en place des comportements de politique étrangère différents.<sup>66</sup>

A partir d'une certaine perspective, on peut avoir une vision dans cette région deux caractéristiques essentielles: la prédominance des langues turques, d'une part, et celle de l'islam sunnite, d'autre part. Les groupes, les sous-groupes, les tribus sont nombreux et divers. En effet, les populations immigrées voire des ressortissants russes, arméniens, ukrainiens, tatars, azérbaidjanais ainsi que les populations déplacées de force (les originaires du Caucase, les Allemands de la Volga) sont une multitude et d'origines très diverses. De plus, les tendances régionalistes et localistes sont extrêmement nombreuses. Comme un exemple majeur, on retient que l'Ouzbékistan ne compte pas moins de 121 groupes ethniques sur son territoire.<sup>67</sup>

Sur le plan ethnique, on voit que 85% des pays centrasiatiques sont turciques et parlent une langue dérivée du turc: Kazakhs, Ouzbeks, Turkmènes et Kirghiz. Seulement, les Tadjiks et les Pamiris sont persanophones.<sup>68</sup> En effet, dans les conflits qui se déclarent sur le territoire centrasiatique, l'appartenance ethnique ou clanique joue un rôle essentiel. Il faut souligner que la multiplication des heurts intercommunautaires freine l'émergence d'un sentiment de solidarité entre les populations centrasiatiques. Par exemple, en Asie centrale où les musulmans sont majoritaires, les conflits ethniques opposent avant tout des musulmans aux musulmans. En témoignent les massacres des Turcs Miskètes en Ouzbékistan en 1986 ou les affrontements de la région d'Oche en juin 1990 entre les Ouzbeks et Kirghiz. Dans le cas du Tadjikistan, même actuellement réputée pour la vigueur de ses luttes claniques ou régionalistes, les segmentations locales et régionales du champ politique sont très apparentes. En dépit de l'habillage idéologique, les facteurs claniques sont essentiels. L'une des figures marquantes de la coalition

---

<sup>66</sup> H. Pradon, "Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale", *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2003, pp.1-3.

<sup>67</sup> D.L.Smith, *Opening Pandora's Box: Ethnicity and Central Asian Militaries*, Strategic Studies Institute, US Army War College, October 1998, p.61.

<sup>68</sup> P.Karam, *Asie Centrale Le Nouveau Grand Jeu*, l'Harmattan, Paris, 2002, p.46.



communiste contre les islamo-démocrates en 1992 était un mollah qui avait pris la tête des groupes armés.<sup>69</sup>

Une autre difficulté est l'imprévisibilité de la composition de la population en Asie centrale, liée à la présence des nombreux résidents non-citoyens, essentiellement les Russes, ayant des affinités linguistiques et, dans une certaine mesure, politiques avec la Russie. Le mécontentement de ces groupes a été le principal argument de Moscou pour faire pression sur ces pays-là.

Un autre aspect géopolitique est la faiblesse des structures sociales, économiques et politiques des États d'Asie centrale et leur dépendance continue et asymétrique vis-à-vis de la Russie, tant pour leur approvisionnement énergétique et du commerce de transit que pour les ressources qu'ils tirent du commerce de pétrole et de gaz naturel. Alors, la majorité de ces pays entretient de bonnes relations de voisinage avec la Russie et ces pays sont, à maints égards, sous la tutelle des gouvernements de la Russie. Ils souffrent sur le plan interne d'une corruption endémique, de la pauvreté et d'une mauvaise administration des problèmes qui demeurent non résolus.

De plus, le fait de l'absence de l'accès à une mer et de l'insuffisance de leurs moyens de communication, l'enclavement est sans doute la caractéristique principale de l'Asie centrale.<sup>70</sup> En effet, cette zone géographique est la plus éloignée des mers ouvertes et des océans du monde.<sup>71</sup> L'Asie centrale comprend également un des États les plus enclavés du monde, puisque l'Ouzbékistan n'a de frontières communes qu'avec d'autres États enclavés. Cette situation est un handicap majeur, une menace sur la souveraineté même de ces États. Ainsi, on peut poser la question dont il convient d'analyser des nombreuses déclinaisons géographiques, économiques, juridiques et politiques pour essayer d'en comprendre les multiples facettes.

---

<sup>69</sup> N. Melvin, E. Herzig, "Central Asia: Aspects of security and stability", *Helsinki Monitor*, No.3, 2003, pp.181-185.

<sup>70</sup> P. Akçali, "Nation-State Building in Central Asia: A lost case?", *Perspectives on Global Development and Technology*, Vol. 2, No.3-4, 2003, pp. 409-411.

<sup>71</sup> Elle est éloignée 2000 km de la mer Noire et du golfe Persique et 5000 km du Pacifique.

En effet, l'Asie centrale est écartelée entre trois États. La rivalité est particulièrement forte entre l'Ouzbékistan d'une part, et le Turkménistan et le Kazakhstan, d'autre part, pour la prééminence régionale, voire la simple présence dans les sommets régionaux. Le Kazakhstan a l'ambition de fédérer les économies dans un grand marché commun. Il peut régler la distribution de pétrole, de charbon ou de blé dans les Républiques voisines. Son potentiel économique, son arsenal militaire l'assoient comme puissance régionale.<sup>72</sup> Quant à l'Ouzbékistan, il est l'héritier d'une prestigieuse tradition religieuse et culturelle. À l'époque soviétique, la République ouzbèk attirait l'attention par l'importance de sa population et son poids économique. Ce pays-là a aussi une sorte de dynamisme commercial.

On peut aussi se focaliser sur les risques d'éclatements en Asie centrale. Ainsi, les nouvelles républiques doivent gérer un passé colonial puis soviétique aujourd'hui encore extrêmement prégnant tout en développant une rhétorique sur la naturalité de leurs frontières, de leur histoire et de leur État-nation. La minorité russe du Kazakhstan est un prisme pertinent pour l'étude des relations d'Asie centrale. En 1999, les Kazakhs sont 8,12 millions sur une population d'environ 15 millions d'habitants soit 55% de la population. Le nord du Kazakhstan, peuplé en grande partie par des russophones, pourrait bien un jour revendiquer son rattachement à la Fédération de Russie. Pour éviter ce risque, le président Nazarbaev a décidé de déplacer la capitale du pays d'Almaty à Astana en décembre 1997. Cette décision du gouvernement kazakh répond sans aucun doute aux tentations séparatistes d'une partie de la population russophone qui se considère en effet de plus en plus comme des citoyens de seconde zone.

En outre, au Tadjikistan, on observe la concurrence au sein du gouvernement entre communistes et coalition islamo-démocrate. On voit le clan de Kouliab qui investit les principaux postes de pouvoir, et le clan de Leninabad qui était au pouvoir à l'époque soviétique. En effet, ce pays est en réalité disloqué par des chefs de clan appuyés sur une force militaire. Quant à l'Ouzbékistan, cet État efface l'opposition démocratique et religieuse mais les contradictions claniques ne sont pas apaisées. Alors, le facteur de stabilité est par le moyen de pression qui est commode pour la Russie. De plus, le Turkménistan s'enforce dans l'autoritarisme et

---

<sup>72</sup> Karam, *Asie Centrale...*, *op.cit.*, p.49.

n'admet pas d'opposition. Cependant, ce pays n'échappe non plus aux contradictions tribales. Finalement, pour le Kirghizstan, la contradiction Nord-Sud a un risque de s'approfondir. Il y a une grande disparité politico-économique entre le nord et le sud du pays. Le nord est plus développé et stable par rapport au sud. En effet, le nouveau président Bakiev est aussi menacé par la situation troublée du sud du pays.<sup>73</sup>

## 2) Le Nouveau grand jeu en Asie centrale

L'Asie centrale est un espace clé dans la situation géostratégique, puisqu'elle a des sources de flux énergétiques vers l'Europe et l'Asie. Ainsi, elle est l'étranger proche de la Russie et a le voisinage important avec la Chine. De plus, le voisinage troublé avec les deux États nucléarisés, le Pakistan et l'Inde, et le lieu de passage de la narcoproduction de l'Afghanistan en Europe, l'Asie Centrale sont devenue un enjeu stratégique pour les grandes puissances internationales après l'écroulement de l'Union soviétique.

L'Asie centrale est une région du monde où plusieurs conflits armés internes et régionaux sont sources d'enjeux de sécurité. C'est une région pétrolière stratégique, traversée par les oléoducs reliant la Mer Caspienne à la Mer Noire, où Moscou maintient une présence militaire et où les bases américaines se sont installées à l'occasion de la guerre en Afghanistan. Et la Chine renforce ses troupes à proximité de ses frontières ouest. C'est aussi l'enjeu de l'eau, l'élément très important pour les populations locales.<sup>74</sup>

Au XIXème siècle, des rivalités anglo-russes étaient popularisées par Robert Kipling à travers l'expression de "*Grand jeu*" en direction de la Caspienne et du Caucase. Avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance, les pays d'Asie centrale ont réintégré la scène internationale. L'Asie centrale a entraîné une transformation géopolitique. De nouvelles dynamiques sont apparues

---

<sup>73</sup> B. Pannier, « Kyrgyzstan: Southern Governor's Challenge Reaches Bishkek », *Radio Liberty Radio Free Europe Central Asian Report*, [www.rferl.org](http://www.rferl.org), (vu le 24.01.2006).

<sup>74</sup> A. Jafalian, "Equilibres géopolitiques en Asie centrale: La montée en puissance de la Chine", *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, Odile Jacob, 2005, p. 136.

dont les conséquences sont de plus en plus perceptibles. Le retour de ce que Mackinder avait baptisé "*le pivot géographique de l'histoire*" constitue sans doute un des événements majeurs de la vie internationale de la vingtième siècle.<sup>75</sup>

Dans ce contexte-là, on voit que certains politologues occidentaux donnent une seconde vie à l'expression du "*Grand Jeu*" qui était utilisée au XIXe siècle à propos des manœuvres diplomatico-militaires de la Russie et de la Grande Bretagne en Asie centrale pour décrire ce qui se déroule dans la partie méridionale de l'ex-URSS depuis le milieu des années 1990. Ce jeu, intéressant plusieurs puissances mondiales et régionales, a notamment pour but de contrôler les ressources très importantes de pétrole et de gaz de la Caspienne.<sup>76</sup>

En effet, les attentats du 11 septembre marquent un autre tournant pour l'Asie centrale et cette région redevient *un grand échiquier*<sup>77</sup> par sa proximité stratégique avec le Moyen-Orient et nucléaire avec la Russie, la Chine, l'Iran, l'Inde et le Pakistan. Il faut dire que l'intérêt est aussi économique avec les immenses ressources concentrées dans la zone d'Asie centrale qui est une des importantes réserves mondiales de gaz naturel et des ressources en pétrole non négligeables.

On constate une compétition entre les grandes puissances dont les implications géostratégiques sont considérables s'affrontent autour des richesses pétrolières de la Mer Caspienne. Alors les deux principaux acteurs, la Russie et les États-Unis, ont des objectifs opposés. La Russie s'efforce, politiquement et économiquement, de se maintenir dans le nord du Caucase et en Asie centrale afin de pouvoir recréer l'ancien espace soviétique. Les États-Unis font évidemment tout ce qu'ils peuvent pour contrecarrer ce projet. Hormis ces deux puissances, d'autres pays participent au Nouveau Grand Jeu: du côté des États-Unis, on trouve la Turquie, le Pakistan, l'Ukraine et, du moins en partie, l'Union européenne; du côté de la Russie, la Chine et l'Iran sont en scène.

---

<sup>75</sup> R. Burnashev, "Regional Security in Central Asia: Military Aspects", Ed. B. Rumer, *Central Asia A Gathering Storm*, M. E. Sharpe, New York, 2002, p.116.

<sup>76</sup> A.Rar, "La nouvelle géographie de l'Asie centrale", *Le Courrier International*, <http://india.eu.org/key144.html>, 31 Octobre 2003.

<sup>77</sup> F. Tolipov, "Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case", *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 2, 2001, p.190.

La Russie renforce ses liens économiques et militaires avec tous les pays de la région. Les États-Unis et la Turquie montrent leur intérêt à travers leurs investissements économiques, leurs initiatives de coopération militaire et des représentations diplomatiques à part entière. L'Union européenne, qui a déjà de l'expérience en matière de mise en œuvre des programmes économiques et humanitaires dans cette région, s'attache à être aussi un partenaire politique. En prenant des initiatives diplomatiques dans la région, l'Iran désire, quant à lui, regagner le terrain perdu ailleurs; et il propose ses ports dans le Golfe Persique comme la meilleure voie de transport des marchandises et des matières premières à destination et en provenance d'Asie centrale.

La compétition pour le contrôle des hydrocarbures de la région et des flux économiques est d'ailleurs particulièrement vive entre, d'un côté, les États-Unis et l'Union européenne, et de l'autre, la Chine, l'Inde et le Japon. Ce à quoi il faut ajouter la Russie qui déploie des efforts considérables afin de conserver son monopole sur le réseau de pipeline de la région.

D'un point de vue énergétique, les enjeux sont importants. Si on parle du pétrole, les États-Unis en ont besoin pour moins dépendre du golfe arabe et soutiennent les investissements pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). La Chine en a également besoin de plus en plus. Pour l'instant elle dépend aussi du Golfe, même si elle a passé des accords avec la Russie pour bénéficier du pétrole sibérien. C'est le cas avec Transneft pour acheminer le pétrole par l'oléoduc jusqu'au port de Nakhoda sur la côte du Pacifique ou avec Yukos pour la construction d'un oléoduc depuis Irkoutsk jusqu'à Beijing. Enfin la Russie, même si elle a d'importantes réserves, soutient le projet d'oléoduc Tengouize-Novorossiisk.<sup>78</sup>

Les réserves prouvées du bassin de la Mer Caspienne, pour l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan représentent 30 milliards de barils de pétrole, soit 3% des réserves mondiales, avec de fortes disparités selon les pays, en incluant les hypothèses les plus conservatrices pour le gisement de Kashagan. Toutefois le problème principal, c'est d'abord l'enclavement qui apparaît comme la première contrainte, devant le manque d'outils de forage. Le forage de Kashagan, par

exemple, a été l'un des forages les plus chers de l'histoire du pétrole. Mais à l'horizon 2010, la production estimée de la région pourrait 4 millions de barils par jour.<sup>79</sup>

Les pays occidentaux semblent être restés étrangement distants et indifférents à l'égard de l'Asie centrale jusqu'à la fin de la Guerre Froide. L'Occident s'intéresse à cette région considérée jusqu'alors comme le domaine réservé de la Russie après la dissolution de l'URSS. De manière générale, les États occidentaux sont dans l'ensemble favorables au développement d'une économie de marché et encouragent les privatisations. Sur le plan politique, ils s'accordent sur la nécessaire promotion de la démocratie et des droits de l'homme, même si dans la pratique ils s'accommodent fort bien des liens noués avec les régimes autoritaires de la région. Jusqu'au milieu des années 90, les Occidentaux se sont satisfaits de la poursuite de l'influence russe dans une région considérée comme faisant partie de sa sphère d'influence.

Parmi les pays voisins du sud, l'Iran occupe une position géographique privilégiée par rapport aux républiques d'Asie centrale. Territorialement contigu à cette région, l'Iran possède une frontière terrestre longue de près de 1000 km avec le Turkménistan. Elle est également riveraine, comme le Kazakhstan et le Turkménistan, de la Mer Caspienne. De par sa position géographique, l'Iran constitue la route la plus simple, la plus rapide, la plus courte et la moins chère vers le marché international pour les hydrocarbures de la région de la Caspienne. Cependant, la politique américaine d'isolement de l'Iran crée un obstacle important. De l'autre côté, il faut souligner la proximité de l'Iran avec la Tadjikistan qui est un pays persanophone. Cependant, même au Tadjikistan qui est culturellement proche de l'Iran, il existe une incompatibilité religieuse. La majeure partie des Tadjiks est sunnite alors que les ismaéliens chiites du Pamir sont considérés comme schismatiques par le clergé chiite iranien.<sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> P.Simon, *L'Asie centrale: Où en est-on? Quel enjeux de sécurité*, [www.colisee.org](http://www.colisee.org), Novembre 2003.

<sup>79</sup> R.Pomfret, *Central Asia Turns South? Trade relations in Transition*, Royal Institute of International Affairs, 1999, p.46.

Ensuite, la Turquie est un acteur régional qui s'est fortement impliquée en Asie centrale dès l'effondrement de l'URSS. Dans sa politique, la Turquie a bénéficié du soutien des États-Unis. Par rapport à l'Iran, Ankara possède quelques avantages dans la région mais aussi un handicap majeur, celui de ne pas avoir de frontières, ni terrestre ni maritime - à travers la Caspienne - avec les républiques centrasiatiques. Depuis 1991, l'opinion publique et les médias en Turquie mettent l'accent sur les liens culturels et linguistiques qu'entretiennent la Turquie et les quatre républiques turcophones d'Asie centrale. Toutefois, l'émergence d'un Grand monde turc s'est rapidement révélée illusoire. L'unité linguistique et culturelle du monde turc est en fait un mythe. Du point de vue politique en fin, les peuples d'Asie centrale désirent garder leur identité propre. Ils se sentent davantage ouzbeks ou turkmènes que turcs. Les États de la région ne veulent pas échanger le Grand frère russe contre un nouveau Grand frère turc. Alors, les relations sont désormais économiques et éducationnelles plutôt que politiques.

## **DEUXIEME CHAPITRE: LES FRAGILITES INTERNES DES PAYS D'ASIE CENTRALE POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE COMMUNAUTE DE SECURITE**

Hormis le Tadjikistan ayant connu une guerre civile entre 1993 et 1997, les pays d'Asie centrale apparaissaient politiquement tranquilles, cependant cette paix apparente est obtenue au moyen de régimes politiques le plus souvent autoritaires. Tous les chefs d'État d'Asie centrale sont des anciens dirigeants de l'URSS, étant devenus les leaders des nouveaux États indépendants dans les années 1991-1992 et constamment réélus depuis, avec des scores élevés qui confinent au plébiscite. Par exemple, le président turkmène s'est même fait nommer *président à vie* en janvier 2000. D'ailleurs, la recrudescence en septembre 2003 des incidents frontaliers entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan met en lumière le problème des tracés des frontières héritées de l'ex-Union soviétique.<sup>81</sup>

---

<sup>80</sup> P. Akçalı, "Bağımsızlıktan Günümüze Türkiye-Tacikistan İlişkileri", *Uluslararası İlişkiler*, Vol.2, No.5, Stradigma Yayınları, Ankara, Printemps 2005, p.142.

<sup>81</sup> N.Melvin, *Uzbekistan, Transition to authoritarianism on the silk road*, Harwood Academic Publishers, 2000, p.37.

Alors, dans ce chapitre-là, on va se pencher sur de différentes dimensions sécuritaires en Asie centrale pour expliquer la possibilité d'une communauté de sécurité dans cette région. Ainsi, on peut constater qu'il existe de problèmes de la sécurité politique et sociétale, économique, environnemental, transnationale en Asie centrale. Par exemple, le trafic de la drogue, la menace d'un islam radical (la dimension de la sécurité transnationale), les régimes et les leaders autoritaires (la dimension de la sécurité politique), l'économie dépendante (la dimension de la sécurité économique) et l'existence des liens très forts des tribaux et des clans (la dimension de la sécurité sociétale) sont des facteurs essentiels des fragilités de la région d'Asie centrale. Tous ces problèmes sont à l'origine de l'héritage soviétique et la place et la situation géopolitique de la région. De plus, ils préparent un enjeu non-cohérent pour une communauté de sécurité entre les pays de la région. En effet, c'est à cause de ces dimensions sécuritaires, les pays d'Asie centrale choisissent soit d'être isolationnistes soit de faire des coopérations externes avec les autres puissances au lieu d'établir des communautés de sécurité avec les pays d'Asie centrale.

### **1) Le modèle d'évolution politique et ethnique des pays d'Asie centrale : La dimension de la sécurité politique et sociétale ?**

La principale source interne d'instabilité politique dans cette région est la crise de légitimité des dirigeants politiques et plus particulièrement des leaders. Les élites soviétiques de ces États, pur produit de la nomenklatura et apparatchiks du parti communiste local, sont devenus les dirigeants et responsables politiques d'États souverains, ayant théoriquement abandonné l'idéologie marxiste-léniniste dans laquelle elles avaient été formées.

Alors, en l'absence d'élites nationalistes, ce sont les cadres administratifs soviétiques qui se sont arrogé le pouvoir. De plus, les institutions, les techniques de pouvoir, les cadres socio-économiques, les modes de pensée, l'administration, la bureaucratie etc. sont tous le produit de l'expérience soviétique. A l'heure actuelle, le soviétisme, influence toujours, à des degrés divers, les structures politiques et se reflète sur le système économique.



En Asie centrale, la menace interne est aussi importante que la menace externe contre une “communauté de sécurité”. Autrement dit, la stabilité des régimes politiques n’est pas encore suffisante. De plus, il existe une série de problèmes concernant l’unité nationale des États d’Asie centrale. En vérité, l’instabilité politique est à cause des régulations faites pendant la période soviétique.

### **c) Le blocage de régimes politiques autoritaires**

Il faut tout d’abord se focaliser sur la fragilité des régimes politiques et les tensions régionalistes en Asie centrale. En ce qui concerne des systèmes politiques centrasiatiques, puisque l’Asie centrale n’a guère connu d’expérience démocratique dans son histoire, elle n’a pas de mémoire démocratique et l’émergence d’une société civile est encore en gestation. Les élites centrasiatiques, issues de la bureaucratie soviétique, ne sont d’ailleurs guère préparées à la démocratie. Le modèle le plus probable des régimes politiques est celui d’un gouvernement plus ou moins autocratique. Il s’inscrit non seulement dans des traditions historiques régionales mais aussi dans des structures sociales traditionnelles.

Alors, les régimes autoritaires interdisent des multiples liens pour une des transactions et de la communication mutuelle entre les différents groupes politiques et sociaux. Donc, on peut dire que le manque des transactions entre les pays d’Asie centrale établit un facteur négatif pour une future “communauté de sécurité” entre les pays d’Asie centrale.

Dans la majorité des pays de la région, un système s’apparentant au parti unique est maintenu, les parlements restent encore davantage des soviets suprêmes que des assemblées législatives. Par exemple, le culte de la personnalité du président, poussé à la caricature au Turkménistan, est largement maintenu en Asie centrale.

Quelque soit leur point de départ, tous les régimes d’Asie centrale évoluent vers un présidentielisme autoritaire et une suppression de l’opposition, sauf au Tadjikistan. Toutes les constitutions sont amendées pour permettre au président de continuer indéfiniment à être élu sans opposition. L’extrémisme islamique est

considéré par les gouvernements d'Asie centrale comme un facteur de déstabilisation. La crainte qu'il suscite est exploitée par ces derniers pour légitimer des politiques répressives envers leurs opposants.

Alors, les régimes présidentiels autocratiques contrôlent d'une main de fer la vie politique. Dans ce cadre-là, les forces d'opposition comme les partis politiques, les lobbies et les ONG se radicalisent sans espace légal d'expression. Depuis le milieu des années 1990, la répression des forces d'opposition est systématique. En outre, le système politique des États d'Asie centrale est non pas constitué de partis politiques mais bien de réseaux d'appartenance fondés sur le clientélisme où les institutions servent les intérêts privés de leurs dirigeants. Toute organisation politique qui s'oppose publiquement aux politiques des chefs d'État d'Asie centrale est limitée par les exigences démesurées des lois électorales, par les décisions législatives incohérentes, par l'absence de liberté d'expression. Pour renforcer leur autorité, les Chefs d'État en Asie centrale abusent de l'utilisation de référendums plébiscitaires constituants pour remodeler la Constitution à leur guise. Leur contrôle quasi absolu du processus législatif leur confère un pouvoir quasi discrétionnaire tandis que le Parlement est réduit au rôle de chambre d'enregistrement, composé exclusivement de représentants des partis pro-présidentiels.

Ensuite, aucune élection législative ou présidentielle n'est pas considérée comme régulière par l'OSCE. Les partis politiques d'opposition sont liquidés au Turkménistan et en Ouzbékistan. Au Turkménistan, il existe le culte de la personnalité entourant Saparmourad Nyazov Turkmenbachi. Alors, le régime politique au Turkménistan est déjà despotique avec la présidence de Turkmenbachi. De plus, en Ouzbékistan, "*l'enseignement de la pensée du président Islam Karimov*" est obligatoire à l'école. En outre, les partis politiques sont soumis à une guérilla judiciaire au Kazakhstan. On peut indiquer l'arrestation de l'ancien Premier ministre Kajagueldine en 1999.<sup>82</sup> Même au Kirghizstan qui est considéré comme un pays démocratique par rapport aux autres pays d'Asie centrale, on voit une sorte d'une révolution en 2005. L'ancien président Askar Akaiev a dû quitter le pays et

---

<sup>82</sup> Roy, *L'Asie centrale...*, op.cit.,p.99.

Kurmanbek Bakiev est actuellement devenu le président du Kirghizstan après un court conflit avec Jeenbekov qui est un homme du sud du pays.<sup>83</sup>

Enfin, les présidents des pays d'Asie centrale dirigent en général par l'intermédiaire de leur groupe de solidarité, de leur fraction régionaliste et de leur famille restreinte. De l'autre côté, ils doivent maintenir un certain équilibre entre plusieurs groupes tribaux et claniques au sein de leur pays. Dans ce contexte, on peut indiquer que Islam Karimov dirige avec la fraction tribale de « Djizzak », Nursoultan Nazarbaïev est de la « Grande Horde », Imam Ali Rakhmanov est un « Koulabi », Niazov est un « Tekké ». De même, il faut souligner que la seule exception c'est le cas de Tadjikistan où le paradoxe de la guerre civile est conclu par un accord de réconciliation nationale en juin 1997. Ainsi, cette dernière laisse une scène politique plus ouverte par la coexistence de forces politiques disposant des milices et des bases régionales.

#### **d) Le faible niveau d'identité nationale**

Pour comprendre l'enjeu politique, il faut revenir à la formation politique et ethnique des pays de l'Asie centrale qui peut être résumer par deux concepts principaux: le culte du pouvoir fort, donc présidentialisme autoritaire et deuxièmement le factionnalisme politique basé sur le régionalisme ainsi que le clientélisme et le clanisme.<sup>84</sup> Dans ce contexte de l'unité politique des pays d'Asie centrale, on peut dire que l'établissement d'une "communauté de sécurité" n'est pas possible, car les réseaux de communication sociale au sein des unités politiques ne peuvent pas être construites.

Dans ce cadre-là, on peut expliquer les kolkhozes qui représentent actuellement des groupes de solidarité en Asie centrale. C'est une sorte de coopération rurale. Le système des groupes de solidarité est en même temps une clé pour comprendre le fonctionnement des élites politiques. Les présidents de kolkhozes constituent des aristocraties qui se transmettent la charge de père au fils.

---

<sup>83</sup> B.Pannier, "Kyrgyzstan: Southern Governor's Challenge Reaches", *Radio Free Europe Radio Liberty*, [www.rferl.org](http://www.rferl.org), (vu le 24.01.2006).

Ils deviennent des notables qui font l'interface entre le clan et l'État. Dans le kolkhoze, les dirigeants sont tous d'origine locale. Ils fonctionnent comme notables, non comme apparatchiks. En effet, il existe une tension entre un pouvoir présidentiel fort et une autonomie des pouvoirs locaux. Alors, on peut parler d'une ethnicisation de la vie politique sur le régionalisme qui est une règle non dite du jeu politique en Asie centrale.

De plus, les territoires, les frontières, les capitales et même les langues des pays d'Asie centrale sont des inventions ou en tout cas des fixations nées de l'imaginaire soviétique des années 1920 et 1936. Par exemple, la délimitation nationale de 1924 est à l'origine d'une bonne partie des frontières actuelles des États d'Asie centrale. Ces dernières ne sont définitivement fixées qu'en 1936. La logique du découpage opéré par le pouvoir soviétique visait à ce qu'aucune des entités territoriales constituées ne puisse être véritablement viable en dehors du système soviétique. Alors, le pouvoir soviétique a fragilisé les entités territoriales qu'il a créées en utilisant trois moyens: le tracé des frontières, la création d'enclaves et la localisation de minorités ethniques importantes sur le territoire des républiques. Concernant ce dernier point, on peut noter à titre d'exemple que la ville d'Oche à majorité ouzbèke a été rattachée au Kirghizstan alors que Samarkand à majorité tadjike était attribuée à l'Ouzbékistan. On pourrait aussi multiplier les exemples.

On peut ainsi constater que les frontières des républiques d'Asie centrale n'ont pas de rationalité économique, géographique ou ethnique. La polarisation ethnique croissante oppose aussi les républiques centrasiques les unes aux autres. Par exemple, les Ouzbeks craignent l'émergence d'un grand Tadjikistan et les Tadjiks celle d'un grand Ouzbékistan. Les nationalités titulaires vivant en dehors de leur pays éponyme constituent d'ailleurs la source la plus importante de conflit potentiel. Les conflits frontaliers et territoriaux potentiels sont extrêmement nombreux en Asie centrale. Le cas de la vallée du Ferghana en est une excellente illustration puisque cet espace unifié sur les plans géographique et historique a été partagé entre trois républiques.

---

<sup>84</sup> M.Ochs, "Turkmenistan: the quest for stability and control", in K.Dawisha, B. Parrott (éds.), *Conflict, cleavage, and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge University Press, 1997, pp.328-330.

La prévalence des liens ethniques sur les liens idéologiques est apparue lors de la guerre civile tadjike sur laquelle on peut aborder. Le Tadjikistan a connu entre 1992 et 1997 une guerre civile qui a opposé deux factions régionalistes du sud du pays. Les *Gharmis* combattaient sous la bannière de l'islam, soutenu par l'Iran alors que les *Koulabis*, d'inspiration néo-soviétique, jouissaient du soutien de la Russie. Au début, on trouve des Tadjiks et des Ouzbeks dans les deux camps. Les Koulabis tadjiks sont alliés aux Ouzbeks ethniques vivant au Tadjikistan, Mahmoud Khodaberdayev. Cependant, après la mise en place du gouvernement de coalition en 1997, ce dernier ne comprend que des Tadjiks et soutien le Tadjik afghan Massoud, tandis que Khodaberdayev lâche les Koulabis pour lancer une attaque contre le nouveau gouvernement de Douchanbé, avec l'assentiment de Tachkent. De même, la mouvance islamiste tant ouzbèk que tadjike, réfugiée en Afghanistan en 1992, se divise au moment de l'arrivée des Talibans pachtoune, et les islamistes tadjiks soutiennent Massoud.<sup>85</sup>

Bien que la guerre civile tadjik, dont la phase de combats intenses a duré de mai jusqu'en décembre 1992, ait pris fin officiellement en juin 1997 par la signature d'accords prévoyant un partage du pouvoir entre le gouvernement et l'opposition qui s'appelle l'Opposition Unie de Tadjikistan. C'est à-dire que des tensions continuent jusqu'à l'affrontement armé subsistent dans le pays. Un certain nombre de facteurs explique la persistance. On peut retenir la fragmentation du pays liée à la poursuite des rivalités entre les clans ou les régions différents au sein du Tadjikistan. Dans ce cadre, on peut indiquer les tensions interethniques et enfin les divergences idéologiques entre le gouvernement et l'opposition. Le partage du pouvoir entre le gouvernement et l'OUT ainsi que la démilitarisation des groupes armés de l'opposition, ne se met en place que lentement. En outre, toutes les forces politiques du pays ne sont pas satisfaites par les accords de 1997, comme l'a démontré les affrontements armés qui se sont déroulés dans la province de Leninabad en novembre 1998.<sup>86</sup> Les intérêts du groupe de Leninabad, ainsi que ceux de la minorité ouzbèk n'ont pas été suffisamment pris en considération lors de la négociation du processus de paix. Cette carence constitue aussi une source

---

<sup>85</sup> J.Heathershaw, "The paradox of peacebuilding: peril, promise, and small arms in Tajikistan", *Central Asian Survey*, Vol.24, No.1, Mars 2005, p.27.

<sup>86</sup> M.Ahmed, "Afghanistan and Tadjikistan: Destablising Factors for South and Central Asian Region", *Perceptions*, Vol.3, No.1, Mars 1998, p.138.

d'instabilité. La guerre civile a laissé des traces dans la société notamment par la militarisation de la vie sociale mais aussi par la circulation des armes.

## **2) Les problèmes économiques écologiques en Asie centrale**

Avec la fin de l'URSS, les pays centrasiatiques ont hérité d'une structure de production dont la logique ne correspond pas à celle d'une économie nationale. Il n'est donc guère étonnant que depuis l'indépendance, l'ensemble des États d'Asie centrale soit confronté à des défis considérables. En 1991, aucune république d'Asie centrale n'était prête d'entrer dans l'économie de marché. Les économies des républiques centrasiatiques étaient en fait intégrées dans une structure qui avait organisé la production au profit de l'Union soviétique, mais intervenait en cas de problème afin d'aider les républiques en difficultés. Sur le plan social, depuis 1991, la population a assisté à une chute substantielle de son niveau de vie. Une grande partie des habitants de l'Asie centrale vivrait au-dessous du seuil de pauvreté, qui est officiellement 48% au Turkménistan, 35% au Kazakhstan et 51% au Kirghizstan. En outre, le système éducatif, le système de santé mais aussi celui des pensions se sont détériorés par rapport à la période soviétique.

Alors, on peut dire que les liens économiques et commerciaux qui sont un des indicateurs importants d'une "communauté de sécurité" sont très faibles entre les pays d'Asie centrale. En effet, la situation économique dépendante et l'enclavement des pays d'Asie centrale ne permettent pas à établir une "communauté de sécurité".

### **c) La situation économique dépendante**

En effet, la crise économique, les promesses excessives liées aux richesses virtuelles en hydrocarbures, la précarisation des conditions de vies, la montée du chômage, l'appauvrissement de larges couches de la société, la croissance des inégalités, la corruption endémique, la confiscation de la richesse au profit d'une petite couche de privilégiés et l'érosion des capacités de l'État constituent autant de facteurs aggravants.

On voit une présence puissante de la Russie dans les économies des pays centrasiatiques à cause d'une interdépendance des économies. Pour comprendre la situation économique actuelle des pays centrasiques, il faut tout d'abord indiquer le système de l'URSS. Ainsi, les pays de l'Asie centrale n'ont pas le droit d'accéder directement au marché mondial. Dans ce cadre-là, on observe les lacunes de communication à cause des routes et les routes ferrées etc. En fait, ces liens économiques continuent d'exister actuellement, parce que les États de l'Asie centrale a une dépendance de type colonial à cause de la spécialisation du travail à l'intérieur de l'URSS. Donc, les chiffres sont en train de baisser, la Russie est encore la première partenaire commerciale des pays d'Asie centrale sauf le Turkménistan. Par exemple, le Kazakhstan assure 45% des importations et 30% des exportations avec la Russie et le Kirghizstan fait plus du tiers des échanges extérieurs avec ce dernier.<sup>87</sup>

Dans le même temps, l'absence de mécanismes de régulation des marchés a conduit à la politisation du processus de privatisation. En fait, presque toutes les républiques hésitent devant une libéralisation qui favorise à remettre en cause le pouvoir de la nomenklatura. Le détournement de biens publics à des fins privées par les détenteurs du pouvoir politique a donné lieu à une fuite de capitaux. Il a également conduit à l'émergence d'une classe de nouveaux riches et plus globalement à un accroissement des disparités de revenus.

Si on constate la situation économique des pays, on voit que le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan bénéficient de ressources substantielles minérales, largement inexploitées. Le Kazakhstan dispose en outre d'une industrie diversifiée bien qu'archaïque. Le Tadjikistan le Kirghizstan sont essentiellement agricoles. Par ailleurs, l'indépendance des pays d'Asie centrale donne lieu à une compétition pour le contrôle des ressources naturelles qui contribue à l'augmentation des coûts de transaction et des délais de production. En effet, les exportations de matières premières (hydrocarbures et coton) sont les sources principales de revenus des États en Asie centrale.

En effet, le potentiel économique de l'Asie centrale est élevé. Si on regarde aux économies des pays centrasiatiques, au Kazakhstan à Kashagan, il y a des réserves de gaz naturel considérables. De plus, le Turkménistan a une immense réserve de gaz naturel, mais son problème est d'atteindre les marchés. En outre, l'Ouzbékistan est autosuffisant en énergie et en produits alimentaires. Il exporte coton et or et se tourne vers la fabrication de produits manufacturés. Quant à Tadjikistan, il dispose d'une des plus grandes usines d'aluminium du monde à Tousounzadé et Kirghizstan possède des ressources d'eau. Tandis que les organisations internationales voire le FMI et la Banque mondiale exigent une privatisation complète de l'économie y compris celle de la terre ainsi que le démantèlement des kolkhozes, la situation réelle en Asie centrale ne permet très facilement cette sorte de changement rapide. Alors, la disparition brutale de cette structure sociale peut menacer la vie sociale des campagnes avec un risque d'exode rural qui peut déstabiliser les grandes villes. La terre est la propriété d'Etat au Turkménistan et en Ouzbékistan. Cependant, même en cas de privatisation, on ne peut pas parler d'une transparence en matière des transferts de propriétés.<sup>88</sup>

Les pays d'Asie centrale sont extrêmement vulnérables aux fluctuations des prix des matières sur le marché international. La diversification de l'économie constitue le seul moyen d'échapper à la dépendance économique vis-à-vis de la Russie. Même dans l'éventualité d'un essor de l'exportation des productions énergétiques, la tâche de ces pays en matière économique n'est guère aisée. Alors, la transition économique est loin d'être achevée.

La crise financière russe de l'été 1998 a également eu des effets négatifs sur les économies de la région. Par exemple, le Kazakhstan a été forcé de dévaluer sa monnaie au printemps 1999. Le pays a aussi connu une croissance négative de 5% pour l'ensemble de l'année 1998. Pour faire face à ce problème, ces pays augmentent ses taxes à l'entrée du pays afin de réduire les importations. Le pouvoir d'achat s'effondre. On observe que l'augmentation des prix, l'hyperinflation, la

---

<sup>87</sup>S.Horowitz, "Political Sources of Military Defeat in Post-Communist Ethnic Conflicts", *European Security*, Frank Cass Pub., London, Vol.12, No.1 (Spring 2003), p.28.

<sup>88</sup> M. Spehler, "Regional Cooperation in Central Asia", *Problems of Post-Communism*, Vol.49, No.6, Novembre-Décembre 2002, p.43.



montée du chômage estimé entre 18% et 21% ainsi que le paiement irrégulier des salaires contribuent à une forte croissance de la pauvreté dans les pays.<sup>89</sup>

De plus, les relations commerciales entre les États d'Asie centrale se détériorent, ces derniers privilégiant les actions unilatérales au détriment d'une coopération régionale. Alors, une croissance économique soutenue paraît incertaine à moyen terme et à long terme, tandis que la redistribution inégale des richesses accroît le mécontentement de la population et alimente la radicalisation des forces d'opposition politique.

La question la plus fondamentale est sans doute celle du désenclavement. Étant donné leur enclavement géographique mais aussi l'héritage économique soviétique, les États d'Asie centrale se trouvent confrontés au problème essentiel de l'écoulement de leurs productions pétrolière et gazière sur le marché international. Les systèmes de transports, au temps de l'URSS étaient tournés vers la Russie. Aussi, la seule voie existante permettant d'atteindre le marché mondial passait en fait par le territoire russe. Cette situation offre actuellement à Moscou un moyen de pression considérable sur les États d'Asie centrale, même après leur indépendance.

Pour assurer leur souveraineté et leur développement économique, ces États doivent impérativement trouver des voies de désenclavement pour leurs productions d'hydrocarbures. Si on analyse la position russe, il apparaît clairement qu'aussi bien sur le plan économique que géopolitique. Du fait de sa situation géographique et de sa puissance au niveau régional, le rôle de la Russie est central en matière de l'économie d'Asie centrale.

#### **d) Le problème de l'eau**

La gestion soviétique a produit des conséquences catastrophiques sur l'environnement de l'Asie centrale. Le problème de la mer d'Aral est le plus apparent, mais ce n'est pas le seul désastre écologique qui touche la région. Ainsi, la salinisation et l'alcalinisation des sols dûe à une irrigation mal conçue, la

---

<sup>89</sup> L. Buszynski, "Russia's new role in Central Asia", *Asian Survey*, University of California Press, Vol.XLV, No.4, Juillet/Août 2005, pp.565.

pollution par les engrais chimiques, l'érosion des sols et la déforestation, la pollution des nappes phréatiques et la pénuries d'eau potable etc. peuvent être énumérés comme des problèmes écologiques. Le Kazakhstan est confronté aux conséquences graves des expérimentations nucléaires soviétiques menées dans le polygone d'essais de Semipalatinsk alors que l'Ouzbékistan doit gérer les retombées d'essais d'armes biologiques et chimiques sur son territoire.

Lénine a promulgué un décret qui déclarait que l'irrigation en Asie centrale devait assurer une indépendance totale de la Russie face aux importations de coton en 1919, tandis que la construction de l'empire soviétique et la collectivisation des terres à partir de 1929 modifient le destin de l'Asie centrale. L'Asie centrale est conçue comme une des plaques tournantes de la production russe. De 1933 jusqu'au début de la perestroïka en 1985, 50% des terres irriguées sont consacrées au coton. On passe de 1,5 millions d'hectares en 1950 à plus de 3 millions d'hectares en 1985.<sup>90</sup> L'Asie centrale est intégrée à une économie soviétique qui augmente la spécialisation agricole et industrielle de chaque État.

Cette politique est en particulier accentuée sous Brejnev par sa politique d'unification économique nationale. Il impose une plus grande centralisation dans la planification et la gestion économique. La spécialisation territoriale se développe. Ainsi, l'Union soviétique transforme le bassin de la mer d'Aral en une vaste plantation de coton, en dépit de la fragilité des écosystèmes. A travers cette politique, l'Ouzbékistan par exemple doit produire du coton pour toute l'URSS. Tandis que l'Ukraine, par exemple, doit en faire de même pour le blé. Les conséquences de cette planification sont très néfastes pour les ressources en eau d'Asie centrale. En effet, il en résulte une augmentation des surfaces irriguées. Au sein de l'indépendance, en 1991, les surfaces irriguées en Asie centrale représentent plus de six millions d'hectares.<sup>91</sup>

A la fin de la période soviétique, chaque État développe sa propre politique de développement. Ce qui contraste avec la période soviétique, durant laquelle les

---

<sup>90</sup> A.Krutov, M.Spoor, "The Power of Water in a Divided Central Asia", *Perspectives on Global Development and Technology*, Vol.2, No.3-4, 2003, pp.597-599.

<sup>91</sup> J. Allouche, «Géopolitique de l'eau en Asie centrale», *Les Etudes géopolitiques*, <http://www.diploweb.com/asie/allouche2.htm>

conflits hydrauliques entre les cinq républiques étaient réglementés par le Ministère soviétique des réclamations et de la gestion de l'eau. Certes, la nationalisation des systèmes hydrauliques, telle que les barrages et le contrôle du débit d'eau qu'elle occasionne, créent des conflits entre les différents États d'Asie centrale. Par exemple, l'utilisation par le Kirghizstan des barrages sur le Syr-Daria pour la production d'hydro-électricité durant l'hiver a causé une perte d'eau pour les terres agricoles irriguées dans les pays riverains en 1993.

En effet, la gestion de l'eau est une question très sérieuse à laquelle l'Asie centrale est aujourd'hui confrontée tant au niveau national que sur le plan régional. Sur le plan national, la gestion et la maintenance des réseaux d'irrigation posent d'énormes problèmes depuis l'indépendance en raison du manque de moyens et de personnel qualifié. Les pertes en eau sont très importantes. Elles atteindraient jusqu'à 75% du total des eaux destinées à l'irrigation. En outre, il existe l'insuffisance de drainage qui entraîne une montée des eaux souterraines et provoque à son tour la salinisation des sols. Ce dernier phénomène serait responsable de la chute des rendements agricoles.

Sur le plan régional, l'Asie centrale connaît un climat continental. La moitié de la superficie de la région est occupée par des déserts, comme ceux du Karakoum et du Kizilkoum et des steppes inhospitalières. La moyenne des précipitations atteint seulement 120 à 250 mm par an. Les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria qui prennent naissance dans les chaînes montagneuses voisines des Tian Shan et des Pamirs constituent les principales sources d'eau de la région. Ces deux fleuves représentent environ 90% des eaux du bassin de la mer d'Aral. Ces ressources en eau sont cependant inégalement réparties puisque plus de 80% de l'eau disponible provient du territoire du Tadjikistan et du Kirghizstan. Si ces deux pays détiennent les clés de l'eau en Asie centrale, ce sont en fait l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui en consomment la partie majeure (environ 70%) en raison de l'irrigation des champs de coton. En matière de gestion de l'eau, les républiques d'Asie centrale sont confrontées à des conflits d'intérêt.

Ainsi, un autre point de conflit c'est que le Kirghizstan désire accroître sa production d'hydroélectricité, ce qui l'amène à conserver son eau durant les mois

d'été alors qu'au contraire, l'Ouzbékistan et le Turkménistan lui demandent de les approvisionner afin d'assurer l'irrigation de leurs champs de coton. La question des coûts de maintenance des réservoirs et des barrages se pose également de manière croissante.

De plus, la montée des eaux de la Mer Caspienne. Ce phénomène physique naturel menace les villes, les voies de communication mais également les installations industrielles ainsi que les champs pétroliers et gaziers situés en bordure de la Mer Caspienne. Tous les États riverains sont concernés par ce phénomène. Depuis 1978, la Mer Caspienne s'est élevée d'environ trois mètres et devrait encore en gagner un d'ici à 2010. Dans certains endroits, les côtes ont reculé de plusieurs kilomètres. Au Kazakhstan, les dommages liés à ce phénomène ont été estimés à deux milliards de dollars. Les dégâts potentiels causés à l'industrie pétrolière pourraient atteindre 250 millions de dollars. Le Turkménistan est également menacé dans des proportions identiques.<sup>92</sup>

De plus, les conflits d'intérêts entre les différents États sur les réservoirs se multiplient depuis l'indépendance. C'est en particulier pour le réservoir de Karakoum (au Tadjikistan) entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, le réservoir de Tuyamuyun (en Ouzbékistan) entre le Turkménistan et l'Ouzbékistan et le lac Chardara (au Kazakhstan) entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'héritage soviétique, avec la construction du canal de Karakoum, constitue aussi une source de friction entre les intérêts divergents de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Par exemple, dans la région du canal du Karakoum, on voit un projet de Niazov. Si ce projet va être réalisé, les conséquences écologiques seraient désastreuses. Car, ce lac artificiel, en plein milieu du désert de Karakoum, d'une surface de plus de 3460km<sup>2</sup>. Il coûterait, selon certaines estimations, plus de 6 milliards de dollars. Le but de ce lac se résume d'augmenter la surface des terres irriguées de 1.8 millions à 2.2 millions d'hectares. Les conséquences d'un tel projet, en particulier sur le pays voisin, l'Ouzbékistan, laissent présager des grandes frictions entre ces deux pays.

Le problème majeur vient du fait que les cinq républiques n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour améliorer leur système d'irrigation. En fait, la

situation est pire qu'à l'ère de l'Union soviétique, car l'entretien du réseau d'irrigation en général est négligé et les réparations sont faites irrégulièrement. En résumé, c'est tous ces facteurs structurels aggravants soulignés amènent des spécialistes de la région à déclarer que les ressources naturelles sont la source la plus apparente de conflits en Asie centrale.

### **3) Les nouvelles dimensions de la Sécurité sociétale : Le « terrorisme » et les effets négatifs de l'extrémisme religieux**

L'économie des pays centrasiatiques a chuté en moyenne de 40% par rapport à 1989. Actuellement, 68% de la population sous le seuil de pauvreté au Tadjikistan, 49% au Kirghizstan et 31% en Ouzbékistan. Cette pauvreté, accentuée par l'affrontement des services sociaux, sanitaires et éducatifs qui étaient gratuits pendant l'ère soviétique, constitue un terrain fertile pour la criminalité internationale et les mouvements radicaux. La frustration politique et la pauvreté rendent plus attractifs le crime organisé, le trafic de drogues et d'armes et le marché noir. Alors, la dimension de l'intégrisme islamiste rend cet ensemble plus explosif.<sup>93</sup>

L'islam d'Asie centrale, durant la période soviétique, s'est structuré autour du clergé officiel et du clergé parallèle. Des mouvements plus radicaux et politisés sont apparus dès la fin des années 1970.<sup>94</sup> Après les indépendances, les différents régimes ont repris et développé l'institution du clergé officiel, pour mieux contrôler la vague de réislamisation qui a submergé le Tadjikistan et l'Ouzbékistan dans les années 1990. L'islam politique s'est incarné au Tadjikistan dans le Parti de la Renaissance Islamique et en Ouzbékistan dans le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO), engagés dans la lutte armée. Mais les deux mouvements ont divergé: les Tadjiks sont rentrés dans une logique politique et nationaliste, tandis que les Ouzbeks, réfugiés auprès des Talibans en Afghanistan, mènent la guérilla contre le régime du président Karimov. Enfin le *Hizb-ul-Tahrir*, mouvement

---

<sup>92</sup> Z.Zardykhon, "Kazakhstan and Central Asia: Regional perspectives", *Central Asian Survey*, Vol.21, No.2, June 2002, pp.167-171.

<sup>93</sup> Montanaro, *op.cit.*, p.361.

<sup>94</sup> A. Malashenko, "Islam in Central Asia", in R.Allison, L.Jonson (éds.), *Central Asian Security, The New International Context*, Brookings Institution Press, 2001, pp. 56-58.

militant mais non armé, basé à Londres, fait en Ouzbékistan une percée significative dans la jeunesse.<sup>95</sup>

### **c) Le terrorisme international et la menace d'un islam radical**

Si on se focalise sur les racines de terrorisme en Asie centrale, on voit la dichotomie entre l'islam officiel et l'islam parallèle présente dans les États d'Asie centrale. Le régime stalinien ayant imposé l'athéisme, les activités clandestines musulmanes se développent et des mosquées souterraines sont construites.

On peut tout d'abord souligner qu'il ne faut pas exagérer ce risque d'une menace islamique ni le sous-estimer. Si on trouve en Asie centrale un certain nombre de groupes ou d'organisations islamistes ainsi qu'un contexte régional troublé, notamment au Tadjikistan et en Afghanistan, on voit aussi la faiblesse historique de l'islam au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Turkménistan, le phénomène du revivalisme islamique est encouragé, contrôlé et manipulé par les pouvoirs en place.

Pendant la période soviétique, on voit un islam parallèle avec lequel les élites au niveau local qui ont encadré l'islam populaire, celui qui était pratiqué en cachette des autorités soviétiques. Ceux qui encadraient cet islam dans la clandestinité ont été à l'origine des mouvements islamiques qui ont pu émerger dans les années 80. Ils ont ensuite conduit à la naissance d'un courant politique en Ouzbékistan et au Tadjikistan, en 1990-1991, le Parti de la Renaissance Islamique (PRI). Le PRI est donc la continuité de cet islam parallèle populaire.<sup>96</sup>

---

<sup>95</sup> On consulte aussi les œuvres d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay, *L'Islam en URSS*, Paris, Payot, 1968 et *Le Soufi et le commissaire*, Paris, Le Seuil, 1986.

<sup>96</sup> "Tadjikistan 2004, La fin d'une exception en Asie centrale?", *Le Courrier des pays de l'Est, La Russie et les autres pays de la CEI en 2004*, Bimestriel No. 1047, Janvier/Février 2005, p.185.

En 1991, lorsque des leaders du PRI se sont opposés au président Karimov qui était alors en campagne électorale. Il y a alors une opposition, fondée sur des bases politiques qui datent de 1990 et de la chute de l'Union soviétique. A ce moment là, on voit une tendance islamique au sens d'un islam politique. Cette situation était valable en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Il y a un véritable courant politique qui existe dans la région et qui est fondé sur l'islam. Sauf qu'en Ouzbékistan, il s'est radicalisé au fil des années 90 pour éclater en 1999 au sein du MIO.

Dès l'indépendance, les gouvernants centrasiatiques ont récupéré la symbolique islamique à leur profit et promu un islam national pour légitimer leur autorité. Si l'islam est devenu un facteur culturel important et une composante de l'identité nationale des États d'Asie centrale, parallèlement, les pouvoirs s'opposent au développement d'un fondamentalisme islamique qui risquerait de saper leur autorité.

D'ailleurs, la menace islamique en Asie centrale tient davantage de l'hypothèse que de la réalité. Si la guerre civile au Tadjikistan, dans les causes sont complexes, et la montée en puissance des Talibans en Afghanistan ont contribué à entretenir cette perception en Asie centrale, la menace islamique a été instrumentalisée, notamment par Islam Karimov, pour légitimer l'établissement et la perpétuation d'un régime autoritaire et pour discréditer et réprimer l'opposition potentielle à son autorité. Autrement dit, les événements de la vallée du Ferghana de décembre 1997 de même que l'attentat contre le Président ouzbek en février 1999 ont également fourni l'occasion de dénoncer à nouveau les agissements des wahhabites, soutenus par l'opposition islamiste au Tadjikistan tout en permettant au gouvernement d'intensifier les mesures de répression.

Ainsi, les facteurs d'instabilité se concentrent particulièrement dans la vallée de Ferghana. Elle constitue donc un point de tension potentielle extrêmement important en Asie centrale. Elle est une oasis de fertilité. Elle est entourée de montagnes, au sud par la chaîne du Pamir, au nord et à l'ouest par d'autres massifs, qui la protègent du rude climat du désert et de la sécheresse des steppes. Sur ce

territoire de 22.000 km<sup>2</sup> neuf millions de personnes vivent, le cinquième environ de la population de toute l'Asie centrale. Historiquement, la vallée de Ferghana est le carrefour politique de la région et un centre de traditions religieuses, où l'influence de l'islam a continué de se faire sentir, même à l'époque soviétique. La vallée est aussi un lieu de discordes qui est partagée entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.<sup>97</sup> Ce sont les autorités soviétiques qui ont divisé Ferghana pour faire obstacle à l'émergence d'une identité régionale.

La densité de population y est donc très forte, en moyenne de 300 habitants par kilomètre. Cette vallée est non seulement un objet potentiel de controverses entre les trois républiques qui se partagent son territoire, mais aussi un lieu d'affrontement éventuel entre les différentes communautés ethniques qui y vivent. En effet, les frontières extrêmement complexes qui séparent les trois États, divisent cette vallée sans tenir compte des lignes de démarcations ethniques qui sont par ailleurs très enchevêtrées. Une grande majorité de la population vivant dans la vallée (85%) est d'origine ouzbèk, y compris dans les secteurs qui ne se situent pas en Ouzbékistan. Ainsi la province de Leninabad au Tadjikistan, comme celles de Oche et de Djélalabad au Kirghizstan, abrite d'importantes populations ouzbeks, ce qui inquiète les deux autres pays.

Avant même la fin de l'URSS, la vallée a été le théâtre de tensions ethniques. Pour compliquer la donne ethnique, le conflit tadjik a également conduit de nombreux réfugiés à s'installer dans la région. Outre la complexité de la répartition ethnique, les parties ouzbèk mais aussi tadjike de la vallée du Ferghana sont très mal reliées au territoire national des deux républiques, ce qui pose bien entendu des problèmes d'approvisionnement mais aussi de contrôle pour les pouvoirs centraux.

Elle est découpée en d'innombrables enclaves propices aux conflits frontaliers, c'est un foyer de tensions ethniques, de querelles autour de l'eau et du partage des terres, de trafics d'armes et de drogues, de dissidences politiques et

---

<sup>97</sup> Vicken Cheterian, « La vallée de Ferghana, coeur divisé de l'Asie centrale », vue *Le Monde Diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/05/CHETERIAN/11996.html>



aussi l'islamisme militant, connu ici sous le nom de *wahhabisme*.<sup>98</sup> Simultanément, les organisations islamistes s'implantent et gagnent du terrain principalement dans la région la plus défavorisée et la plus peuplée de l'Asie centrale.

On peut aussi se focaliser sur les groupements islamiques en Asie centrale. Dans ce contexte-là, on voit les militant du MIO qui sont d'origines diverses voire tchéchène, ouïgour, kirghize, ouzbèk, tadjike, afghane et pakistanaise, regroupés sur la frontière montagneuse entre le Tadjikistan et le Kirghizstan et qui opèrent des incursions et des prises d'otages. La militarisation étrangère de la zone suscite un court répit. Il faut aussi indiquer le Mouvement islamique du Turkestan (MIT) qui vise à instaurer un État théocratique islamiste dans la vallée de Ferghana. Ensuite, le *Hizb-ul Tahrir* compte environ 20.000 membres et proclame la nécessité de l'instauration d'un califat.<sup>99</sup> On peut donc constater que les organismes terroristes islamistes se regroupent en parallèle à la coopération internationale de lutte contre le terrorisme. En effet, on voit une campagne contre le terrorisme international strictement militaire dirigée par les grandes puissances. Toutefois ces organisations dissidentes n'ont actuellement pas la capacité de renverser les régimes en place dans les pays d'Asie centrale, même si elles sont source d'insécurité et de déstabilisation. Ces « terroristes islamistes » d'après les régimes existants oscillent entre l'intérêt financier qu'ils peuvent tirer de leurs activités narcotiques et une cause supérieure.

À un degré moindre, ces groupements ont des activités caritatives et informationnelles dans d'autres régions de l'Asie centrale. Certaines organisations, telles le MIO et le *Hizb-ul Tahrir* revendiquent un changement de régime et l'imposition des lois islamiques tout en affichant des ambitions supranationales.

De même, la vie dans les cinq républiques est celle d'un monde post-soviétique plus que d'un espace musulman au sens moyen-oriental du terme. Alors, on peut dire que les mouvements islamistes d'Asie centrale fonctionnent sur des problématiques locales. Ils sont alimentés par des questions et par des

---

<sup>98</sup> Le Wahhabisme est un courant islamique rigoriste né en Arabie Saoudite au XVIIIe siècle, fondé par Ibn Abd al-Wahhab prônant le retour à une stricte obéissance du Coran.

<sup>99</sup> P. Luong. Jones, "After Afghanistan Implications of the War on Terrorism for Central Asia", *Center for Strategic and International Studies*, Project on New Approaches to Russian Security, PONARS Policy Memo no:212, <http://www.csis.org>, 25 Juin, 2002.

positionnements politiques propres à la région. Il n'y a pas de grande thématique générale ni mondiale. En cela, effectivement, ils n'appartiennent pas à la mouvance internationale. Malgré l'écho que ces événements ont recueilli dans les médias et l'utilisation qu'en font les gouvernements d'Asie centrale, le fondamentalisme islamique ne constitue pas à l'heure actuelle une véritable menace pour la stabilité de l'ensemble de la région. Alors, la potentialité de ce type de menace ne doit pas être confondue avec sa réalité.

#### **d) La guerre en Afghanistan et le trafic de drogue**

La situation en Afghanistan fait beaucoup inquiéter les gouvernements de la région. Il s'agit en fait davantage de criminalité organisée qui peut être liée au trafic de la drogue que d'agitation des fondamentalistes en Asie centrale. En effet, il y a toujours une série d'activité pendant l'histoire en Afghanistan qui crée un contexte instable pour les pays d'Asie centrale. Ces facteurs instables ont pu être comme une force motrice d'une construction des communautés de sécurité entre les pays de la région. Toutefois, on voit que les pays de la région ne prennent jamais en considération la conjoncture des problèmes en Afghanistan et ils n'acceptent pas d'être coopérés à travers cette raison.

L'Afghanistan partage des frontières communes avec trois républiques centrasiaques, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. A côté de cette contiguïté géographique, toutes les grandes formations ethniques importantes d'Asie centrale sont également présentes au sein de la population d'Afghanistan. Du fait de cette proximité géographique et ethnique, la situation politique de l'Afghanistan constitue une menace potentielle pour la sécurité de l'Asie centrale.

Au nombre des risques potentiels que l'Afghanistan fait peser sur la zone, on peut relever la propagation de l'idéologie religieuse des Talibans affectant les clivages politiques internes dans les républiques centrasiatiques, l'arriération relative de la société afghane et de son économie affectant les programmes de développement économique de l'Asie centrale, la poursuite du conflit en Afghanistan et son influence négative sur le développement des voies de communications et des oléoducs en direction de l'Asie du Sud. Ainsi, il s'agit d'un

frein important au désenclavement de la zone ce qui est l'essor du trafic de la drogue et de ses effets sur les républiques d'Asie centrale, la propagation d'un terrorisme transfrontalier lié à l'essor d'un militantisme politique islamiste, le risque des réfugiés ainsi qu'en cas d'éclatement de l'Afghanistan, le problème des frontières étant donné la présence de diasporas tadjike et ouzbèk importantes sur le territoire afghan.<sup>100</sup>

Le conflit actuel d'Afghanistan a en fait commencé par la révolution de 1978 dans laquelle le président afghan Mohammed Daoud était renversé par le Parti populaire démocratique de l'Afghanistan. Alors, on voit l'intervention de l'URSS en décembre 1979. En effet, cette région instable qui n'est que sous les mains des commandements de plusieurs sous-groupes ethniques influent sur la stabilité des pays d'Asie centrale.<sup>101</sup>

Tous ces événements donnent une idée de l'importance potentielle de l'Afghanistan pour la stabilité de l'Asie centrale. Il est intéressant de relever que face à l'extension de l'emprise des Talibans sur le pays, à l'exception du Turkménistan qui s'est déclaré neutre, les quatre autres républiques soutiennent l'Alliance du Nord de Shah Massoud. Ce dernier disposait ainsi d'une base arrière dans le sud du Tadjikistan, d'où il recevait des armes en provenance de Russie et d'Iran. En réponse à cette politique des républiques d'Asie centrale, les Talibans ont à leur tour offert un sanctuaire à certains mouvements d'opposition d'Asie centrale. Ainsi, Tahir Yuldashev, dirigeant du MIO bénéficiait de l'aide des Talibans. Il a établi en mai 1999 un camp d'entraînement militaire dans la région de Mazar-i Charif, à quelques kilomètres de la frontière ouzbèk Juma Namangani aurait également trouvé refuge en Afghanistan.

Ainsi, avec l'arrivée des Talibans au pouvoir en 1998, on voit que l'Ouzbékistan et le Kirghizstan sont à côté de l'Alliance du Nord dans laquelle la

---

<sup>100</sup> C. Wallander, "Russia's Relationship with China After September 11", Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:214*, <http://www.csis.org>, 2002.

<sup>101</sup> S. Akimbekov, "The conflict in Afghanistan: Conditions, Problems, and Prospects", in B. Rumer (éd.), *Central Asia A Gathering Storm*, M.E.Sharpe, New York, 2002, p.74.

Russie et l'Iran se trouvent. Cette coalition contre les Talibans aide les pays d'Asie centrale à renforcer leurs relations avec la Russie et l'Iran.<sup>102</sup>

Alors d'un côté, la menace de l'Afghanistan sur la zone peut constituer une base de coopération entre les États d'Asie centrale. D'un autre côté, elle permet potentiellement à la Russie de renforcer son influence sur l'Asie centrale. En réalité, la Russie joue des craintes centrasiatiques pour accroître son rôle de garant de la sécurité dans la région.<sup>103</sup>

Les événements du septembre 2001 et l'opération américaine en Afghanistan aboutissent à une réévaluation des priorités politiques, projetant l'Asie centrale en pleine lumière. La guerre en Afghanistan semble dans certains cas, avoir créé de nouveaux stimuli pour à la fois consolider le pouvoir autocratique déjà en place, limitant et réprimant encore davantage toute expression d'opposition politique, et stimuler les revendications des terroristes islamistes. De surcroît, le chaos créé par la guerre a facilité les activités de criminalité transnationale, notamment le trafic de drogues, d'armes et de personnes.

Par ailleurs, le trafic de la drogue constitue une menace très sérieuse pour la stabilité des républiques centrasiatiques. Le problème de la drogue a pris ces dernières années une acuité particulière en Asie centrale. Si la production locale demeure faible, le trafic de la drogue connaît au contraire une croissance considérable. Du fait de leur contiguïté géographique avec l'Afghanistan, les républiques d'Asie centrale sont confrontées de manière croissante au problème du transit de la drogue afghane. Grâce à une certaine stabilité retrouvée dans le pays du fait de l'action des Talibans, l'Afghanistan est en effet devenu le plus grand producteur d'opiacés de la planète.<sup>104</sup>

Les pays d'Asie centrale ne sont pas de grands producteurs de drogues. Cependant, elle est située entre les grandes régions productrices voire Pakistan, Afghanistan et Russie. Donc ces pays d'Asie centrale sont devenus des zones de

---

<sup>102</sup> *Ibid.*, p.89.

<sup>103</sup> A. Tiraspol'sky, "Russie-(URSS)-Russie", *Politique étrangère*, Vol:3-4, 2000, pp.762-764.

transit des opiacés et du haschich. De plus, les trafics de drogues en provenance de la Chine et de l'Asie du Sud-est utilisent de façon croissante l'Asie centrale comme couloir de passage pour aller en Europe. En d'autres termes, la géographie des États centrasiatiques les rend perméables au narcotraffic.

Alors que précédemment, la route iranienne constituait la voie principale empruntée par la production afghane, le directeur de l'Office pour le contrôle de drogue et de prévention de la crime des Nations Unies estimait récemment que 65 % de l'héroïne produite en Afghanistan transiterait désormais par l'Asie centrale, en direction de la Fédération de Russie ou de l'Europe. Malgré les efforts entrepris par les autorités centrasiatiques depuis quelques années, la région est devenue une zone de transit important pour la production afghane à destination des marchés russe, européen et dans une moindre mesure nord-américain.

L'essor du trafic de la drogue et peut-être dans l'avenir, de la production locale, risque de mener à la criminalisation de la vie économique et au développement à terme de véritables zones grises échappant à l'autorité des gouvernements en place. Les coûts du développement du commerce illicite de la drogue ne sont pas non plus négligeables. La détérioration des conditions de vie, la crise économique et sociale couplée à la disponibilité de la drogue ont engendré un essor important de la consommation de substances psychotropes au niveau local parmi les populations centrasiatiques.

Enfin, on peut finalement jeter un coup d'œil sur les dimensions de la sécurité qui constituent la fragilité interne des pays d'Asie centrale et qui ne permettent pas une situation favorable pour un régionalisme (dite la communauté de sécurité) malgré l'existence de certaines menaces externes. Dans ce cadre, il est impossible de trouver un enjeu politique démocratique ni des liens de communications et des échanges sociaux entre les pays de la région. De plus, des transactions sociales ne peuvent pas être établies pour des raisons de la dimension sécuritaire sociétale telle que les liens tributaires. En outre, un des facteurs les plus importants pour une communauté de sécurité est l'existence des liens économiques

---

<sup>104</sup> E. Stepanova, "Separately Together: U.S. and Russian Approaches to Political Settlement in Afghanistan", Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:230*, <http://www.csis.org>, (vu le Décembre 2001).

n'existe pas dans la région, parce que l'héritage soviétique économique ne permet pas une interaction et des échanges économiques entre ces pays.

### **TROISIEME CHAPITRE – L'INFLUENCE DES ACTEURS INTERNATIONAUX SUR L'ETABLISSEMENT D'UNE COMMUNAUTE DE SECURITE**

De nombreuses institutions sont impliquées en Asie centrale avec l'aide des acteurs internationaux. Toutes ces activités de ces organisations sont toutefois insuffisamment coordonnées. Alors, une initiative politique plus ambitieuse est nécessaire pour mettre en commun les responsabilités aux plans tant fonctionnels que géographiques en Asie centrale.

Quand on s'interroge sur les institutions et les organisations internationales initiées par les pays d'Asie centrale, on peut voir qu'elles ont pour objectif de correspondre aux besoins sécuritaires de ces États et non pas pour une volonté d'une structure sociale commune. Ainsi, on peut dire qu'il n'y a pas d'effort de créer une identité commune entre les pays d'Asie centrale ni un système de valeurs partagées. Alors, ces organisations ne construisent pas de "communauté de sécurité" entre les pays d'Asie centrale. En outre, ce sont ces derniers qui s'ajoutent à des multiples organisations pour leurs propres intérêts.

#### **1- La Russie entre le retrait et le retour : force motrice d'une éventuelle "communauté de sécurité" ?**

##### **a) L'ordre de sécurité collective d'après le Traité de Tachkent et l'exemple de la guerre civile tadjike**

Pour les États d'Asie centrale, la question de leurs relations avec la Russie s'est posée dès 1991. Après une courte hésitation, la Russie a décidé de proposer aux États de l'ex-URSS un regroupement au sein d'une organisation régionale, la Communauté des États Indépendants (CEI). Il faut avant tout envisager que la Russie utilise la conjoncture régionale afin de pousser ses propres cartes en Asie centrale. Autrement dit, les contradictions qui sont en scène dans les États de

l'Asie centrale créent une situation favorable pour la Russie. En tout cas, on peut constater que la Russie est comme l'arbitre de ces contradictions en Asie centrale.

Il faut avant tout traiter les incidences de l'héritage de l'URSS. C'est juste avant de la dissolution de l'URSS que l'ensemble de la région est sorti d'un assujettissement - à l'empire géopolitique de l'Union soviétique et au joug sociopolitique du parti communiste. La domination qui a duré plus d'une génération revêt une importance exceptionnelle dans toute la région, et continue d'influencer grandement encore la culture politique de ces États. En effet, il n'y a pas eu de rupture franche et douloureuse avec le passé. De même, l'impact véritable de l'héritage soviétique diffère considérablement d'un État à l'autre.

Réunis le 8 décembre 1991 à Minsk, les présidents russe, ukrainien et biélorusse, après avoir constaté que l'Union soviétique n'avait plus d'existence en tant que sujet de droit international, ont convenu de former la CEI, ouverte à toutes les républiques membres de l'ex-URSS. Cette initiative à laquelle aboutirent les trois présidents slaves, sans avoir même consulté les autres républiques, est mal reçue par les dirigeants des cinq républiques d'Asie centrale. A l'époque, Nazarbaev est allé même jusqu'à qualifier cette décision de "*fait accompli*" et d'"*insulte à la dignité nationale des républiques centrasiatiques*".<sup>105</sup>

Le 21 décembre à Almaty, les présidents des onze États indépendants ont adhéré officiellement à l'accord de Minsk en précisant que la nouvelle communauté n'était ni un État, ni une entité supranationale. Ils ont décidé en outre le maintien d'un commandement unique des forces militaires stratégiques ainsi que d'un contrôle unique des armes nucléaires. La CEI comprenait à l'origine 11 membres: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan s'étant associés aux trois États slaves (l'Ukraine, le Belarus, la Russie) le 21 décembre 1991. La Géorgie n'a rejoint la CEI qu'en 1993.

De plus, la Russie affirme son rôle dirigeant dans la CEI et s'oppose clairement à ce que des relations privilégiées s'instaurent entre l'UE et certains pays

de la CEI au détriment de ses intérêts. Tout en se déclarant en rupture avec l'époque soviétique, elle donne les moyens à la Russie de jouer son rôle de *Grand Frère* à l'égard des pays de la CEI.<sup>106</sup> La CEI est alors désignée comme sa zone d'influence. Selon la considération de cette doctrine, la menace ne vient plus d'un ennemi désigné mais de conflits régionaux limités. Alors, le stationnement de troupes à l'extérieur du territoire de la Russie est prévu pour des missions de répondre à toute agression afin d'assurer la défense de ses intérêts et sa sécurité, ainsi que ceux des autres membres de la CEI.

L'un des objectifs sécuritaires de la Russie depuis l'effondrement de l'URSS est de reconstruire une zone d'influence sur l'espace de son ancien empire. Elle n'accepte pas une opposition envers sa volonté de rétablir son autorité sur les pays d'Asie centrale et elle a des intérêts stratégiques dans cette région. En effet, la doctrine militaire russe d'octobre 1993 définit le périmètre de sécurité de la Russie comme correspondant aux frontières de l'ancienne URSS.

En matière de sécurité, on voit aussi la signature du *Pacte de la sécurité collective* de la CEI avec le *traité de Tachkent* en mai 1992. Le traité de sécurité collective de Tachkent crée un espace stratégique commun qui, sans instaurer une véritable union de défense, propose le non-recours à la force pour régler les différends entre États membres et l'abstention de la participation à une alliance militaire dont les activités seraient tournées contre un État membre. Ce dernier est peu contraignant, toutefois il essaye systématiquement d'inclure des clauses militaires et de sécurité sur la coopération dans le domaine de la protection des frontières extérieures de la CEI et dans tous les accords de coopération économique comme le projet d'union douanière signé à Moscou en mai 1993.<sup>107</sup> Alors, la Russie voudrait mettre les gardes-frontières sous commandement russe, établir des bases militaires russes et prévoir un état-major commun. Pourtant, au début des années de leur indépendance, les pays centrasiatiques refusent les clauses d'intégration militaire, sauf le Kirghizstan et le Tadjikistan.

---

<sup>105</sup> Y. Roubinski, *Les Éclats de l'empire ou la Communauté des États indépendants (CEI)*, Publications des Cahiers de l'Ifri, Paris, 2001, pp.33-34.

<sup>106</sup> E. Akerman, "Central Asia in the Mind of Russia: Some Political Considerations", *The Review of International Affairs*, Vol.2, No.4, Été 2003, pp.19-31.

<sup>107</sup> Roy, *L'Asie...*, *op.cit.*, p.83.



Il faut aussi parler du *Traité de Kiev* qui est signé le 20 mars 1992. Dans ce cadre-là, les États de la CEI décident de signer une déclaration qui accepte l'établissement d'une force collective de la paix. Ensuite, ils acceptent de ne pas recourir à la force entre les pays-membres. Alors l'acceptation de ne pas utiliser les forces entre eux-mêmes est le point favorable pour une communauté de sécurité. En outre, ce traité de Kiev a une place très importante pour une éventuelle communauté de sécurité entre les pays de la région, car c'est avec ce traité que les pays d'Asie centrale décident d'envoyer des forces militaires au Tadjikistan.

En ce qui concerne le Tadjikistan, qui sombre dans la guerre civile en mai 1992, le sommet de la CEI à Moscou du 22 janvier 1993 envisage des mesures visant à stabiliser la situation frontalière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan.<sup>108</sup> Un traité de coopération russo-tadjike est signé, suivi quelques mois plus tard, par la mise en place d'une force d'intervention collective composée, à des fins plus ou moins symboliques, de forces armées des républiques centrasiatiques aux côtés de l'armée russe. Seul, le Turkménistan décline l'offre.

En outre, il faut aussi souligner que les initiatives des opérations de « *peacekeeping* » suivies par la Russie sont en scène dans des autres régions de la CEI telles que l'Abhazie et la Trans-Dignester. Alors, c'est une partie de la politique étrangère de la Russie. D'ailleurs, on voit que l'Ouzbékistan ne participe pas à ce concept de « *peacekeeping* » et suit une politique plus flexible par rapport au Tadjikistan, Kirghizstan et le Kazakhstan.

Alors, l'Ouzbékistan refuse la présence de troupes russes. Ce dernier quitte aussi le système de sécurité collective de la CEI en février 1999. En revanche, comme on l'indique, le Kirghizstan signe les accords militaires du sommet de la CEI de février 1995 qui prévoit une intégration des forces armées des pays signataires. Ainsi, le Tadjikistan dans le période de la guerre civile, se sentant menacé par l'Ouzbékistan, accueille des troupes russes sur son territoire et laisse les

---

<sup>108</sup> S.Hunter, *Central Asia Since Independence*, The Washington Papers, Washington, 1996, pp.111-113.

gardes-frontières sous commandement russe. C'est au Tadjikistan que l'armée russe garde des troupes intitulées comme la 201<sup>e</sup> division et les gardes-frontières.<sup>109</sup>

Toutefois, les mécanismes élaborés dans la CEI sont restés sur le papier. Alors, on peut bien évidemment indiquer que les pays de l'Asie centrale préfèrent les relations bilatérales dans la sphère militaire aux traités multilatéraux. En effet, certains pays recourent à la Russie pour garder leurs frontières. Ainsi, à part le Turkménistan, ces pays sont signataires de l'accord de sécurité collective qui permet la formation des forces de paix au Tadjikistan. Le Tadjikistan est en fait comme un protectorat de facto de la Russie. Une série d'accords russo-tadjiks est en scène. En avril 1999, par exemple, on voit un accord bilatéral permettant l'installation d'une base militaire russe au Tadjikistan.<sup>110</sup> De plus, le Tadjikistan a encore fait un nouveau traité avec la Russie en 2004 qui envisage une aide supplémentaire de la Russie vers ce pays et qui vise à accroître l'exportation de l'aluminium vers la Russie. En effet, on peut en résumé constater que chaque État d'Asie centrale agit en fonction de ses intérêts propres. Donc, on ne peut pas parler d'une attitude commune qui est stable.

La Russie s'est ainsi attribuée un rôle dirigeant au sein de la CEI dès la conclusion des accords d'Almaty en décembre 1991. Faire de la CEI une zone d'influence de la Russie par l'application de la doctrine de "*l'étranger proche*" reste au centre des préoccupations. Cette volonté russe de suprématie ne correspond évidemment pas à la vision des autres membres de la CEI.

Ainsi en Asie centrale, les républiques n'entendent pas contribuer à la restauration de l'ancien Empire par le biais de cette structure. Si le Kazakhstan par crainte de l'éclatement du pays, le Kirghizstan et le Tadjikistan, en raison de la proximité de l'Afghanistan et de la fragilité de ses frontières jouent le jeu de la coopération au sein de la CEI, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont choisi une autre voie. Ils ont opté pour une déconnexion économique et même militaire avec la Russie puisque Tachkent a suspendu sa participation à l'assemblée

---

<sup>109</sup> G. Gleason, "Interstate Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum", *Europe-Asia Studies*, Vol.53, No.7, 2001, pp.1082-1087.

<sup>110</sup> A. Boyer, C. Estier, X.DeVillepin, "La Russie et ses relations extérieures après la réélection de Vladimir Poutine", *Le Sénat*, [www.senat.gov.fr](http://www.senat.gov.fr), (vu le Avril 2004).

interparlementaire de la CEI en 1997, refusé de participer à l'Union douanière de la CEI et enfin, décidé de ne pas renouveler le traité de sécurité collective de la CEI au début de l'année 1999. Les deux États ont favorisé le développement d'une politique d'indépendance nationale qui cadre mal avec une intégration dans une CEI dominée par Moscou.

On peut enfin se pencher sur les tendances d'associations qui dérangent la Russie. Dans ce cadre-là, il faut parler des activités de GUUAM qui est construit par les États-Unis, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. De plus, l'Ouzbékistan a été rejoint en avril 1999 à l'occasion des célébrations du 50ème anniversaire du traité de Washington, ce qui constituait un signe de la volonté de ce pays de se démarquer de la Russie.<sup>111</sup> L'objectif des cinq États était de tenter de contrebalancer l'influence de la Russie au sein de la CEI. Toutefois, on voit actuellement que la Moldavie et l'Ouzbékistan semblent modérer leur position pour se rapprocher de la Russie. Le président Karimov a ainsi trouvé un terrain d'entente avec Poutine lors du sommet de la CEI qui s'est tenu en janvier 2000 à Moscou. Parce que la menace islamiste qui est perçue par les dirigeants centrasiatiques et particulièrement par le président ouzbek pourrait servir de catalyseur pour un retour de la Russie dans la région, du moins dans le domaine de la coopération militaire. C'est pourquoi, malgré l'essor des liens avec les Occidentaux ces dernières années, il semble bien que pour assurer le maintien de leur stabilité interne, les États d'Asie centrale ne voient pas d'autre alternative crédible aux garanties que lui offre la Russie dans ce domaine.

#### **b) L'Organisation du Traité de Sécurité Collective : une nouvelle initiative dans le nouveau millénaire et les divisions politiques en Asie centrale**

En janvier 2000, Poutine approuve un nouveau Concept de sécurité nationale, qui élargit les conditions d'utilisation de toutes les forces y compris l'arme nucléaire pour régler la situation de crise. Outre, l'élargissement de l'OTAN à l'Est est visé par ce document et est figuré les nouvelles menaces de type

---

<sup>111</sup> S. Oğan, "Orta Asya'da Yeni Amerikan Miladı", *Avrasya Stratejik Araştırmalar Derneği Yayınları*, [www.avsam.org.tr](http://www.avsam.org.tr), (vu le Janvier 2002).

terroristes.<sup>112</sup> Ainsi, des manoeuvres conjointes se déroulant sur les territoires tadjik et ouzbek, contigus de la frontière afghane, le *Southern Shield 2000* et regroupant des forces armées du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, de l'Arménie, de la Belarus et de la Russie constituent d'ailleurs un des premiers signes tangibles du retour de Moscou dans ce domaine. Alors, il s'agit des manoeuvres militaires importantes qui ne sont jamais tenues dans le cadre de la CEI.

En effet, on voit une série d'action au sein du Traité de sécurité collective au sein de la CEI. Tout d'abord, la construction d'un centre de l'anti-terrorisme est effectuée le 21 juin 2000. Donc, la durée des forces collectives qui se situent au Tadjikistan depuis la guerre civile tadjike en 1992 a été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2006. Ensuite, le 30 novembre 2000, les chefs d'États et de gouvernements de la CEI ont décidé de se comporter pour fin de consolider la stabilité de la région et contre les activités terroristes et dissidentes.<sup>113</sup>

Dans ce cadre, les pays signataires du traité de sécurité collective ont signé un nouveau traité de l'Organisation de sécurité collective en 2000. Le nouveau traité envisage des obligations beaucoup plus détaillées sur les dimensions sécuritaires et militaires. Le traité stipule la possibilité d'entrer des États-membres aux territoires des autres si jamais une force militaire est nécessaire dans cet État. En outre, le traité aide à acheter les équipements qui sont à l'origine russe à bon marché.

En mai 2002, on voit que les pays du Traité de sécurité collective ont décidé de construire l'Organisation de sécurité collective. Donc, le but principal est annoncé comme le contrôle plus facile des équipements militaires et la coopération étroite entre les pays membres.<sup>114</sup> Il faut aussi noter une série des essais militaires de la Russie et les pays de l'Organisation de sécurité collective au Tadjikistan. Il existe par ailleurs une base militaire à Kant pour consolider la stabilité de la région au sein de la CEI.

---

<sup>112</sup> Karam, *Asie Centrale...*, *op.cit.*, p.186.

<sup>113</sup> Dr.F.Purtaş, *Rusya Federasyonu Ekseninde Bağımsız Devletler Topluluğu*, Platin Yayınları, Ankara, 2005, p.268.

<sup>114</sup> *Ibid.*, 268.

Alors on peut constater que la crainte d'une déstabilisation de la région centrasiatique, après la guerre civile au Tadjikistan et la guerre en Afghanistan facilite aussi le retour de la Russie dans la région de l'Asie centrale. Evidemment, pour le part de la Russie investissant un rôle de Grand Frère jusqu'à la dislocation de l'URSS, ce retour en Asie centrale ne s'explique pas par une seule raison.<sup>115</sup>

On peut alors se focaliser sur les effets de la guerre en Afghanistan après les événements du septembre 2001 sur l'Asie centrale. En effet, l'Afghanistan constitue toujours une source d'instabilité pour cette région. Car, les dynamiques sécuritaires, ethniques, religieuses et aussi criminelles de la région d'Asie centrale viennent de l'Afghanistan. Il faut aussi dire que la guerre de l'Afghanistan en 2002 est le prolongement de la guerre civile tadjike. Alors, il existe aussi un lien important pour les pays d'Asie centrale. En d'autre terme, une nouvelle définition externe de la menace et de la sécurité devient en considération avec cette guerre en 2002. La place politique de la Russie en Asie centrale ne diminue pas.

Enfin, si on s'interroge le plan culturel à propos des relations entre les pays centrasiatiques et la Russie, il faut souligner qu'il n'y a pas de politique de coopérations similaires au modèle des relations. C'est pour ce que l'on ne voit pas des bourses pour étudier en Russie, des financements de l'enseignement russe etc. Il n'existe non plus les marchandises du système éducatif entre les pays de l'Asie centrale.

### **c) Sécurité économique : le seul atout d'intégration régionale**

Sur le plan économique, on constate une grande dépendance en Russie. Même si quelques pays de l'Asie centrale ont certaines ressources énergétiques, ils doivent utiliser les routes du transport. Dès l'indépendance, les pays producteurs sont soucieux d'exporter directement leurs hydrocarbures vers les marchés extérieurs. La raison est économique, car ils veulent bénéficier le plus vite possible des revenus de l'énergie, tandis que la Russie contrôle les conduits existant par l'intermédiaire de Transneft pour le pétrole et Gazprom pour le gaz. Alors, la

question stratégique majeure devient celle des voies d'exportation des hydrocarbures.<sup>116</sup>

On peut aussi imaginer une logique régionale, basée sur une intégration économique, un essor des échanges et de la collaboration au niveau des cinq républiques d'Asie centrale. En effet, une zone économique commune, l'Union économique d'Asie centrale (UEAC) a été fondée le 10 janvier 1994 par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Le Kirghizstan a adhéré à cet accord le 16 janvier 1994. Le Tadjikistan a obtenu le statut d'observateur en août 1995 et est devenu membre en mars 1998. La Russie bénéficie du statut d'observateur depuis août 1996 alors que le Turkménistan demeure à l'écart. L'objectif de l'Union était de promouvoir l'intégration économique au sein de la CEI. En 1995, au sommet d'Almaty, les dirigeants des États membres approuvaient le principe du libre-échange. Malgré des réalisations pratiques, les observateurs ont constaté la stagnation du processus et même un recul de l'intégration des républiques d'Asie centrale.<sup>117</sup> Si la perspective d'une intégration économique paraît souhaitable, les difficultés rencontrées sont nombreuses. Les économies d'Asie centrale ne sont guère complémentaires ; les stratégies divergeantes en matière de développement économique ainsi que l'absence de la volonté d'intégration régionale semblent aujourd'hui faire défaut au profit de la sécurité nationale.

L'UEAC succède à la Communauté économique d'Asie centrale (CEAC) fondée en 1998 par le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et dans laquelle la Russie avait le statut d'observateur, de même que la Géorgie, la Turquie et l'Ukraine. En outre, la Communauté économique d'Asie centrale a été réorganisée en 2001 en Organisation de coopération centrasiatique. Le 28 mai 2004, réunie à Astana, elle a approuvé à l'unanimité l'adhésion de la Russie.

Par ailleurs, le Kazakhstan, la Russie et la Belarus ont fondé une Union économique eurasiennne (CEE) en janvier 1995. Elle a été élargie en mars 1996 au

---

<sup>115</sup> H.Kimura, "Russia and the CIS in 2004, Putin's Offensive and Defensive Actions", *Asian Survey*, Vol.XLV, No.1, University of California Pres, Janvier/Février 2005, p.62.

<sup>116</sup> G. Gleason, "Foreign Policy and domestic reform in Central Asia", *Central Asian Survey*, Vol.20, No.2, 2001, p.176.

<sup>117</sup> D.Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS - The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, Royal Institute of International Affairs, London, 2000, pp.49-60.

Kirghizstan. Cette Union déborde l'espace géographique régional. De plus, en mars 1998, le Tadjikistan rejoint l'Union centrasiatique et adhère en février 1999 à l'union douanière composée de la Russie, de la Belarus, du Kazakhstan et du Kirghizstan. Elle ne semble guère avoir attiré les faveurs des autres républiques d'Asie centrale. On peut indiquer que l'adhésion du Kirghizstan à l'OMC en novembre 1998 et les restrictions imposées par le Kazakhstan à ses échanges avec ses partenaires engendrent des tensions au sein des relations centrasiatiques.<sup>118</sup> Selon Poutine, ce comportement de Bichkek est en contradiction avec les dispositions de la CEE.

Malgré ses ambitions, la CEI reste aujourd'hui une structure mal définie, aux objectifs flous. Il s'agit davantage d'un cadre où se juxtaposent les intérêts divergents des douze États membres plutôt qu'un lieu destiné à promouvoir la coopération multilatérale. Cette situation s'explique en partie par les difficultés économiques auxquelles les pays membres sont confrontés. De plus, les États réunis au sein de la CEI, malgré leur passé commun et leur complémentarité géographique, historique, économique, sont, sur les plans politique et économique, très inégaux. Les motivations qui ont conduit les républiques ex-soviétiques à devenir membres de la CEI sont d'ailleurs contradictoires.

Alors, il apparaît que pour chaque République de la région d'Asie centrale, la construction ou la reconstruction de l'identité nationale et d'un État, l'intégration interne du pays, la consolidation de l'indépendance, en somme la poursuite de ses intérêts personnels constitue des objectifs prioritaires. La question de l'intégration économique passe au second plan devant ces priorités.

## **2- La place de l'Asie Centrale dans la politique mondiale : le rôle des acteurs internationaux dans le domaine de sécurité**

Les facteurs de l'insécurité internes et externes en Asie centrale ne préparent pas une conjoncture favorable pour une identité commune et la confiance mutuelle entre les pays d'Asie centrale qui sont des réelles significations d'une communauté de sécurité malgré certaines conditions préalables du premier pilier d'une

---

<sup>118</sup> S. Cummings, "Eurasian Bridge or Murky Waters between East and West? Ideas, Identity and Output in Kazakhstan's Foreign Policy", *Journal of Communist Studies & Transition Politics*, p.143.

communauté de sécurité (la coopération dans des domaines militaires et économiques) existent. De plus, les effets négatifs des dimensions sécuritaires de la région laissent une place importante aux puissances extérieures pour établir éventuelles communautés de sécurité en Asie centrale. Dans ce cadre-là, on voit que la Russie a une place primordiale sur les relations des pays de la région. Cependant, il faut aussi se focaliser sur les initiatives de chaque pays d'Asie centrale des coopérations externes pour leurs propres intérêts à un degré moindre de la Russie. En vérité, ces puissances externes telles que la Chine, les États-Unis et les autres puissances régionales prennent aussi en compte leurs propres intérêts dans la région.

#### **a) Le facteur chinois dans les modèles de communauté de sécurité : la discussion de la coopération de Shanghai**

Partageant 3000 kilomètres de frontières avec les républiques d'Asie centrale, la Chine dès la dislocation de l'Union soviétique a fait valoir ses intérêts vis-à-vis des États de la région. Des préoccupations majeures ont contribué à structurer sa politique étrangère à leur égard. Il s'agit, d'une part, de combattre le séparatisme ouïgour dans la région autonome du Xinjiang, et notamment d'éviter que l'Asie centrale ne serve de base arrière à d'éventuels groupes armés séparatistes. Cette volonté a, de fait, favorisé la coopération entre Pékin et les États centrasiatiques en matière de sécurité des frontières et de lutte contre le terrorisme. La Chine est alors redoutée l'extension du fondamentalisme islamique à ses populations musulmanes à travers l'instabilité tadjike et le conflit afghan.<sup>119</sup>

D'autre part, percevant l'émergence d'un monde unipolaire américain à la fin de la Guerre Froide, la Chine s'est efforcée de promouvoir le thème de la multipolarité dans les relations internationales. Ainsi, le Kazakhstan et le Kirghizstan craignent la poussée démographique chinoise. Enfin, confrontée à une explosion de la demande d'énergie, la Chine a cherché à consolider sa sécurité énergétique et à s'assurer d'un accès aux ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale.<sup>120</sup> Par ailleurs, il faut indiquer le Turkménistan qui essaye d'utiliser ses ressources énergétiques pour sa situation géopolitique. Dans ce

---

<sup>119</sup> M. Clarke, "Xinjiang and China's relations with Central Asia, 1991-2001: Across the Domestic-Foreign Frontier?", *Asian Ethnicity*, Vol.4, No.2, Juin 2003, pp. 218.



cadre-là, le président Turkménbashi augmente ses relations économiques et politiques avec la Chine.<sup>121</sup>

La Chine a une perception de menace avec une éventuelle présence durable des États-Unis en Asie centrale. C'est cette perception d'un autre rival qui précipite le rapprochement sino-russe. Pour contrer l'influence grandissante des États-Unis, la Chine joue en fait un rôle actif dans la création du groupe de Shanghai cinq. L'accord du 26 avril 1996 entre la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, la Chine engage les parties à renoncer à l'usage de la force et à ne pas rechercher un avantage militaire unilatéral. L'Ouzbékistan y rejoint plus tard. De différentes mesures tendent à réduire les tensions aux frontières communes voire échange d'informations concernant le déploiement des forces militaires, notification préalable des manœuvres militaires près des frontières, réduction des exercices militaires et inspections mutuelles.

Ensuite, un nouvel accord est signé à Moscou le 24 avril 1997 et instaure un seuil pour les forces terrestres, aériennes tactiques et de défense aérienne déployées dans une zone de 100 km de part et d'autre de la frontière avec la Chine.<sup>122</sup> En fait, il ne s'agit pas véritablement d'une réduction des forces en présence, mais plutôt d'un gel en l'état. La lutte contre le terrorisme islamiste est érigée au rang des priorités du groupe de Shanghai Ce dernier devient Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Dans ce cadre-là, il faut souligner que la Chine veut s'assurer su soutien formel de ses partenaires contre le séparatisme ouïgour. En outre, la priorité de la diplomatie chinoise est l'ouverture d'un axe transcontinental eurasien vital en raison des importantes réserves d'hydrocarbures, la Chine important le tiers du pétrole qu'elle consomme.<sup>123</sup> Parmi les questions d'intérêt commun, le terrorisme islamiste figure en tête des priorités et est crée à Bichkek au Kirghizstan un centre antiterroriste.

Dans ce cadre-là, on peut demander si la coopération de Shanghai est une sorte d'une construction de la communauté de sécurité en Asie centrale. La réponse est clairement discernable si on se focalise sur les initiatives militaires collectives

---

<sup>120</sup> Allison, *op.cit.*, p.153.

<sup>121</sup> D. Kimmage, "2005 in Review : The Geopolitical Game in Central Asia", *Radio Free Europe Radio Liberty*, [www.rferl.org](http://www.rferl.org), (vu le 29/12/2005).

<sup>122</sup> Karam, *Asie Centrale...*, *op.cit.*, p.159.

des pays d'Asie centrale au sein de la guerre civile tadjike entre 1992-1997. Ainsi, l'aide militaire de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan peuvent être expliqués par une sorte de commencement d'une communauté de sécurité au cas où il y a une menace sérieuse. En fait, cette efficacité peut être expliquée par la coopération de la Russie et la Chine avec les pays de la région en matière de la sécurité.

En dépit des déséquilibres géopolitiques provoqués en Asie centrale par les événements consécutifs au 11 septembre 2001, la Chine est parvenue à préserver et même à asseoir son statut de puissance dans la région.<sup>124</sup> Si son influence dans la zone est encore sans commune mesure avec celle que la Russie exerce dans le domaine de la sécurité, elle tend toutefois à croître sous l'effet conjugué des différents acquis dont elle peut désormais se prévaloir: une contiguïté territoriale créant une forte communauté d'intérêts, en particulier face à la menace terroriste; une interdépendance économique croissante, reposant en partie sur le développement de la coopération en matière énergétique; une organisation régionale, susceptible de servir de vecteur de puissance, notamment dans l'hypothèse d'élargissements à de nouveaux États; et une alternative stratégique visible pour les dirigeants des républiques centrasiatiques.

Si on parle des relations des pays d'Asie centrale avec la Chine, on voit que la Chine n'acceptait jamais les frontières instaurées par l'Empire russe, pourtant elle négocie avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan en matière de la démarcation des frontières réciproques.<sup>125</sup> D'autre part, dans le cadre de l'accord de l'OCS, la Chine entretient une coopération sur les questions sécuritaires avec tous ses voisins centrasiatiques. En tout cas, malgré sa politique actuellement modérée, la Chine, ayant la volonté d'être une grande puissance et le poids démographique, peut constituer une cause d'inquiétude pour les pays de l'Asie centrale.

---

<sup>123</sup> A.Misra, "Shanghai 5 and the emerging alliance in Central Asia: the closed society and its enemies", *Central Asian Survey*, Vol.20, No.3, 2001, p.319.

<sup>124</sup> A. Jafalian, "Equilibres géopolitiques en Asie centrale: La montée en puissance de la Chine", *Annuaire stratégique et militaire*, [http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/aj\\_asm2005.pdf](http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/aj_asm2005.pdf), Paris, 2005, p.138.

<sup>125</sup> A.Kuchins, "The Emerging Sino-Russian Strategic Partnership and Eurasian Security", *PONARS Policy Memo no:11*, Center for Strategic and International Studies, <http://www.csis.org>, (vu l'Octobre 1997).

## **b) La nouvelle présence des Etats-Unis : percée hégémonique ou arbitre de la paix régionale ?**

La politique des États-Unis peut être résumée en six points particuliers. Tout d'abord, on peut souligner le soutien des États-Unis à l'indépendance et à la souveraineté de chaque État d'Asie centrale. Ensuite, on constate leur assistance pour l'établissement d'une économie de marché et d'un gouvernement démocratique. En outre, ils sont pour l'aide en matière de l'intégration de ces États dans les organisations internationales et dans les institutions financières internationales ainsi qu'à leur participation au dialogue de sécurité euro atlantique.

Par ailleurs, les États-Unis encouragent les États d'Asie centrale pour la poursuite des relations pacifiques avec leurs voisins afin de créer les conditions d'une meilleure coopération entre eux et contribuer à la résolution des conflits locaux. Dans ce cadre-là, il faut aussi indiquer la contribution américaine à la prévention de la prolifération des armes de destruction massives, à la lutte contre le terrorisme internationale, le trafic des stupéfiants et la dégradation de l'environnement ainsi que le soutien aux intérêts commerciaux américains et à la politique de diversification globale des ressources énergétiques.<sup>126</sup>

Il existe par ailleurs l'idée que la présence militaire américaine peut faciliter la protection des intérêts économique stratégiques des pays d'Asie centrale, notamment des projets et investissement relatifs à la construction des oléoducs. Car, la Chevron et l'Unocal qui sont deux importantes compagnies pétrolières américaines jouent un rôle d'influence dans toute l'Asie centrale et dans le Caucase. Alors, les États-Unis mènent une action économique et sociale importante par les investissements ou encore l'octroi de bourses aux étudiants. De plus, l'une des perspectives stratégiques est d'installer des troupes durablement dans la région et de promouvoir à Kaboul un régime sous tutelle, sans être forcément contraint d'y positionner des troupes au sol.

En ce qui concerne la politique européenne en Asie centrale, l'Union européenne est très présente en Asie centrale. Elle possède en effet d'importants

---

<sup>126</sup> Gleason, "Interstate Cooperation...", *op.cit.*, p.1087.

intérêts géopolitiques et économiques en tant que consommateur potentiel de produits énergétiques et fournisseur de capitaux d'investissement, de services et d'équipement. Sa politique vise à préserver la stabilité de la région, par l'intermédiaire de la mise en place d'institutions démocratiques représentatives, l'atténuation des causes de conflit et la poursuite de la promotion des réformes économiques. L'Union européenne est également un important fournisseur d'aide pour les pays les plus pauvres comme le Kirghizstan et le Tadjikistan par le biais de l'Office humanitaire de la Communauté européenne. En effet, le degré de coopération avec les gouvernements occidentaux dépend du climat qui prévaut dans les rapports entre la Russie et l'Occident.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont été l'occasion pour les États-Unis d'annoncer une guerre contre les réseaux terroristes. Les républiques d'Asie centrale se sont ralliées à cet appel. L'armée américaine a pu utiliser leur territoire comme base d'attaque contre l'Afghanistan. En Kirghizistan, elle a pu transformer en base militaire l'ancien aéroport civil de Manas. En Ouzbékistan, elle a reçu la base militaire de Khanabad. En 2002, en Afghanistan, les Américains ont construit trois autres bases. A la fin de l'an dernier, ils ont encore entamé la construction de neuf nouvelles bases. En ce moment, 2.500 de leurs hommes sont stationnés en Ouzbékistan et Kirghizistan. En Afghanistan, ils ont 18.500 hommes sous le commandement américain et 8.500 autres sous le commandement de l'OTAN.<sup>127</sup>

En effet, les États-Unis voient l'Ouzbékistan et le Kazakhstan comme des deux pays essentiels pour leur positionnement en Asie centrale; l'Ouzbékistan était catégorisé comme un partenaire stratégique et sécuritaire et le Kazakhstan, comme un partenaire économique.<sup>128</sup> Les États-Unis se sont donc d'abord rapprochés du Kazakhstan du fait du programme de démantèlement de l'arsenal nucléaire et de l'attraction exercée par les ressources pétrolières du pays. Cependant, les relations avec Astana se sont progressivement distendues, parce que la Russie et la Chine deviennent de deux puissances très importantes pour la Kazakhstan pour ses

---

<sup>127</sup> I. Facon, "Le 11 septembre: en nouveau souffle dans les relations russo-américaines?", *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>.

<sup>128</sup> R. Burnashev, "Regional Security in Central Asia: Military Aspects", in R. Allison (éd.), *Central Asia A Gathering Storm*, M. E. Sharpe, New York, 2002, p.118.

objectifs énergétiques et son unité nationale contre la menace d'existence de la population non-kazakhe.

A propos des relations avec l'Ouzbékistan, les États-Unis ont connu une évolution en sens inverse du cas des relations avec le Kazakhstan. Au début, la question du respect des droits de l'homme a détourné des États-Unis. Cependant, les choses ont progressivement évolué. Alors, la volonté affirmée de l'Ouzbékistan de s'émanciper de la tutelle russe et de devenir un pivot régional a amené Tachkent à se rapprocher des États-Unis. Donc, un accord de coopération militaire a d'ailleurs été aussi conclu entre les deux pays. Cependant, il faut aussi se focaliser sur le nouvel enjeu avec les États-Unis. En effet, la Chine, la Russie et quatre républiques d'Asie centrale ont sommé les États-Unis de retirer leurs troupes de la région d'Asie centrale. Lors de la session de clôture de l'assemblée annuelle du Groupe de Shanghai, les États membres ont déclaré qu'il était temps pour les Américains de quitter l'Asie centrale et l'Afghanistan. Dans ce cadre-là, le ministre ouzbek des Affaires étrangères a signifié à l'ambassadeur des États-Unis qu'ils avaient 180 jours pour retirer soldats et bases militaires d'Ouzbékistan à partir du 29 juillet 2005.<sup>129</sup>

Il faut dire que le Kirghizistan n'a pas une importance économique mais aussi stratégique et militaire pour les États-Unis avec l'existence d'une base militaire aérienne après la guerre en Afghanistan. Au Kirghizistan, les autorités américaines sont attentives au trafic international de la drogue qui transite également par le territoire de ce petit pays. Néanmoins, la surestimation des intérêts américains pourrait en effet conduire à un engagement sans véritable objet. Au début de l'année 2006, on voit par ailleurs une initiative d'un traité entre le Kirghizistan et les États-Unis qui permet d'utiliser la base aérienne de Ganci, Manas par les américains. Cependant, les pays de l'OCS réclament leurs réactions négatives contre cette décision. En vérité, l'objectif principal du Kirghizistan est d'accroître l'aide financier des États-Unis.<sup>130</sup>

Si on s'interroge sur le cas au Turkménistan, il faut surtout souligner la neutralité active du Turkménistan. Alors, ni les États-Unis ni la Russie ne peuvent demander

---

<sup>129</sup> D.Kimmagine, "2005 in review: The Geopolitical Game in Central Asia", *RFERL Radio Free Europe Research Report*, [www.rferl.com](http://www.rferl.com), (vu le 29.12.2005).

le Turkménistan à s'engager dans des coopérations militaires et économiques voire la condition des relations au sein de la guerre en Afghanistan en 2002. D'ailleurs, les États-Unis focalisent leur intérêt sur le Turkménistan sur les ressources en gaz de ce pays et sa proximité avec l'Iran. Toutefois, il faut souligner les relations croissantes de Turkménistan avec la Chine en matière des ressources énergétiques. Par ailleurs, les États-Unis s'intéressent à l'évolution de la situation du Tadjikistan ainsi qu'aux activités iraniennes auprès des Tadjiks. Les États-Unis s'inquiètent par ailleurs de l'essor du trafic de la drogue qui transite par le pays.

De même, il faut toujours souligner que les États-Unis font toujours attention à l'axe privilégié avec la Russie. Autrement dit, les États-Unis acceptent la priorité de la Russie dans les enjeux en Asie centrale. Donc, les États-Unis rejettent une tentation d'une présence armée permanente en Ouzbékistan.

### **c) Le rôle des relations économiques : la place de l'Organisation de la Coopération économique (OCE)**

Les pays d'Asie centrale évitent le commerce entre eux en devises faibles et s'adressent à des clients payant à des cours mondiaux en devises convertibles. Dans ce cadre-là, il ne faut pas oublier le handicap de leur enclavement mais des organisations régionales aident à assurer l'ouverture sur l'extérieur. Certaines logiques de régionalisation ont également été proposées, on en aborder quelques exemples. Les républiques d'Asie centrale sont membres d'organismes de coopération comme l'Organisation de coopération économique (OCE) et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). De même, ces initiatives de la coopération régionale restent symboliques.

Si on s'interroge sur l'OCE, qui était avant l'Organisation régionale pour le développement et la coopération, fondée en 1967 par l'Iran, la Turquie et le Pakistan, et dont le siège est à Téhéran. L'ouverture politique de l'Asie centrale a redonné vie à l'OCE. De plus, on observe que les pays d'Asie centrale s'y adhèrent après leur indépendance et elle regroupe depuis novembre 1992 dix États dont l'Iran, le Pakistan, la Turquie, les cinq républiques d'Asie centrale ex-soviétique et

---

<sup>130</sup> Pannier, *op.cit.*, (vu le 25.01.2006).

enfin l'Azerbaïdjan et l'Afghanistan.<sup>131</sup> L'OCE allait permettre les pays d'Asie centrale de s'orienter vers un espace historiquement, linguistiquement, ethniquement et culturellement proche.

Pourtant, l'OCE est confrontée à de nombreux périls. Les conflits qui font rage en Afghanistan, au Tadjikistan et dans le Caucase ainsi que la lutte d'influence que se livrent Ankara, Téhéran et Islamabad en Asie centrale freinent la stabilisation régionale. Malgré les atouts réels dont disposent cette organisation régionale et les développements institutionnels importants, elle tarde cependant à remplir les espoirs et les attentes des États-membres. Si la différence d'orientation idéologique et aussi de politique étrangère des États qui la composent, ainsi qu'une certaine rivalité politique au sein même de l'organisation entre ces membres entravent l'essor de la coopération, on observe également que dans le domaine économique, l'organisation ne parvient pas à mettre en place une dynamique réelle susceptible de faire de la région, un pôle important dans le système économique mondial.

Cette faible coopération se retrouve dans les relations avec les puissances extérieures à l'espace centrasiatique. En effet, la Turquie crée une agence de coopération spéciale pour l'Asie centrale (TİKA) et offre des milliers de bourses pour les étudiants centrasiatiques. D'autres part, des confréries religieuses voire les Fethoullahs s'efforcent de s'établir dans les républiques centrasiatiques.<sup>132</sup> Elle a aussi des entreprises en matière de la construction, du transport, de l'informatique etc. De même, la Turquie réalise 90% de ses échanges économiques concernant l'ex-URSS avec la Russie et l'Ukraine, et donc n'a guère envie d'entrer en compétition avec la Russie pour l'Asie centrale.

Quant à l'Iran, ce pays-là n'a pas vu dans la chute de l'URSS une occasion d'étendre son influence dans une région qui ne compte pas de chiïtes. L'Iran s'efforce de rester très proche de la Russie, malgré son soutien à l'Opposition islamique de Tadjikistan. De plus, l'Iran pousse l'Opposition islamique de

---

<sup>131</sup> E. Büyükakıncı, "Patterns of Integration in Central Asia", *Perceptions*, Vol.5, No.1, Mars-Mai 2000, p.70.

<sup>132</sup> K.L. Afrasiabi, "The Economic Cooperation Organization: Regionalization in a Competitive Context", *Mediterranean Quarterly*, Automne 2001, p. 69.

Tadjikistan à négocier avec le gouvernement tadjik sous l'égide des Russes, aboutissant ainsi au compromis de juin 1997, signé à Moscou. En effet, une des raisons de la relative stabilité du Tadjikistan dans les années suivantes est justement la pression exercée par l'Iran et la Russie pour qu'ils respectent le cessez-le-feu.<sup>133</sup> En outre, avec le Turkménistan, l'Iran développe des liens économiques bilatéraux essentiellement centrés sur l'exploitation du gaz turkmène par l'Iran, en dépit des sanctions américaines. Ainsi, les relations de Téhéran avec l'Ouzbékistan sont froides, car l'Ouzbékistan soupçonne l'Iran de soutenir à la fois les Tadjiks et les islamistes radicaux. Comme on peut constater, il y a un grand souci de la confiance entre les pays centrasiatiques et ce souci affecte toutes sortes des relations même entre ces pays-là et avec les puissances extérieures.

### **3- La réponse unilatérale des pays d'Asie centrale face aux initiatives de coopération externes**

La stabilité de l'ensemble de la région de l'Asie centrale dépend tant de l'attitude de la communauté internationale que de la politique adoptée par les différents gouvernements de la région. Dans cette thèse, on analyse l'approche globale des principaux acteurs extérieurs et en insistant sur la nécessité d'une politique de sécurité des pays d'Asie centrale. Alors, on examine le contexte institutionnel et montre que les conditions d'ensemble de l'ouverture de la "communauté de sécurité" ne sont pas généralement favorables en Asie centrale.

Il faut alors souligner le fait que les menaces pesant sur les républiques d'Asie centrale découlent principalement de la situation interne de ces pays. Les gouvernements en place, par leur autoritarisme croissant, verrouillent l'espace politique. Ces pays selon leur passé politique et religieux, leurs ressources hydrauliques et minérales, leur situation géographique et les influences extérieures auxquelles ils sont soumis. Tous les pays de l'Asie centrale adoptent des lois

---

<sup>133</sup> S. Baycaun, "SSCB Sonrası Orta Asya'da Entegrasyon Arayışları: Olumlu ve Olumsuz Faktörler", *Stratejik Analiz*, Vol.2, No.25, Mai 2002, p.68.



privilégiant leur langue nationale sur le russe. Cependant, en pratique, la langue russe est en priorité.<sup>134</sup>

Si on s'interroge sur le niveau de la coopération interétatique en Asie centrale, on constate qu'il n'y a pas de relations transnationales. C'est à-dire que les pays d'Asie centrale ne permettent pas de laisser leur souveraineté politique. Ainsi, il y a des accords bilatéraux entre eux-mêmes et il existe plutôt des relations avec les puissances extérieures comme la Russie, la Chine et les États-Unis.

Aucune forme de coopération régionale ne s'est développée entre les républiques d'Asie centrale. Au contraire, les tensions et les rivalités se sont accrues tout au long de la première décennie d'indépendance. Il existe par exemple très peu de vols directs entre les capitales. Les ambassades d'un pays à l'autre ont ouvert tardivement la première ambassade d'Ouzbékistan au Tadjikistan ouvre en 1999 et l'obligation des visas entre républiques a été systématisée en 1999 et 2000. Alors, les frontières sont aujourd'hui matérialisées et parfois difficilement franchissables.<sup>135</sup> Alors, on constate que les éléments nécessaires pour une "communauté de sécurité" n'existent pas en Asie centrale.

En effet, tous ces acteurs considèrent qu'ils ont des intérêts légitimes à défendre en Asie centrale. Tous les pays présents en Asie centrale effectuent d'investissements importants dans le secteur de l'énergie, d'où le besoin d'accords internationaux sur les voies de transport vers l'ouest. De leur côté, les gouvernements d'Asie centrale perçoivent l'engagement de ces États et de ces institutions internationales comme l'une des garanties fondamentales de leur stabilité, de leur indépendance et de leur développement économique. En outre, ils usent de la politique étrangère comme une marque de la différenciation dans leurs relations avec la communauté mondiale.

La Russie conserve cependant encore des atouts dont le premier est la faiblesse relative des États de la région par rapport à elle. Le Tadjikistan par

---

<sup>134</sup> J.Golliet, "L'Asie centrale entre la stabilité et les tentations centrifuges", *Relations Internationales et stratégiques*, No.13, Printemps 1994, pp.120-125.

<sup>135</sup> O.Roy, " l'Asie centrale prend la large", *Politique Internationale*, No.82, Hiver 1998-1999, pp.125-128.

exemple dépend d'elle pour assurer la surveillance de ses frontières avec l'Afghanistan. Par ailleurs, l'Ouzbékistan, au début, a rejoint le GUUAM, et non pas à l'OCS. Cependant, ensuite ce pays-là devient aussi le membre de l'OCS dont un des buts principaux est contrebalancer l'influence des États-Unis en Asie centrale. De même, le Kirghizstan peut-être tenté de recourir à Moscou si la pression de Pékin se fait un jour trop fort.

Quant au Kazakhstan, il est fragilisé par la présence d'une forte minorité russophone au nord du pays. En dépit de ses solides atouts économiques, l'économie du Kazakhstan est intégrée dans la Russie. En effet, le Kazakhstan préfère un cadre multilatéral pour contrebalancer la toute-puissance russe et éviter les décisions à sens unique au profit du plus fort. Donc, ce pays soutient la CEI. Au Kazakhstan, les minorités étrangères russe jouent aujourd'hui un rôle non négligeable dans la politique régionale. Au contraire, l'approche du Turkménistan est exactement inverse. Toute idée du renforcement de la CEI provoque une résistance par le Turkménistan. Selon ce pays, la CEI doit rester un organe consultatif. De plus, il accorde la priorité aux relations bilatérales.<sup>136</sup>

On s'interroge donc sur les similarités entre les États d'Asie centrale. Dans ce cadre, on constate une histoire commune qui est l'héritage soviétique. Leur système politique établit un facteur négatif pour une "communauté de sécurité". Dans tous les États d'Asie centrale, le tribalisme et l'existence des clans régionaux, le régionalisme ainsi que les régimes autoritaires construisent des obstacles contre la "communauté de sécurité". Il faut aussi indiquer les ethnies multiples en Asie centrale.

Alors l'Asie centrale apparaît actuellement diversifiée. Malgré leur passé soviétique commun, les États d'Asie centrale sont aujourd'hui de plus en plus différents les uns des autres. Tandis que cette différenciation, fondée sur des considérations géopolitiques et des choix de stratégies de transition variées, n'a pas empêché la persistance de certains traits communs, ces initiatives de coopération n'arrivent pas à un établissement d'une "communauté de sécurité". De l'autre côté, du fait de leur habilité à maintenir les anciennes élites du système soviétique en

---

<sup>136</sup> Gleason, "Foreign Policy...", *op.cit.*, p.176.

place sous une nouvelle façade, les présidents des républiques d'Asie centrale, à l'exception du Tadjikistan, ont été capables d'assurer une certaine stabilité à leur pays malgré les difficultés économiques et sociales. Ils ont également réussi à éviter l'éclatement de troubles interethniques graves, ce qui constitue un bilan non négligeable. Le prix de cette stabilité relative a été cependant la montée de l'autoritarisme et de la répression de toute opposition politique. Pour l'avenir, l'évolution de la situation en Russie va cependant influencer dans une large mesure les orientations de l'Asie centrale.

On peut aussi parler du cas de la protection des minorités russes qui est l'enjeu brûlant de politique intérieure des pays d'Asie centrale. Dans ce cadre-là, on constate encore une divergence des intérêts donc une différence des approches entre les pays de l'Asie centrale. Ainsi, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan veulent éviter l'exode des Russes qui occupent les postes les plus qualifiés et maintenir les bonnes relations avec la Russie en matière de ce sujet-là. Par exemple, le Kirghizstan dont l'armée est constituée majoritairement d'officiers russes, a besoin de l'alliance avec la Russie face au danger potentiel que représente son voisin chinois. En outre, le Tadjikistan ne peut se passer des troupes russes qui assurent la pérennité du régime face à l'opposition armée. De l'autre, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan le refusent pour des raisons de souveraineté. Alors, on peut voir que les pays d'Asie centrale ne s'intéressent qu'à leur survie politique quand ils s'engagent de faire des coopérations avec des autres pays.

Les organisations institutionnelles existent également dans la région. L'OSCE fournit un cadre institutionnel pour le retrait des troupes des États et organise des missions d'observateurs en Asie centrale, ce qui lui permet de jouer un rôle dans la gestion des questions liées aux minorités. On peut également citer le Partenariat pour la Paix de l'OTAN (PpP) et le Conseil de partenariat euro atlantique. Cependant, il est clair que les organisations institutionnelles voire l'OSCE ne peuvent pas être efficace dans des régions stratégiques comme l'Asie centrale. Alors, l'Asie centrale n'est pas une région dans laquelle l'OSCE qui est apparemment efficace. Autrement dit, l'OSCE étant une organisation qui est une "communauté de sécurité" n'est pas un exemple applicable en Asie centrale, car

l'objectif de l'OSCE voire la démocratisation n'aide pas à établir une "communauté de sécurité" en Asie centrale.<sup>137</sup>

Les organisations sont alors insuffisamment structurées et ne disposent que d'organisations embryonnaires pour s'exprimer en leur nom collectif. En vérité, tous ces organismes sont des coquilles vides où peu de vraies décisions sont prises. Alors, l'avenir et l'efficacité de ces associations sont incertains. Parce que, comme on l'a déjà indiqué le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont rivaux plus que partenaires. Sur le plan économique, ils sont tous les deux producteurs d'énergie. En d'autre terme, chacun dénonce chez l'autre la propension à se poser en leader de la région. Il faut aussi rappeler que le Turkménistan rejette ces associations et estime que ses ressources économiques sont suffisantes pour sortir de la crise. En tout cas, on peut bien évident constater que les pays centrasiatiques se comportent selon leurs intérêts propres et selon la conjoncture changeante. Alors leurs initiatives ne veulent dire jamais la signification de leur demande d'une "communauté de sécurité".

En conclusion, le processus d'intégration de sécurité en Asie centrale a plus de risque d'échec que ce que la "communauté de sécurité" pluraliste peut peut-être fonctionner dans la partie du continent. Dans ce cadre-là, il est certainement probable que la région centrasiatique soit à nouveau le théâtre des rivalités entre les grandes puissances internationales, qui encourageraient ou exploiteraient les nationalismes locaux. Dans toute l'Asie centrale, les intérêts nationaux de chacun des États de la région prennent la place prioritaire dans ces considérations.

Pour terminer, on aborde que les conditions générales de l'ouverture de la "communauté de sécurité" centrasiatique ne paraissent pas très favorables et on examine certaines perspectives pour parvenir à cet objectif. Les pays d'Asie centrale souhaitent avant tout s'assurer que leur propre sécurité sera maintenue. Alors, on voit que le principal objectif des pays d'Asie centrale n'est pas de bâtir des alliances durables pour enlever les différences entre eux-mêmes, parce que la fragilité internes de ces pays ne permettent pas à établir les conditions nécessaires pour une "communauté de sécurité". Dans ce contexte, les pays d'Asie centrale préfèrent de faire des alliances avec des autres puissances externes ainsi qu'ils

---

<sup>137</sup> Karam, *Asie Centrale...*, *op.cit.*, p.183.

rejointes à certaines coopérations stratégiquement militaires, politiques, économiques pour sauvegarder leurs propres intérêts et pour consolider leur survie politique.

## CONCLUSION

Les problèmes sécuritaires qui sont plus apparemment en scène après la fin de la Guerre froide créent une conjoncture instable pour les pays. La construction des communautés de sécurité est une des réponses à ce contexte instable du monde. L'objectif de cette étude est de présenter les vues des pays d'Asie centrale sur les perspectives qu'ils ont d'entrer dans la zone de paix durable que l'on appelle théoriquement comme la "communauté de sécurité". On indique de principaux points sur lesquels on s'accorde. Premièrement, les pays d'Asie centrale ne sont pas tous convaincus que le retour de la région et la transformation actuelle de l'Asie centrale en une zone de démocraties stables, partageant les valeurs et les comportements démocratiques est irréversible. Parce qu'ils soulignent notamment leur fragilité nationale. Ils ont d'abord les autres problèmes comme la dépendance de l'économie au Russie, les conflits ethniques et régionaux etc. à résoudre. Deuxièmement, les institutions régionales ne sont pas la clé de voûte d'une communauté de la sécurité. Tout en se félicitant de voir la CEI, l'Organisation de Shanghai, l'OCE etc. maintenir et étendre son rôle en tant qu'instance du dialogue centrasiatique et en tant que gardienne des droits et des principes en théorie pour toute la région, ils ne lui font pas confiance du point de vue de la sécurité collective. Enfin, on voit que les pays d'Asie centrale essayent de répondre aux initiatives de coopération régionales selon leurs intérêts propres.

En Asie centrale, il existe des obstacles contre un établissement d'une "communauté de sécurité". La condition d'Asie centrale ne facilite pas en fait d'établir la "communauté de sécurité". Comme les pays d'Asie centrale gagnent leur indépendance il y a seize ans, il existe une très grande fragilité et la sensibilité politique, sociale et économique. Leur système politique n'est pas encore consolidé. Alors, il y a évidemment une sorte de rivalité et aussi une incertitude entre les pays d'Asie centrale même s'il existe des coopérations multiples. Ainsi, on voit la priorité d'une logique d'unilatéralisme et d'Étatisme. C'est pourquoi, s'il jamais une crise met en scène, la différence de Nous et d'Autrui serait développée entre ces pays.

Les dynamiques internes dans la région sont extrêmement hétérogènes. Alors, si on s'interroge sur des points de rencontres entre les différentes composantes regroupées sous un terme de la "communauté de sécurité", on constate que cette expression ne répond encore à aucune réalité tangible en Asie centrale. Les divisions internes parmi les Etats d'Asie centrale entravent la coopération interrégionale. Par ailleurs, la fragilité de la sécurité régionale entrave le redressement économique; la baisse du niveau de vie matérielle et l'inefficacité du système de sécurité sociale ont provoqué le sentiment extrémiste. Dans ce cadre-là, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont opté pour une plus étroite coopération régionale. D'ailleurs, le Tadjikistan, avec son économie en ruine et la présence de 25.000 soldats russes sur son territoire en guerre civile entre 1992-1997, reste entièrement à côté de la Russie. Au Turkménistan, Turkménbashi a déclaré la neutralité de son pays et refuse de participer à tout forum régional.

Il faut aussi ajouter que les Républiques d'Asie centrale cherchent des options de coopérations hors de la région pour obtenir de la sécurité nationale et la croissance économique. Afin de briser leur enclavement territorial et d'atteindre les marchés internationaux, les pays d'Asie centrale doivent nécessairement utiliser les réseaux de transport des autres pays. La dépendance économique des Républiques d'Asie centrale à l'égard de la Russie est aussi en scène. Alors, en dépit de leur chute constante en volume, la moitié des échanges commerciaux de l'Asie centrale s'effectuent encore avec des pays membres de la CEI. De plus, les autorités régionales d'Asie centrale s'efforcent de tisser de nouveaux liens commerciaux avec la Chine et l'Union européenne. Il en va de même avec les grandes firmes américaines qui sont impliquées dans de grands projets. Les intérêts économiques des Etats-Unis sont relayés par un nouvel activisme géopolitique.

En tout cas, il faut remarquer que les politiques étrangères des pays de la région se développent différemment les uns des autres. Ainsi, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan sont toujours plus proches à côté de la Russie pour des raisons de la dimension sécuritaires. C'est à-dire que le Kazakhstan avec sa population importante des russes et le Kirghizstan avec la disparité entre le Nord et le Sud ainsi que le Tadjikistan avec sa fragilité des groupements ethniques et islamiques constituent des politiques étrangères donnent l'importance à la Russie.

De l'autre côté, le Turkménistan suit la politique de la neutralité active. Donc, ce pays ne participe pas à aucune des groupements ni des initiatives des communautés de sécurité en Asie centrale. Il choisit de la politique d'isolationisme. Enfin, si on se focalise sur l'Ouzbékistan, ce pays suit une politique de la neutralité passive. C'est pourquoi, ce pays ne participent pas à des engagements sérieux des coopérations, des alliances et essayent de garder ses propres intérêts.

En résumé, on peut en général catégoriser la situation en Asie centrale en trois grandes catégories pour expliquer la possibilité d'une communauté de sécurité dans la région. Alors, le premier axe des pays, c'est l'isolationisme qui est totalement accepté par le Turkménistan. Deuxièmement, on constate la possibilité des coopérations externes et des alliances avec les puissances externes qui est défendue par le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. On voit que l'Ouzbékistan est entre ces deux axes. Par ailleurs, le troisième possibilité qui est le régionalisme (dite la communauté de sécurité) n'est pas envisagée dans la région.

On voit finalement que les pays d'Asie centrale préfèrent de faire la coopération avec les autres puissances au lieu de choisir de coopérer entre eux-mêmes. Ils ajoutent toujours une grande puissance dans leurs initiatives d'organisations. Dans ce cadre, on peut indiquer la raison principale comme les fragilités internes des pays d'Asie centrale. Puisque les conditions fragiles internes en Asie centrale n'établissent pas une situation favorable pour une "communauté de sécurité", les pays d'Asie centrale choisent de s'adhérer aux coopération externes.



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux:

- ADLER. Emanuel, *Communitarian International Relations, The epistemic foundations of International Relations*, Routledge, New York, 2005.
- ADLER. Emanuel, BARNETT. Michael, *Security Communities*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.
- ALLISON. Roy, JONSON. Lena, *Central Asian Security, The New International Context*, Royal Institute of International Affaires, London, 2001.
- ANDERSON. John, *Kyrgyzstan, Central Asia's island of democracy?*, Amsterdam, 1999.
- BUZAN. Barry, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Brighton, Harvester Wheatsheaf, 1991.
- CAGNAT. René, *La Rumeur des steppes, Aral, Asie Centrale, Russie*, Lille, 1999.
- DEUTSCH. W. Karl, *The Growth of Nations: Some Recurrent Patterns of Political and Social Integration*, Irvington Publishers.Inc, New York, 1953.
- DEUTSCH. W. Karl, *The Analysis of International Relations Third Edition*, Prentice Hall, London, 1988.
- DEUTSCH. W. Karl, et al., *Political Community and the North Atlantic Area: International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton University Press, Princeton, 1957.
- JONSON. Lena, *Keeping the Peace in the CIS - The Evolution of Russian Policy*, The Royal Institute of International Affaires, London, 1999.
- HUNTER. Shireen, *Central Asia Since Independence*, The Washington Papers, Washington, 1996.
- KARAM. Patrick, *Asie centrale - Le nouveau grand jeu*, Editions de l'Harmattan, 2002.
- KARAM. Patrick, *Le retour de l'islam dans l'ex-empire Russe*, Editions de l'Harmattan, 1996.
- LAPIDUS, W.Gail, *The New Russia, Troubled Transformation*, Westview Press, Oxford, 1995.
- LUONG. JONES. Poulaine, *Institutional Change and Political Continuity in Post-Soviet Central Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.
- LYNCH. Dov, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS - The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, Royal Institute of International Affaires, London, 2000.
- MACFARLANE. Neil, *Western Engagement in the Caucasus and Central Asia*, Royal Institutude of International Affaires, 1999.
- MELVIN. Neil.J, *Uzbekistan, Transition to authoritarianism on the silk road*, Harwood Academic Publishers, 2000.
- NOGEE. Joseph, DONALDSON.Richard, *The Foreign Policy of Russia, Changing System, Enduring Interests*, M.E.Sharpe, London, 1998.
- POMFRET. Richard, *Central Asia Turns South? Trade relations in Transition*, Royal Institutude of International Affaires, 1999.
- POUJOL. Catherine, *Peuples des Steppes en Asie Centrale*, Paris, 2002.

- RACHID. Ahmet, *Orta Asya'nın Dirilişi: İslam mı, Milliyetçilik mi?*, Çev. Osman Deniztekin, Cep Kitapları, İstanbul, 1996.
- ROUBINSKI. Youri, *Les Éclats de l'empire ou la Communauté des États indépendants (CEI)*, Publications des Cahiers de l'ifri, Paris, 2001.
- ROY. Olivier, *Yeni Orta Asya ya da Ulusların Yeniden İmal Edilişi*, Çev. Mehmet Moralı, Metis Yayınları, İstanbul, 1997.
- ROY. Olivier, *Asie Centrale Contemporaine*, PUF Collections Que sais-je?, No.3601, 2001.
- SAKWA. Richard, *Russian Politics and Society*, Routledge Press, London, 1996.
- WENDT. Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

### Articles:

- AFRASIABI. K. L, JALALI. Yadolah, "The Economic Cooperation Organization: Regionalization in a Competitive Context", *Mediterranean Quarterly*, Automne 2001, pp. 62-79.
- AHMED. Mutahir, "Afghanistan and Tadjikistan: Destablising Factors for South and Central Asian Region", *Perceptions*, Vol:3, No:1, Mars 1998, p.134-150.
- AKBARZADEH. Shahram, "Political Islam in Kyrgyzstan and Turkmenistan", *Central Asian Survey*, Vol:20, No:4, Décembre 2001, p.451-465.
- AKBARZADEH. Shahram, "India and Pakistan's geostrategic rivalry in Central Asia", *Central Asian Survey*, Vol:12, No:2, Juin 2003, p.219-228.
- AKCALI. Pınar, "Bağımsızlıktan Günümüze Türkiye-Tacikistan İlişkileri", *Uluslararası İlişkiler*, Vol:2, No:5, Stradigma Yayınları, Ankara, Printemps 2005, pp:137-160.
- AKCALI. Pınar, "Islam as a common bond in Cenral Asia: Islamic Renaissance Party and the Afghan mujahiddin", *Central Asian Survey*, Vol:17, No:2, p.267-284.
- AKCALI. Pınar, "Nation-State Building in Central Asia: A lost case?", *Perspectives on Global Development and Technology*, Vol:2, No:3-4, 2003, pp.409-429.
- AKERMAN. Ella, "Central Asia in the Mind of Russia: Some Political Considerations", *The Review of International Affairs*, Vol:2, No:4, Été 2003, pp.19-31.
- AKINER. Shirin, "L'Asie Centrale post-soviétique: Le Facteur Islamique", *Les Cahiers de l'Orient*, No:41, 1996, p.47-69.
- AKINER. Shirin, "Political Processes in Post-Soviet Central Asia", *Perspectives on Global Development and Technology*, Vol:2, No:3-4, 2003, pp.431-458.
- ATKIN. Muriel, "Thwarted democratization in Tajikistan", Ed. DAWISHA. Karen, PARROTT. Bruce, *Conflict, cleavage, and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge University Press, 1997, pp.277-312.

- AYDIN. Mustafa, "Foucault's Pendulum: Turkey in Central Asia and the Caucasus", *Turkish Studies*, Vol:5, No:2, Été 2004, pp.1-22.
- AYTMATOV. Askar, "The Shade of Extremism Over Central Asia", *Perceptions*, Vol:5, No:4, Decembre 2000-Fevrier 2001, p.116-120.
- BAYCAUN. Saule, "SSCB Sonrası Orta Asya'da Entegrasyon Arayışları: Olumlu ve Olumsuz Faktörler", *Stratejik Analiz*, Vol:2, No:25, Mai 2002, p.63-70.
- BAYCAUN. Saule, BAL, İdris, "Orta Asya Ülkeleri Taliban'a Yaklaşıyor mu?", *Stratejik Analiz*, No:9, Janvier 2001, p.48-54.
- BURNASHEV. Rustam, "Regional Security in Central Asia: Military Aspects", Ed: RUMER. Boris, *Central Asia A Gathering Storm*, M. E. Sharpe, New York, 2002, pp.114-169.
- BUSZYNSKI. Leszek, "Russia's new role in Central Asia", *Asian Survey*, University of California Press, Vol:XLV, No: 4, Juillet/Août 2005, pp:546-565.
- BUZAN. Barry, WÆVER.Ole, *Regions and Powers: The Structure of International Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- BÜYÜKAKINCI. Erhan, "Le processus constitutionnel et la restructuration institutionnelle dans les républiques turcophones de l'ex-URSS: l'Azerbaïjan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan", *Central Asian Survey*, Vol:18, No:1, 1999, pp:79-97.
- BÜYÜKAKINCI. Erhan, "Patterns of Integration in Central Asia", *Perceptions*, Vol.5, No.1, Mars-Mai 2000, p:161-180.
- CHETERIAN. Vicken, "L'Asie cenrale brôte-t-elle?", *Politique Internationale*, No:108, Été 2005, Paris, pp:377-396.
- CLARKE. Michael, "Xinjiang and China's relations with Central Asia, 1991-2001: Across the Domestic-Foreign Frontier?", *Asian Ethnicity*, Vol:4, No:2, Juin 2003, pp. 207-224.
- ÇOMAK. Hasret, "21'inci Yüzyılda Şangay İşbirliği Teşkilatı'nın Yeni Yönelimleri ve Türkiye ile Yeni İşbirliği Yaklaşımları", *Stratejik Öngörü*, No:5, TASAM Yayınları, İstanbul, 2005, pp:19-25.
- DEĞİRMEN. Burcu, "Çin-Rus eksenı ABD'ye Meydan Okuyor", *Stratejik Analiz*, No:64, ASAM Yayınları, Ankara, Août 2005, pp:14-15.
- EROL. Mehmet Seyfettin, "Avrasya'da Güç Mücadelesi: Şangay Beşlisi ya da Mahşerin Beş Atlısı", *Stratejik Analiz*, Vol:2, No:14, Juin 2001, p.68-74.
- FIERMAN. William, "Political development in Uzbekistan: democratization?", Ed. DAWISHA. Karen, PARROTT. Bruce, *Conflict, cleavage, and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge University Press, 1997, pp.360-409.
- GİRĞİN. Kemal, "Rusya Faktörü ve Üç Boyutlu Dış Politika", *Stratejik Öngörü*, No:5, Tasam Yayınları, İstanbul, 2005, pp:26-48.
- GLEASON. Gregory, "Foreign Policy and domestic reform in Central Asia", *Central Asian Survey*, Vol:20, No:2, 2001, pp:167-182.
- GLEASON. Gregory, "Interstate Cooperation in Central Asia from the CIS to the Shanghai Forum", *Europe-Asia Studies*, Vol.53, No.7, 2001, pp.1077-1095.
- GOLLIET. Jacques, "L'Asie centrale entre la stabilité et les tentations centrifuges", *Relations Internationales et strategiques*, No:13, Printemps 1994, p.120-125.

- GULIYEVA. Nermin, "Özbekistan'daki Son Gelişmeler ve Orta Asya'ya Yansımaları", *Stratejik Analiz*, Vol:1, No:5, Septembre 2000, p.46-50.
- HEATHERSHAW. John, "The paradox of peacebuilding: peril, promise, and small arms in Tajikistan", *Central Asian Survey*, Vol:24, No:1, Mars 2005, pp:21-38.
- HEIKKA. Henrikki, "Beyond Neorealism and Constructivism: Desire, Identity, and Russian Foreign Policy", Ed: HOPH. Ted, *Understanding the Russian Foreign Policy*, Penn State Press, Pennsylvania, 1999, pp.57-109.
- "Hizb-ul Tahrir tehditi...", *M5 Avrasya, Savunma ve Strateji*, No:112, Septembre 2002, p.34-35.
- HOPH. Ted, "Introduction: Russian Identity and Foreign Policy After the Cold War", Ed: HOPH.Ted, *Understanding the Russian Foreign Policy*, Penn State Press, Pennsylvania, 1999, pp.1-15.
- HOROWITZ. Shale, "Political Sources of Military Defeat in Post-Communist Ethnic Conflicts", *European Security*, Frank Cass Pub., London, Vol.12, No.1 (Spring 2003), pp.17-38.
- HORSMAN. Stuart, "Uzbekistan's involvement in the Tajik Civil War 1992-97: domestic considerations", *Central Asian Survey*, Vol:18, No: 1, 1999, pp: 37-48.
- JAFALIAN. Annie, "Equilibres géopolitiques en Asie centrale: La montée en puissance de la Chine", *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, Odile Jacob, 2005, pp. 135-149.
- KARAM. Patrick, "La Russie et l'islam: entre alliance et rejet", *Les Cahier de l'Orient, Revue d'Etude et de Reflexion sur le Monde Arabe et Islamique*, No:41, Premier trimestre 1996, pp:29-46.
- KELLNER. Thierry, DJALILI. Mohammad Reza, "Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale: des concepts géopolitiques à construire et reconstruire?", *Central Asian Survey*, Vol:19, No:1, 2000, pp:117-140.
- KIMURA. Hiroshi, "Russia and the CIS in 2004, Putin's Offensive and Defensive Actions", *Asian Survey*, Vol. XLV, No:1, University of California Pres, Janvier/Février 2005, pp: 59-66.
- KRUTOV. Anatoly, SPOOR.Max, "The Power of Water in a Divided Central Asia", *Perspectives on Global Development and Technology*, Vol:2, No:3-4, 2003, pp.593-614.
- LIPOVSKY, Igor, "Central Asia: In Search of a New Political Identity", *Middle Eastern Journal*, Vol:50, No:2, Printemps 1996, p.211-223.
- LIPOVSKY. Igor, "The Awakening of Central Asian Islam", *Middle Eastern Studies*, Vol:32, No:3, Juillet 1996, p.1-21.
- LOUONG. Jones, WEINTHAL, Eric, "New Friends, New Fears in Central Asia", *Foreign Affairs*, Vol:81, No:2, 2002, p.61-70.
- MALASHENKO. Alexei, "Islam in Central Asia", Ed: Roy, ALLISON, *Central Asian Security, New International Context*, Brookings Institution Press, 2001, pp.49-66.
- MELVIN. Neil, HERZIG. Edmund, "Central Asia: Aspects of security and stability", *Helsinki Monitor*, No:3, 2003, pp.178- 188.
- MEZHABI. Mohiaddin, "Tadjikistan, Iran, and the international politics of the Islamic factor", *Central Asian Survey*, Vol:16, No:2, pp.141-158.
- MISRA. Amalendu, "Shanghai 5 and the emerging alliance in Central Asia: the closed society and its enemies", *Central Asian Survey*, Vol:20, No:3, 2001, pp:305-321.

- MONTANARO JANKOVSKI. Lucia, “Les Coopérationes sécuritaires face à la criminalité transnationale en Asie centrale”, *Annuaire Français de Relations Internationales 2005*, Presse de l’AFRI, Bruxelles, 2005, pp:357-372.
- NOURZHANOV. Kiril, “Saviours of the nation or robber barons? Warlord politics in Tajikistan”, *Central Asian Survey*, Vol: 24, No: 2, June 2005, pp: 109-130.
- OCHS. Michael, “Turkmenistan: The quest for stability and control”, Ed. DAWISHA. Karen, PARROTT. Bruce, *Conflict, cleavage, and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge University Press, 1997, pp.312-360.
- OLIMOVA. Saodat, "Islam and the Tajik Conflict", Ed. SOGDEEV. Roland, EISENHOWER. Susan, *Islam and Central Asia - An Enduring Legacy or an Evolving Threat?*, Center for Political and Strategic Studies, Washington, pp.59-71.
- PURTAŞ.Firat, *Rusya Federasyonu Ekseninde Bağımsız Devletler Topluluğu*, Platin yayınları, Ankara, 2005.
- ROY. Olivier, “Les Républiques musulmans de l’ex-URSS”, *le Cahiers de l’Orient*, No:41, 1996, pp.17-27.
- ROY. Olivier, “La Formation d’un nouvel espace stratégique en Asie centrale”, *Relations Internationales et Strategiques*, No:5, Printemps 1992, p.136-145.
- ROY. Olivier, “ l’Asie centrale prend la large”, *Politique Internationale*, No:82, Hiver 1998-1999, pp.123-133.
- RUMER. Boris, “The Search for Stability in Central Asia”, Ed: RUMER. Boris, *Central Asia A Gathering Storm*, M. E. Sharpe, New York, 2002, pp. 3-69.
- SPECHLER. Martin, “Regional Cooperation in Central Asia”, *Problems of Post-Communism*, vol:49, No:6, Novembre-Décembre 2002, pp.42-47.
- SWANSTRÖM. Niklas, “The prospects for multilateral conflict prevention and regional cooperation in Central Asia”, *Central Asian Survey*, Vol: 23, No: 1, Mars 2004, pp: 41-53.
- “Tadjikistan 2004, La fin d’une exception en Asie centrale?”, *Le Courrier des pays de l’Est, La Russie et les autres pays de la CEI en 2004*, Bimestriel No 1047, Janvier/Fevrier 2005, pp:178-190.
- TAZMINI. Ghoncheh, “The Islamic revival in Central Asia: a potent force or a misconception?”, *Central Asian Survey*, Vol:20, No:1, Mars 2001, p.63-83.
- TIRASPOLSKY. Anita, “Russie-(URSS)-Russie”, *Politique étrangère*, Vol:3-4, 2000,pp: 757-770.
- TOLIPOV. Farkhod, “Nationalism as a geopolitical phenomenon: the Central Asian case”, *Central Asian Survey*, Vol: 20, No:2, 2001, pp.183-194.
- ZARDYKHAN. Zharmukhamed, “Kazakhstan and Central Asia: Regional perspectives”, *Central Asian Survey*, Vol:21, No:2, June 2002, pp:167-183..

**Sites d’internet:**

- ALLOUCHE. Jeremy, « Géopolitique de l'eau en Asie centrale », *Les Etudes géopolitiques*, <http://www.diploweb.com/asie/allouche2.htm>
- BOYER.André, ESTIER.Claude, DE VILLEPIN.Xavier, “La Russie et ses relations extérieures après la réélection de Vladimir Poutine”, Le Sénat, [www.senat.gov.fr](http://www.senat.gov.fr), Avril 2004.
- *Central Asia and The Caucasus Centre for Social and Political Studies*, <http://ca-c.org/dataeng/>
- CHECKEL. Jeffrey, “Too Much of a Good Thing? Conditionality and Change in Post-Soviet States”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:169*, <http://www.csis.org>, Octobre 2000.
- DOBRIANSKY. Paula, “Russian Foreign Policy: Promise or Peril?”, *Center for Strategic and International Studies*, <http://www.csis.org>, 21 Juin, 2000.
- FACON. Isabelle, “La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2001.
- FACON. Isabelle, “Le 11 septembre: en nouveau souffle dans les relations russo-américaines?”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2002.
- FACON. Isabelle, “La politique extérieure de la Russie de Poutine”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2003.
- HANSON. Stephen, “Ideology, Interests, and Identity; Comparing Secession Crises in the USSR and Russia”, *Center for Strategic and International Studies*, <http://www.csis.org>, Novembre 1998.
- KIMMAGE.Daniel , “2005 in review: The Geopolitical Game in Central Asia”, *RFERL Radio Free Europe Research Report*, [www.rferl.com](http://www.rferl.com), 29.12.2005.
- KOBRINSKAYA. Irina, “Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Space: New Priorities for the New Challenges?”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:332*, <http://www.csis.org>, Novembre 2004.
- KRAUSE. Keith, “Approche critique et constructiviste des études de sécurité”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2003.
- KRAMER. Mark, “The Soviet Military Experience in Afghanistan: A Precedent of Dubious Relevance”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:202*, <http://www.csis.org>, Octobre 2001.
- KUCHINS. Andrew, “The Emerging Sino-Russian Strategic Partnership and Eurasian Security”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:11*, <http://www.csis.org>, Octobre 1997.
- LUONG. JONES. Pouline, “After Afghanistan Implications of the War on Terrorism for Central Asia”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:212*, <http://www.csis.org>, 25 Juin, 2002.
- LUONG. JONES. Pouline, “In Its Own Image: Toward a Re-Conceptualization of Central Asia”, Center for Strategic and International

Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:21*, <http://www.csis.org>, Octobre 1997

- OĞAN. Sinan, “Orta Asya’da Yeni Amerikan Miladı”, *Avrasya Stratejik Araştırmalar Derneği Yayınları*, [www.avsam.org.tr](http://www.avsam.org.tr), Janvier 2002.
- PENNING. Thierry Bras, “Constructivisme et réflexivisme en théorie des relations internationales”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2002.
- PRADON.Hélène, “Les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Asie centrale”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2003.
- PANNIER.Bruce, “Russia comes on strong”, *RFERL Radio Free Europe Research Report*, [www.rferl.com](http://www.rferl.com), 17.11.2004.
- POPOV. Vladimir, “The State in the New Russia (1992-2004): From Collapse to Gradual Revival?”, Center for Strategic and International Studies, *PONARS Policy Memo no:342*, <http://www.csis.org>, Novembre 2004.
- ROMER. Jean Cristophe, “La politique étrangère russe sous Boris Eltsine”, *Annuaire Français de Relations Internationales*, <http://www.afri-ct.org>, 2001.
- SOKOV. Nikolai, “Domestic Structure, Economic Growth, and Russian Foreign Policy”, Center for Strategic and International Studies, *PONARS Policy Memo no:23*, <http://www.csis.org>, Octobre 1997.
- STADSHOLT. André, “Security Communities and Communities of Security: Security Community Building in a Neo-Grotian Perspective”, <http://www2.hu-berlin.de>, Flemingsberg, 24.09.2001.
- STEPANOVA. Ekaterina, “Seperately Together: U.S. and Russian Approches to Political Settlement in Afghanistan”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:230*, <http://www.csis.org>, Décembre 2001.
- TRENIN. Dmitri, “Central Asia’s Stability and Russia’s Security”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:168*, <http://www.csis.org>, Novembre 2000.
- WALLENDER. Celeste, “Russia’s Relationship with China After September 11”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:214*, <http://www.csis.org>, 2002.
- WEISS. Kathryn Stoner, “Soviet Solutions to Post-Sovier Problems,Has Vladimir Putin Really Strengthened the Federal Center?”, Center for Strategic and International Studies, Project on New Approaches to Russian Security, *PONARS Policy Memo no:283*, <http://www.csis.org>, Octobre 2002.

**ANNEXE I. DONNEES GENERALES SUR LES ÉTATS D'ASIE  
CENTRALE**

<b>PAYS</b>	<b>SUPERFICIE (km<sup>2</sup>)</b>	<b>POPULATION</b>	<b>P.N.B. (milliards de dollar)</b>	<b>NOM DU PRESIDENT</b>	<b>LANGUE</b>
Kazakhstan	2.717.300	16.400.000	22.143	Noursoultan Nazarbaiev	Kazakh, Russe, Allemand, U Coréen, Ouzbèk
Kirghizstan	198.500	4.600.000	3.158	Kurmanbek Bakiev	Kirghiz, Russe
Ouzbékistan	447.400	23.700.000	21.979	Islam Karimov	Ouzbèk, Russe, Tadjik
Tadjikistan	143.100	6.000.000	1.976	Imam Ali Rahmanov	Tadjik, Russe
Turkménistan	488.100	4.600.000	4.125	Saparmourad Nyazov Turkmenbashi	Turkmène, Russe

Source: J. Allouche, « Géopolitique de l'eau en Asie centrale », *Les Etudes géopolitiques*, <http://www.diploweb.com/asie/allouche2.htm>